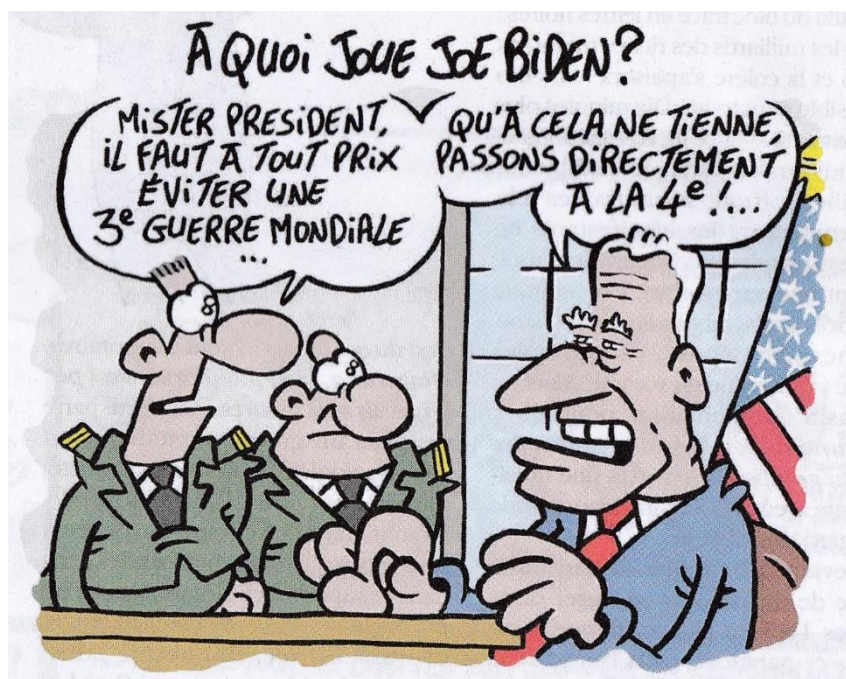


Mordons les chiens de garde !

Revue de presse n°27

juillet-septembre 2022

Guerres et armes



Humour de Siné mensuel

Table des matières

La situation militaire en Ukraine.....	3
Intellectuels en treillis	13
Annie Lacroix-Riz : « Il y a un contexte historique qui explique que la Russie était acculée »	16
Stop war	21
Humour de Kroll.....	22
Ukraine, l'engrenage	23
Les faux de la propagande anti-Russie.....	48
OTAN : quand la Finlande déclare la guerre.....	50
Robots tueurs : ces nouvelles armes développées sans contrôle	52
Ventes d'armes : le silence et la honte.....	55
Armes et milliards pour la guerre.....	57
À lire : Colette et La Paix chez les Bêtes	58

La situation militaire en Ukraine

Pendant des années, du Mali à l'Afghanistan, j'ai travaillé pour la paix et ai risqué ma vie pour elle. Il ne s'agit donc pas de justifier la guerre, mais de comprendre ce qui nous y a conduit. Je constate que les « experts » qui se relaient sur les plateaux de télévision analysent la situation à partir d'informations douteuses, le plus souvent des hypothèses érigées en faits, et dès lors on ne parvient plus à comprendre ce qui se passe. C'est comme ça que l'on crée des paniques. Le problème n'est pas tant de savoir qui a raison dans ce conflit, mais de s'interroger sur la manière dont nos dirigeants prennent leurs décisions.

Essayons d'examiner les racines du conflit. Cela commence par ceux qui durant les huit dernières années nous parlaient de « séparatistes » ou des « indépendantistes » du Donbass. C'est faux. Les référendums menés par les deux républiques auto-proclamées de Donetsk et de Lougansk en mai 2014, n'étaient pas des référendums d'« indépendance » (независимость), comme l'ont affirmé certains journalistes peu scrupuleux, mais de référendums d'« auto-détermination » ou d'« autonomie » (самостоятельность). Le qualificatif « pro-russes » suggère que la Russie était partie au conflit, ce qui n'était pas le cas, et le terme « russophones » aurait été plus honnête. D'ailleurs, ces référendums ont été conduits contre l'avis de Vladimir Poutine.

En fait, ces Républiques ne cherchaient pas à se séparer de l'Ukraine, mais à avoir un statut d'autonomie leur garantissant l'usage de la langue russe comme langue officielle. Car le premier acte législatif du nouveau gouvernement issu du renversement du président Ianoukovitch, a été l'abolition, le 23 février 2014, de la loi Kivalov-Kolesnichenko de 2012 qui faisait du russe une langue officielle. Un peu comme si des putschistes décidaient que le français et l'italien ne seraient désormais plus des langues officielles en Suisse.

Cette décision provoque une tempête dans la population russophone. Il en résulte une répression féroce contre les régions russophones (Odessa, Dniepropetrovsk, Kharkov, Lougansk et Donetsk) qui s'exerce dès février 2014 et conduit à une militarisation de la situation et à quelques massacres (à Odessa et à Marioupol, pour les plus importants). À la fin de l'été 2014, ne restent que les Républiques auto-proclamées de Donetsk et de Lougansk.

À ce stade, trop rigides et engoncés dans une approche doctrinaire de l'art opératif, les états-majors ukrainiens subissent l'ennemi sans parvenir à s'imposer. L'examen du déroulement des combats en 2014-2016 dans le Donbass montre que l'état-major ukrainien a systématiquement et mécaniquement appliqué les mêmes schémas opératifs. Or, la guerre menée par les autonomistes est alors très proche de ce que l'on observe dans le Sahel : des opérations très mobiles menées avec des moyens légers. Avec une approche plus flexible et moins doctrinaire, les rebelles ont su exploiter l'inertie des forces ukrainienne pour les « piéger » de manière répétée.

En 2014, je suis à l'OTAN, responsable de la lutte contre la prolifération des armes légères, et nous tentons de détecter des livraisons d'armes russes aux rebelles afin de voir si Moscou est impliqué. Les informations que nous recevons viennent alors pratiquement toutes des services de renseignement polonais et ne « collent pas » avec les informations en provenance de l'OSCE : en dépit d'allégations assez grossières, on n'observe aucune livraison d'armes et de matériels militaire de Russie.

Les rebelles sont armés grâce aux défections d'unités ukrainiennes russophones qui passent du côté rebelle. Au fur et à mesure des échecs ukrainiens, les bataillons de chars, d'artillerie ou anti-aériens au complet viennent grossir les rangs des autonomistes. C'est ce qui pousse les Ukrainiens à s'engager dans les Accords de Minsk.

Mais, juste après avoir signé les Accords de Minsk I, le président ukrainien Petro Porochenko lance une vaste opération antiterroriste (АТО/Антитерористична операція) contre le Donbass. *Bis repetita placent* : mal conseillés par des officiers de l'OTAN, les Ukrainiens subissent une cuisante défaite à Debaltsevo qui les oblige à s'engager dans les Accords de Minsk 2...

Il est essentiel de rappeler ici que les Accords de Minsk I (septembre 2014) et Minsk 2 (février 2015), ne prévoyaient ni la séparation, ni l'indépendance des Républiques, mais leur autonomie *dans le cadre* de l'Ukraine. Ceux qui ont lu les Accords (ils sont très, très, très peu nombreux) constateront qu'il est écrit en toutes lettres que le statut des républiques devait être négocié entre Kiev et les représentants des républiques, pour une *solution interne* à l'Ukraine.

C'est pourquoi depuis 2014, la Russie a systématiquement demandé leur application tout en refusant d'être partie aux négociations, car il s'agissait d'une affaire intérieure à l'Ukraine. De l'autre côté, les Occidentaux – France en tête – ont systématiquement tenté de substituer aux Accords de Minsk le « format Normandie », qui mettait face à face Russes et Ukrainiens. Or, rappelons-le, il n'y a *jamais* eu de troupes russes dans le

Donbass avant le 23-24 février 2022. D'ailleurs, les observateurs de l'OSCE n'ont jamais observé la moindre trace d'unités russes opérant dans le Donbass. Ainsi, la carte des services de renseignements américains publiée par le Washington Post le 3 décembre 2021 ne montre pas de troupes russes dans le Donbass.

En octobre 2015, Vasyl Hrytsak, directeur du Service de sécurité ukrainien (SBU), confessait que l'on avait seulement observé 56 combattants russes dans le Donbass. C'était un même comparable à celui des Suisses allant combattre en Bosnie durant les week-ends, dans les années 1990, ou des Français qui vont combattre en Ukraine aujourd'hui.

L'armée ukrainienne est alors dans un état déplorable. En octobre 2018, après quatre ans de guerre, le procureur militaire ukrainien en chef Anatoly Matios déclarait que l'Ukraine avait perdu 2 700 hommes dans le Donbass : 891 de maladies, 318 d'accidents de la route, 177 d'autres accidents, 175 d'empoisonnements (alcool, drogue), 172 suite à des manipulations imprudentes d'armes, 101 d'infractions aux règles de sécurité, 228 de meurtres et 615 de suicides.

En fait, l'armée est minée par la corruption de ses cadres et ne jouit plus du soutien de la population. Selon un rapport du ministère de l'Intérieur britannique, lors du rappel des réservistes de mars-avril 2014, 70 % ne se sont pas présentés à la première session, 80 % à la deuxième, 90 % à la troisième et 95 % à la quatrième. En octobre/novembre 2017, 70 % des appelés ne se sont pas présentés lors de la campagne de rappel « Automne 2017 ». Ceci sans compter les suicides et les désertions (souvent au profit des autonomistes) qui atteignent jusqu'à 30 % des effectifs dans la zone de l'ATO. Les jeunes Ukrainiens refusent d'aller combattre dans le Donbass et préfèrent l'émigration, ce qui explique aussi, partiellement au moins, le déficit démographique du pays.

Le ministère de la Défense ukrainien s'adresse alors à l'OTAN pour l'aider à rendre ses forces armées plus « attractives ». Ayant déjà travaillé à des projets similaires dans le cadre des Nations Unies, j'ai été sollicité par l'OTAN pour participer à un programme destiné à restaurer l'image des forces armées ukrainiennes. Mais c'est un processus de longue haleine et les Ukrainiens veulent aller vite.

Ainsi, pour compenser le manque de soldats, le gouvernement ukrainien recourt alors à des milices paramilitaires. Elles sont essentiellement composées de mercenaires étrangers, souvent militants d'extrême-droite. En 2020, elles constituent environ 40% des forces ukrainiennes et comptent environ 102 000 hommes selon Reuters. Elles sont armées, financées et formées par les États-Unis, la Grande-Bretagne, le Canada et la France. On y trouve plus de 19 nationalités – dont des Suisses.

Les pays occidentaux ont donc clairement créé et soutenu des milices d'extrême droite ukrainiennes. En octobre 2021, le Jerusalem Post sonnait l'alarme en dénonçant le projet Centuria. Ces milices opèrent dans le Donbass depuis 2014, avec le soutien des Occidentaux. Même si on peut discuter le terme « nazi », il n'en demeure pas moins que ces milices sont violentes, véhiculent une idéologie nauséabonde et sont virulemment antisémites. Leur antisémitisme est plus culturel que politique, c'est pourquoi le qualificatif « nazi » n'est pas vraiment adapté. Leur haine du juif vient des grandes famines des années 1920-1930 en Ukraine, résultant de la confiscation des récoltes par Staline afin de financer la modernisation de l'Armée Rouge. Or, ce génocide – connu en Ukraine sous le nom d'*Holodomor* – a été perpétré par le NKVD (ancêtre du KGB) dont les échelons supérieurs de conduite étaient principalement composés de juifs. C'est pourquoi, aujourd'hui, les extrémistes ukrainiens demandent à Israël de s'excuser pour les crimes du communisme, comme le relève le *Jerusalem Post*. On est donc bien loin d'une « réécriture de l'Histoire » par Vladimir Poutine.

Ces milices, issues des groupes d'extrême-droite qui ont animé la révolution de l'Euromaïdan en 2014, sont composées d'individus fanatisés et brutaux. La plus connue d'entre elles est le régiment Azov, dont l'emblème rappelle celui de la 2^e Panzerdivision SS *Das Reich*, qui fait l'objet d'une véritable vénération en Ukraine, pour avoir libéré Kharkov des Soviétiques en 1943, avant de perpétrer le massacre d'Oradour-sur-Glane en 1944, en France.

Parmi les figures célèbres du régiment Azov, on trouvait l'opposant Roman Protassevitch, arrêté en 2021 par les autorités biélorusses à la suite de l'affaire du vol RyanAir FR4978. Le 23 mai 2021, on évoque le détournement délibéré d'un avion de ligne par un MiG-29 – avec l'accord de Poutine, bien évidemment – pour arrêter Protassevitch, bien que les informations alors disponibles ne confirment absolument pas ce scénario.

Mais il faut alors montrer que le président Loukachenko est un voyou et Protassevitch un « journaliste » épris de démocratie. Pourtant, une enquête assez édifiante produite par une ONG américaine en 2020, mettait en évidence les activités militantes d'extrême-droite de Protassevitch. Le complotisme occidental se met alors en marche et des médias peu scrupuleux « toilent » sa biographie. Finalement, en janvier 2022, le rapport de l'OACI est publié et montre que malgré quelques erreurs de procédure, le Biélorus a agi conformément aux règles en vigueur et que le MiG-29 a décollé 15 minutes après que le pilote de RyanAir a

décidé d'aller atterrir à Minsk. Donc pas de complot bélarus et encore moins avec Poutine. Ah !... Encore un détail : Protassevitch, cruellement torturé par la police bélarusse, est aujourd'hui libre. Ceux qui voudraient correspondre avec lui, peuvent aller sur son compte Twitter.

La qualification de « nazi » ou « néo-nazi » donnée aux paramilitaires ukrainiens est considérée comme de la propagande russe. Peut-être ; mais ce n'est pas l'avis du Times of Israel, du Centre Simon Wiesenthal ou du Centre de Lutte contre le Terrorisme de l'académie de West Point. Mais cela reste discutable, car, en 2014, le magazine Newsweek semblait plutôt les associer à... l'État Islamique. Au choix !

Donc, l'Occident soutient et continue d'armer des milices qui se sont rendues coupables de nombreux crimes contre les populations civiles depuis 2014 : viols, torture et massacres. Mais alors que le gouvernement suisse a été très prompt à prendre des sanctions contre la Russie, il n'en n'a adopté aucune contre l'Ukraine qui massacre sa propre population depuis 2014. En fait, ceux qui défendent les droits de l'homme en Ukraine ont depuis longtemps condamné les agissements de ces groupes, mais n'ont pas été suivis par nos gouvernements. Car, en réalité, on ne cherche pas à aider l'Ukraine, mais à combattre la Russie.

L'intégration de ces forces paramilitaires dans la Garde Nationale ne s'est pas du tout accompagnée d'une « dénazification », comme certains le prétendent. Parmi les multiples exemples, celui de l'insigne du Régiment Azov est édifiant :

Symbolique nazie des milices ukrainiennes



Insigne de la 2^e PANZERDIVISION SS « DAS REICH »

En 1943, la 2e SS Panzerdivision « Das Reich » a combattu en Ukraine et repris Kharkov à l'Armée Rouge. Elle est responsable du massacre d'Oradour sur Glane en France, le 10 juin 1944.



Logo du parti SVOBODA (1^{ère} version)

Le parti social-nationaliste SVOBODA est l'un des moteurs de la révolution de la place Maidan en novembre 2013-février 2014. Il est qualifié de néo-nazi par le Congrès Juif Mondial, et est jugé contraire aux valeurs européennes par le Parlement européen.



Insigne du groupe PATRIOT UKRAÏNI

La milice nationaliste PATRIOT UKRAÏNI est issue du parti SVOBODA. Ses cadres ont fourni l'ossature des cadres du bataillon AZOV.



Insigne du Bataillon AZOV

Unité paramilitaire créée par des cadres de la milice PATRIOT UKRAÏNI. Le bataillon AZOV a été officialisé le 5 mai 2014. En septembre 2014, il est élevé au niveau de régiment et intégré aux troupes du ministère de l'Intérieur. Sa désignation officielle est : Détachement de Forces Spéciales « AZOV ».

Copyright 2014 – Baud Intel Consulting

En 2022, très schématiquement, les forces armées ukrainiennes qui combattent l'offensive russe s'articulent en :

- Armée de terre, subordonnée au ministère de la Défense : elle est articulée en 3 corps d'armée et composée de formations de manœuvre (chars, artillerie lourde, missiles, etc.).
- Garde Nationale, qui dépend du ministère de l'Intérieur et est articulée en 5 commandements territoriaux. La Garde Nationale est donc une force de défense territoriale qui ne fait pas partie de l'armée ukrainienne. Elle comprend les milices paramilitaires, appelées « bataillons de volontaires » (добровольчі батальйони), également connues sous le nom évocateur de « bataillons de représailles », composés d'infanterie.

Principalement formés pour le combat urbain, ceux-ci assurent aujourd'hui la défense de villes comme Kharkov, Marioupol, Odessa, Kiev, etc.

Deuxième partie : La Guerre

Ancien responsable des forces du Pacte de Varsovie au service de renseignement stratégique helvétique, j'observe avec tristesse – mais sans étonnement – que nos services ne sont plus en mesure de comprendre la situation militaire en Ukraine. Les « experts » auto-proclamés qui défilent sur nos écrans relaient inlassablement les mêmes informations modulées par l'affirmation que la Russie – et Vladimir Poutine – est irrationnel. Prenons un peu de recul.

Le déclenchement de la guerre

Depuis le mois de novembre 2021, les Américains ne cessent de brandir la menace d'une invasion russe contre l'Ukraine. Pourtant, les Ukrainiens ne semblent pas du même avis. Pourquoi ?

Il faut remonter au 24 mars 2021. Ce jour-là, Volodymyr Zelensky promulgue un décret pour la reconquête de la Crimée et commence à déployer ses forces vers le sud du pays. Simultanément, a lieu la conduite de plusieurs exercices de l'OTAN entre la mer Noire et la mer Baltique, accompagnés d'un accroissement important des vols de reconnaissance le long de la frontière russe. La Russie mène alors quelques exercices, afin de tester la disponibilité opérationnelle de ses troupes et montrer qu'elle suit l'évolution de la situation. Les choses se calment jusqu'en octobre-novembre avec la fin des exercices ZAPAD 21, dont les mouvements de troupes sont interprétés comme un renforcement en vue d'une offensive contre l'Ukraine. Pourtant, même les autorités ukrainiennes réfutent l'idée de préparatifs russes pour une guerre et Oleksiy Reznikov, ministre de la Défense ukrainien déclare qu'il n'y a pas de changement à sa frontière depuis le printemps.

En violation des Accords de Minsk, l'Ukraine mène des opérations aériennes au Donbass à l'aide de drones, dont un au moins exécute une frappe contre un dépôt de carburant à Donetsk en octobre 2021. La presse américaine le relève, mais pas les Européens et personne ne condamne ces violations.

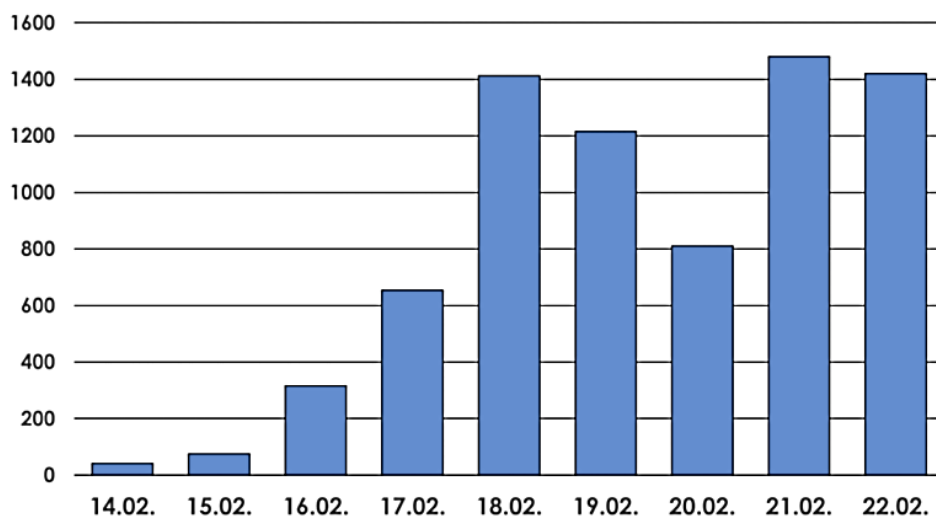
En février 2022, les événements se précipitent. Le 7 février, lors de sa visite à Moscou, Emmanuel Macron réaffirme à Vladimir Poutine son attachement aux Accords de Minsk, un engagement qu'il répétera à l'issue de son entrevue avec Volodymyr Zelensky, le lendemain. Mais le 11 février, à Berlin, après 9 heures de travail, la réunion des conseillers politiques des dirigeants du « *format Normandie* » s'achève, sans résultat concret : les Ukrainiens refusent encore et toujours d'appliquer les Accords de Minsk, apparemment sous la pression des États-Unis. Vladimir Poutine constate alors que Macron lui a fait des promesses en l'air et que les Occidentaux ne sont pas prêts à faire appliquer les Accords, comme ils le font depuis huit ans.

Les préparatifs ukrainiens dans la zone de contact continuent. Le Parlement russe s'alarme et le 15 février demande à Vladimir Poutine de reconnaître l'indépendance des Républiques, ce qu'il refuse.

Le 17 février, le président Joe Biden annonce que la Russie va attaquer l'Ukraine dans les prochains jours. Comment le sait-il ? Mystère... Mais depuis le 16, le pilonnage d'artillerie sur les populations du Donbass augmente de manière dramatique, comme le montrent les rapports journaliers des observateurs de l'OSCE. Naturellement, ni les médias, ni l'Union européenne, ni l'OTAN, ni aucun gouvernement occidental ne réagit et n'intervient. On dira plus tard, qu'il s'agit de désinformation russe. En fait, il semble que l'Union européenne et certains pays ont à *dessein* passé sous silence le massacre des populations du Donbass, sachant que cela provoquerait une intervention russe.

Simultanément, on signale des actes de sabotages dans le Donbass. Le 18 janvier, les combattants du Donbass interceptent des saboteurs équipés de matériel occidental et parlant polonais cherchant à créer des incidents chimiques à Gorlivka. Il pourrait s'agir de mercenaires de la CIA, conduits ou « conseillés » par des Américains et composés de combattants ukrainiens ou européens, pour mener des actions de sabotage dans les Républiques du Donbass.

Nombre d'explosions enregistrées au Donbass (14-22 février 2022)



L'augmentation massive des tirs contre la population du Donbass dès le 16 février indique aux Russes qu'une offensive majeure est imminente. C'est ce qui conduit Vladimir Poutine à reconnaître l'indépendance des Républiques et à envisager une intervention dans le cadre de l'article 51 de la Charte des Nations Unies.

[Source: OSCE SMM Daily Reports]



En fait, dès le 16 février, Joe Biden sait que les Ukrainiens ont commencé à pilonner les populations civiles du Donbass, mettant Vladimir Poutine devant un choix difficile : aider le Donbass militairement et créer un problème international ou rester sans rien faire et regarder les russophones du Donbass se faire écraser.

S'il décide d'intervenir, Vladimir Poutine peut invoquer l'obligation internationale de « *Responsibility To Protect* » (R2P). Mais il sait que quelle que soit sa nature ou son ampleur, l'intervention déclencherà une pluie de sanctions. Dès lors, que son intervention soit limitée au Donbass ou qu'elle aille plus loin pour faire pression sur les Occidentaux pour le statut de l'Ukraine, le prix à payer sera le même. C'est d'ailleurs ce qu'il explique lors de son allocution du 21 février.

Ce jour-là, il accède à la demande de la Douma et reconnaît l'indépendance des deux Républiques du Donbass et, dans la foulée, il signe avec elles des traités d'amitié et d'assistance.

Les bombardements de l'artillerie ukrainienne sur les populations du Donbass se poursuivent et, le 23 février, les deux Républiques demandent l'aide militaire de la Russie. Le 24, Vladimir Poutine invoque l'article 51 de la Charte des Nations Unies qui prévoit l'entraide militaire dans le cadre d'une alliance défensive.

Afin de rendre l'intervention russe totalement illégale aux yeux du public nous occultons *délibérément* le fait que la guerre a effectivement commencé le 16 février. L'armée ukrainienne s'apprêtait à attaquer le Donbass dès 2021, comme le savaient pertinemment certains services de renseignement russes et européens... Les juristes jugeront.

Dans son allocution du 24 février, Vladimir Poutine a énoncé les deux objectifs de son opération : « démilitariser » et « dénazifier » l'Ukraine. Il ne s'agit donc pas de s'emparer de l'Ukraine, ni même, vraisemblablement de l'occuper et certainement pas de la détruire.

À partir de là, notre visibilité sur le déroulement de l'opération est limitée : les Russes ont une excellente sécurité des opérations (OPSEC) et le détail de leur planification n'est pas connue. Mais assez rapidement, le déroulement des opérations permet de comprendre comment les objectifs stratégiques se sont traduits sur le plan opératif.

– *Démilitarisation* :

- . destruction au sol de l'aviation, des systèmes de défense aérienne et des moyens de reconnaissance ukrainiens ;
- . neutralisation des structures de commandement et de renseignement (C3I), ainsi que des principales voies logistiques dans la profondeur du territoire ;
- . encerclement du gros de l'armée ukrainienne massée dans le sud-est du pays.

– *Dénazification* :

- . destruction ou neutralisation des bataillons de volontaires qui opèrent dans les villes d'Odessa, Kharkov et Marioupol, ainsi que dans diverses installations sur le territoire.

La « démilitarisation

L'offensive russe se déroule de manière très « classique ». Dans un premier temps – comme l'avaient fait les Israéliens en 1967 – avec la destruction au sol des forces aériennes dans les toutes premières heures. Puis, on assiste à une progression simultanée sur plusieurs axes selon le principe de « l'eau qui coule » : on avance partout où la résistance est faible et on laisse les villes (très voraces en troupes) pour plus tard. Au nord, la centrale de Tchernobyl est occupée immédiatement afin de prévenir des actes de sabotage. Les images de soldats ukrainiens et russes assurant ensemble la surveillance de la centrale ne sont naturellement pas montrées...

L'idée que la Russie cherche à s'emparer de Kiev, la capitale, pour éliminer Zelensky vient typiquement des Occidentaux : c'est ce qu'ils ont fait en Afghanistan, en Irak, en Libye et ce qu'ils voulaient faire en Syrie avec l'aide de l'État islamique. Mais Vladimir Poutine n'a jamais eu l'intention d'abattre ou de renverser Zelensky. La Russie cherche au contraire à le maintenir au pouvoir en le poussant à négocier en encerclant Kiev. Il avait refusé de le faire jusque-là pour appliquer les Accords de Minsk, mais maintenant les Russes veulent obtenir la neutralité de l'Ukraine.

Beaucoup de commentateurs occidentaux se sont étonnés que les Russes aient continué à chercher une solution négociée tout en menant des opérations militaires. L'explication est dans la conception stratégique russe, depuis l'époque soviétique. Pour les Occidentaux, la guerre commence lorsque la politique cesse. Or, l'approche russe suit une inspiration clausewitzienne : la guerre est la continuité de la politique et on peut passer de manière fluide de l'une à l'autre, même au cours des combats. Cela permet de créer une pression sur l'adversaire et le pousser à négocier.

Du point de vue opératif, l'offensive russe a été un exemple du genre : en six jours, les Russes se sont emparés d'un territoire aussi vaste que le Royaume-Uni, avec une vitesse de progression plus grande que ce que la Wehrmacht avait réalisé en 1940.

Le gros de l'armée ukrainienne était déployé au sud du pays en vue d'une opération majeure contre le Donbass. C'est pourquoi, les forces russes ont pu l'encercler dès le début mars dans le « chaudron » compris entre Slavyansk, Kramatorsk et Severodonetsk, par une poussée venant de l'est par Kharkov et une autres venant du sud depuis la Crimée. Les troupes des Républiques de Donetsk (RPD) et de Lougansk (RPL) complètent l'action des forces russes par une poussée venant de l'Est.

À ce stade, les forces russes resserrent lentement l'étau, mais ne sont plus sous pression du temps. Leur objectif de démilitarisation est pratiquement atteint et les forces ukrainiennes résiduelles n'ont plus de structure de commandement opératif et stratégique.

Le « ralentissement » que nos « experts » attribuent à une mauvaise logistique, n'est que la conséquence d'avoir atteint les objectifs fixés. La Russie ne semble pas vouloir s'engager dans une occupation de l'ensemble du territoire ukrainien. En fait, il semble plutôt que la Russie cherche à limiter son avance à la frontière linguistique du pays.

Nos médias parlent de bombardements indiscriminés contre les populations civiles, notamment à Kharkov et des images dantesques sont diffusées en boucle. Pourtant, Gonzalo Lira, un latino-américain qui y vit, nous présente une ville calme le 10 mars, et le 11 mars. Certes c'est une grande ville et on ne voit pas tout, mais cela semble indiquer que l'on n'est pas dans la guerre totale qu'on nous sert en continu sur nos écrans.

Quant aux Républiques du Donbass, elles ont « libéré » leurs propres territoires et combattent dans la ville de Marioupol.

La « dénazification »

Dans les villes comme Kharkov, Marioupol et Odessa, la défense est assurée par les milices paramilitaires. Elles savent que l'objectif de « dénazification » les vise au premier chef.

Pour un attaquant en zone urbanisée, les civils sont un problème. C'est pourquoi la Russie cherche à créer des couloirs humanitaires pour vider les villes des civils et ne laisser que les milices afin de les combattre plus facilement.

À l'inverse, ces milices cherchent à garder les civils dans les villes afin de dissuader l'armée russe de venir y combattre. C'est pourquoi elles sont réticentes à mettre en œuvre ces couloirs et font tout pour que les efforts russes soient vains : ils peuvent ainsi utiliser la population civile comme « boucliers humains ». Les vidéos montrant des civils cherchant à quitter Marioupol et tabassés par les combattants du régiment Azov sont naturellement soigneusement censurées chez nous.

Sur Facebook, le groupe Azov était considéré dans la même catégorie que l'État islamique et soumis à la « *politique sur les individus et organisations dangereuses* » de la plate-forme. Il était donc interdit de le glorifier, et les « posts » qui lui étaient favorables étaient systématiquement bannis. Mais le 24 février, Facebook modifie sa politique et autorise les posts favorables à la milice. Dans le même esprit, en mars, la plate-forme autorise, dans les ex-pays de l'Est, les appels au meurtre de militaires et de dirigeants russes. Voilà pour les valeurs qui inspirent nos dirigeants, comme nous le verrons.

Nos médias propagent une image romanesque de la résistance populaire. C'est cette image qui a conduit l'Union européenne à financer la distribution d'armes à la population civile. C'est un acte criminel. Dans mes fonctions de chef de la doctrine des opérations de maintien de la paix à l'ONU, j'ai travaillé sur la question de la protection des civils. Nous avons alors constaté que les violences contre les civils avaient lieu dans des contextes très précis. En particulier lorsque les armes foisonnent et qu'il n'y a pas de structures de commandement.

Or, ces structures de conduite sont l'essence des armées : elles ont pour fonction de canaliser l'emploi de la force en fonction d'un objectif. En armant des citoyens de manière désordonnée comme c'est le cas actuellement, l'UE les transforme en combattants, avec les conséquences qui en découlent : des cibles potentielles. En outre, sans commandement, sans buts opératifs, la distribution d'armes conduit inéluctablement à des règlements de compte, du banditisme et à des actions plus meurtrières qu'efficaces. La guerre devient une affaire d'émotions. La force devient violence. C'est ce qui s'est passé à Tawarga (Libye) du 11 au 13 août 2011, où 30 000 Africains noirs ont été massacrés avec des armes parachutées (illégalement) par la France. D'ailleurs, l'Institut royal d'étude stratégique britannique (RUSI) ne voit pas de valeur ajoutée à ces livraisons d'armes.

De plus, en livrant des armes à un pays en guerre, on s'expose à être considéré comme un belligérant. Les frappes russes du 13 mars 2022, contre la base aérienne de Mykolaïv suivent les avertissements russes que les transports d'armes seraient traités comme des cibles hostiles.

L'UE répète la désastreuse expérience du IIIe Reich dans les dernières heures de la bataille de Berlin. La guerre doit être laissée aux militaires et lorsqu'un camp a perdu, il faut l'admettre. Et s'il doit y avoir une résistance, elle doit impérativement être conduite et structurée. Or, nous faisons exactement l'inverse : on pousse des citoyens à aller se battre et simultanément, Facebook autorise les appels au meurtre de militaires et de dirigeants russes. Voilà pour les valeurs qui nous inspirent.

Dans certains services de renseignement, on voit cette décision irresponsable comme une manière d'utiliser la population ukrainienne comme chair à canon pour combattre la Russie de Vladimir Poutine. Il fallait laisser ce genre de décision meurtrière aux collègues du grand-père de d'Ursula von der Leyen. Il aurait été plus judicieux d'engager des négociations et ainsi obtenir des garanties pour les populations civiles que d'ajouter de l'huile sur le feu. Il est facile d'être combatif avec le sang des autres...

La maternité de Marioupol

Il est important de comprendre au préalable que ce n'est pas l'armée ukrainienne qui assure la défense de Marioupol, mais la milice Azov, composée de mercenaires étrangers.

Dans son résumé de la situation du 7 mars 2022, la mission russe de l'ONU à New York déclare que « *Les habitants rapportent que les forces armées ukrainiennes ont expulsé le personnel de l'hôpital natal n°1 de la ville de Marioupol et ont installé un poste de tir à l'intérieur de l'établissement.* »

Le 8 mars, le média indépendant russe Lenta.ru, publie le témoignage de civils de Marioupol qui racontent que la maternité a été prise par les milices du régiment Azov, et en ont chassé les occupants civils en les menaçant de leurs armes. Ils confirment ainsi les déclarations de l'ambassadeur russe quelques heures plus tôt.

L'hôpital de Marioupol occupe une position dominante, parfaitement adéquate pour y installer des armes antichars et pour l'observation. Le 9 mars, les forces russes frappent le bâtiment. Selon CNN, il y aurait 17 blessés, mais les images ne montrent aucune victime dans les locaux et rien ne montre que les victimes dont on parle sont liées à cette frappe. On parle d'enfants, mais en réalité, on ne voit rien. C'est peut-être vrai, mais c'est peut-être faux... Ce qui n'empêche pas les dirigeants de l'UE d'y voir un crime de guerre... Ce qui permet, juste après, à Zelensky de réclamer une zone d'interdiction de vol au-dessus de l'Ukraine...

En réalité, on ne sait pas exactement ce qui s'est passé. Mais la séquence des événements tend à confirmer que les forces russes ont frappé une position du régiment Azov et que la maternité était alors libre de tout civils.

Le problème est que les milices paramilitaires qui assurent la défense des villes sont encouragées par la communauté internationale à ne pas respecter les usages de la guerre. Il semble que les Ukrainiens ont rejoué le scénario de la maternité de Koweït City en 1990, qui avait été totalement mise en scène par la firme Hill & Knowlton pour un montant de 10,7 millions de dollars afin de convaincre le Conseil de Sécurité des Nations Unies d'intervenir en Irak pour l'opération *Desert Shield/Storm*.

Les politiciens occidentaux ont d'ailleurs accepté les frappes contre civils du Donbass pendant huit ans, sans adopter aucune sanction contre le gouvernement ukrainien. Nous sommes depuis longtemps entrés dans une dynamique où les politiques occidentaux ont accepté de sacrifier le droit international à leur objectif d'affaiblir à la Russie.

Troisième partie : conclusions

En tant qu'ex-professionnel du renseignement, la première chose qui me frappe est l'absence totale des services de renseignement occidentaux dans la représentation de la situation depuis une année. En Suisse, on a reproché aux services de ne pas avoir fourni une image correcte de la situation. En fait, il semble que dans tout le monde occidental, les services aient été débordés par les politiques. Le problème est que ce sont les politiques qui décident : le meilleur service de renseignement du monde est inutile si le décideur ne l'écoute pas. C'est ce qui s'est passé lors de cette crise.

Cela étant, si certains services de renseignement avaient une image très précise et rationnelle de la situation, d'autres avaient manifestement la même image que celle propagée par nos médias. Dans cette crise, les services des pays de la « nouvelle Europe » ont joué un rôle important. Le problème est que, par expérience, j'ai constaté qu'ils étaient extrêmement mauvais sur le plan analytique : doctrinaires, ils n'ont pas l'indépendance intellectuelle et politique nécessaire pour apprécier une situation avec une « qualité » militaire. Il vaut mieux les avoir comme ennemis que comme amis.

Ensuite, il semble que dans certains pays européens, les politiques ont délibérément ignoré leurs services pour répondre de manière idéologique à la situation. C'est pourquoi, cette crise a été irrationnelle dès le début. On observera, que tous les documents qui ont été présentés au public lors de cette crise l'ont été par des politiques sur la base de sources commerciales...

Certains politiciens occidentaux voulaient manifestement qu'il y ait un conflit. Aux États-Unis, les scénarios d'attaque présentés par Anthony Blinken au Conseil de Sécurité n'étaient que le fruit de l'imagination d'un Tiger Team travaillant pour lui : il a fait exactement comme Donald Rumsfeld en 2002, qui avait ainsi « contourné » la CIA et les autres services de renseignement qui étaient beaucoup moins affirmatifs sur les armes chimiques irakiennes.

Les développements dramatiques dont nous sommes les témoins aujourd'hui ont des causes que nous connaissions, mais que nous avons refusés de voir :

- sur le plan stratégique, l'expansion de l'OTAN (que nous n'avons pas traité ici) ;
- sur le plan politique, le refus occidental de mettre en œuvre les Accords de Minsk ;
- et sur le plan opératif, les attaques continues et répétées des populations civiles du Donbass depuis huit ans et la dramatique augmentation de la fin février 2022.

En d'autres termes, nous pouvons naturellement déplorer et condamner l'attaque russe. Mais NOUS (c'est-à-dire : les États-Unis, la France et l'Union européenne en tête) avons créé les conditions pour qu'un conflit éclate. Nous témoignons de la compassion pour le peuple ukrainien et les deux millions de réfugiés. C'est bien. Mais si nous avions eu un minimum de compassion pour le même nombre de réfugiés des populations ukrainiennes du Donbass massacrées par leur propre gouvernement et qui se sont accumulés en Russie durant huit ans, rien de cela ne serait probablement passé.

Victimes civiles dans le Donbass (2018-2021)

	Sur le territoire des Républiques auto-proclamées	Sur le territoire contrôlé par le gouvernement	Dans le « no man's land »	Total	Evolution par rapport à l'année précédente
2018	128	27	7	162	-41.9%
2019	85	18	2	105	-35.2%
2020	61	9	0	70	-33.3%
2021	36	8	0	44	-37.1%
Total	310	62	9	381	
%	81.4	16.3	2.3	100.0	

Comme on le constate, plus 80% des victimes du Donbass proviennent des tirs de l'armée ukrainienne. Durant des années, les Occidentaux sont restés silencieux devant le massacre d'ukrainiens russophones par le gouvernement de Kiev, sans jamais tenter de prendre influence sur Kiev. C'est ce silence qui a contraint la Russie à agir.

[Source : « Conflict-related civilian casualties in Ukraine », United Nations Human Rights Monitoring Mission In Ukraine, Haut-commissariat aux Droits de l'homme, 31 décembre 2021 (mis à jour 27 janvier 2022)]

Que le terme de « génocide » s'applique aux exactions subies par les populations du Donbass est une question ouverte. On réserve généralement ce terme à des cas de plus grande ampleur (Holocauste, etc.), néanmoins, la définition qu'en donne la Convention sur le génocide, est probablement suffisamment large pour s'y appliquer. Les juristes apprécieront.

Clairement, ce conflit nous a conduit dans l'hystérie. Les sanctions semblent être devenues l'outil privilégié de nos politiques étrangères. Si nous avions insisté pour que l'Ukraine respecte les Accords de Minsk, que nous avions négociés et cautionnés, tout cela ne serait pas arrivé. La condamnation de Vladimir Poutine est aussi la nôtre. Rien ne sert de pleurnicher après coup, il fallait agir avant. Or, ni Emmanuel Macron (comme garant et comme membre du Conseil de Sécurité de l'ONU), ni Olaf Scholz, ni Volodymyr Zelensky n'ont respecté leurs engagements. En définitive, la vraie défaite est celle de ceux qui n'ont pas de parole.

L'Union européenne a été incapable de promouvoir la mise en œuvre des accords de Minsk, au contraire, elle n'a pas réagi lorsque l'Ukraine bombardait sa propre population dans le Donbass. L'eût-elle fait, Vladimir Poutine n'aurait pas eu besoin de réagir. Absente de la phase diplomatique, l'UE s'est distinguée en alimentant le conflit. Le 27 février, le gouvernement ukrainien est d'accord d'entamer des négociations avec la Russie. Mais quelques heures plus tard, l'Union européenne vote un budget de 450 millions d'euros pour fournir des armes à l'Ukraine, remettant de l'huile sur le feu. À partir de là, les Ukrainiens sentent qu'ils n'auront pas besoin d'arriver à un accord. La résistance des milices Azov à Marioupol provoquera même une relance de 500 millions d'euros pour des armes.

En Ukraine, avec la bénédiction des pays occidentaux, ceux qui sont en faveur d'une négociation sont éliminés. C'est le cas de Denis Kireyev, un des négociateurs ukrainiens, assassiné le 5 mars par le service secret

ukrainien (SBU) car il est trop favorable à la Russie et est considéré comme traître. Le même sort est réservé à Dmitry Demyanenko, ex-chef adjoint de la direction principale du SBU pour Kiev et sa région, assassiné le 10 mars, car trop favorable à un accord avec la Russie : il est abattu par la milice *Mirotvorets* (« *Pacificateur* »). Cette milice est associée au site web *Mirotvorets* qui liste les « *ennemis de l'Ukraine* », avec leurs données personnelles, leur adresse et numéros de téléphone, afin qu'ils puissent être harcelés, voire éliminés ; une pratique punissable dans de nombreux pays, mais pas en Ukraine. L'ONU et quelques pays européens en ont exigé la fermeture... refusée par la Rada.

Finalement, le prix sera élevé, mais Vladimir Poutine atteindra vraisemblablement les objectifs qu'il s'était fixés. Ses liens avec Pékin se sont solidifiés. La Chine émerge comme médiatrice du conflit, tandis que la Suisse fait son entrée dans la liste des ennemis de la Russie. Les Américains doivent demander du pétrole au Venezuela et à l'Iran pour se sortir de l'impasse énergétique dans laquelle ils se sont mis : Juan Guaido quitte définitivement la scène et les États-Unis doivent revenir piteusement sur les sanctions imposées à leurs ennemis.

Des ministres occidentaux qui cherchent à faire s'effondrer l'économie russe et faire en sorte que le peuple russe en souffre, voire appellent à assassiner Poutine, montrent (même s'ils sont partiellement revenus sur la forme de leurs propos, mais pas sur le fond !) que nos dirigeants ne valent pas mieux que ceux que nous détestons. Car, sanctionner des athlètes russes des jeux para-olympiques ou des artistes russes n'a strictement rien à voir avec une lutte contre Poutine.

Ainsi, nous reconnaissons donc que la Russie est une démocratie puisque nous considérons que le peuple russe est responsable de la guerre. Si ce n'est pas le cas, alors pourquoi cherchons-nous à punir toute une population pour la faute d'un seul ? Rappelons que la punition collective est interdite par les Conventions de Genève...

La leçon à tirer de ce conflit est notre sens de l'humanité géométrie variable. Si nous tenions tellement à la paix et à l'Ukraine, pourquoi ne l'avons-nous pas plus encouragée à respecter les accords qu'elle avait signés et que les membres du Conseil de Sécurité avaient approuvés ?

L'intégrité de médias se mesure à leur volonté à travailler selon les termes de la Charte de Munich. Ils avaient réussi à propager la haine des Chinois lors de la crise de la Covid et leur message polarisé conduit aux mêmes effets contre les Russes. Le journalisme se dépouille de plus en plus du professionnalisme pour devenir militant...

Comme disait Goethe : « *Plus grande est la lumière, plus noire est l'ombre* ». Plus les sanctions contre la Russie sont démesurées, plus les cas où nous n'avons rien fait mettent en évidence notre racisme et notre servilité. Pourquoi aucun politicien occidental n'a-t-il réagi aux frappes contre les populations civiles du Donbass durant huit ans ?

Car finalement, qu'est-ce qui rend le conflit en Ukraine plus blâmable que la guerre en Irak, en Afghanistan ou en Libye ? Quelles sanctions avons-nous adopté contre ceux qui ont délibérément menti devant la communauté internationale pour mener des guerres injustes, injustifiées, injustifiables et meurtrières ? A-t-on cherché à « faire souffrir » le peuple américain qui nous avait menti (car c'est une démocratie !) avant la guerre en Irak ? Avons-nous seulement adopté une seule sanction contre les pays, les entreprises ou les politiciens qui alimentent en armes le conflit du Yémen, considéré comme la « pire catastrophe humanitaire au monde » ? Avons-nous sanctionné les pays de l'Union européenne qui pratiquent la torture la plus abjecte sur leur territoire au profit des États-Unis ?

Poser la question c'est y répondre... et la réponse n'est pas glorieuse.

*Jacques Baud est un ancien colonel d'État-major général, ex-membre du renseignement stratégique suisse, spécialiste des pays de l'Est. Il a été formé dans les services de renseignement américain et britannique. Il a été chef de la doctrine des opérations de la paix des Nations Unies. Expert des Nations Unies pour l'État de droit et les institutions de sécurité, il a conçu et dirigé le premier service de renseignement multidimensionnel des Nations Unies au Soudan. Il a travaillé pour l'Union africaine et a été durant 5 ans responsable de la lutte contre la prolifération des armes légères à l'OTAN. Il a été engagé dans des discussions avec les plus hauts responsables militaires et du renseignement russes juste après la chute de l'URSS. Au sein de l'OTAN, il a suivi la crise ukrainienne de 2014, puis a participé à des programmes d'assistance à l'Ukraine. Il est l'auteur de plusieurs livres sur le renseignement, la guerre et le terrorisme, et en particulier *Le Détournement* aux éditions SIGEST, *Gouverner par les fake news*, *L'affaire Navalny*, et *Poutine, maître du jeu ?* aux éditions Max Milo.*

Son dernier ouvrage « Poutine, maître du jeu ? », éditions Max Milo, paraît le 16 mars 2022

Jacques BAUD, 24 mars 2022

Légitimer certaines guerres, ignorer les autres

Intellectuels en treillis

Dimanche 1er avril 2018. La guerre civile fait rage en Libye depuis le renversement et l'assassinat de Mouammar Kadhafi. En tournée de promotion pour son livre *La Guerre sans l'aimer*, Bernard-Henri Lévy s'exprime ce jour-là sur France Inter à propos de l'intervention occidentale : « *Tant mieux si j'y suis pour quelque chose* ». Le propos traduit la triple ambiguïté de son auteur : belliciste mais pas combattant ; propagandiste de l'interventionnisme occidental dans des « guerres justes » même si le remède s'avère pire que le mal ; imperméable à la critique au point qu'on pourrait parler d'« intellectuel Tefal », sur lequel les démentis glissent sans accrocher. Par sa longévité et sa surface médiatique, « BHL » n'est pourtant que la partie la plus visible d'une nébuleuse de penseurs néoconservateurs, d'experts, d'universitaires, d'humanitaires, de personnalités politiques, de militants associatifs, de journalistes et, plus récemment, de militaires en retraite qui remplissent dans les médias un rôle-clé dans le déclenchement des conflits contemporains : choisir la guerre qu'il convient de mener, désigner le méchant, interpeller le politique pour dénoncer l'inaction occidentale, démontrer la « justesse » de certaines causes tout en ignorant leur dimension stratégique (1). Ce complexe militaro-intellectuel a pris une place grandissante dans l'orientation des politiques de défense depuis une trentaine d'années.

Son ascension débute à la faveur du triple séisme des années 1980 et 1990. D'abord, la mort du tiers-mondisme, qui plaçait ses espoirs révolutionnaires dans les élites nouvelles nées de la décolonisation et, de manière plus générale, dans les pays du Sud. Ensuite, la nécrose mortelle de l'Union soviétique (la « catastroïka » de 1991) et la conversion capitaliste de la Chine rayent de la carte les deux grands contre-modèles à la société de marché. Enfin, la victoire-éclair de la guerre du Golfe en janvier 1991 : moins de cent vingt heures d'opérations au sol auront suffi à l'armée américaine et à ses alliés pour anéantir ce qu'on présentait comme la quatrième armée du monde (nul ne sut jamais quelle était la troisième).

Si cet événement de portée planétaire confirme la supériorité absolue des armées occidentales, il installe le spectacle de la guerre diffusé en direct par les chaînes d'information qui se multiplient alors comme une arme tactique de tout premier ordre. Pour les grandes puissances, la médiatisation s'avère l'outil indispensable pour sélectionner et porter à l'attention universelle une crise parmi les quelques centaines qui se déroulent simultanément sur Terre. Il incombe aux intellectuels et experts d'élire un conflit à mener puis, une fois les opérations déclenchées, de l'élever au rang de « bonne guerre ». Et de diaboliser l'ennemi au moyen d'images simples et de comparaisons compréhensibles : le « Milošević du Soudan » (M. Omar Al-Bachir), les « Combattants de la liberté » pour les moudjahidins afghans, le « Boucher de Damas » (M. Bachar Al-Assad)... Il s'agit également de faire connaître et de crédibiliser le ou les dirigeants des camps du bien : le commandant Massoud en Afghanistan, Alija Izetbegović en Bosnie, le Conseil national de transition libyen.

Quand le clavier actionne la mitrailleuse

L'interpellation des responsables s'opère toujours avec le même argumentaire : « On ne peut pas ne pas », proféré d'un ton grave simultanément sur les réseaux sociaux et sur le plateau d'une des quatre chaînes d'information en continu que compte l'Hexagone (LCI, CNews, BFM TV, France Info (2)). Leur multiplication depuis le lancement de LCI en 1994 a créé un formidable appel d'air médiatique pour une variété de « spécialistes » connus pour leur notoriété : l'apparition à la télévision, plutôt que la connaissance du sujet, fait l'expert. Au regard de tous ceux qui défilent devant les caméras depuis le début de l'invasion russe, la France ignorait compter autant de fins connaisseurs de l'Ukraine...

À la différence de leurs grands ancêtres (André Malraux ou Régis Debray), les intellectuels médiatiques dédaignent de prendre les armes. À un correspondant qui lui faisait observer sur Twitter (27 février) qu'« Ernest Hemingway et George Orwell avaient troqué leurs machines à écrire pour un fusil », le philosophe Raphaël Enthoven a répondu : « Une guerre se gagne quand chacun est à sa meilleure place, et je suis (à regret) plus efficace avec un clavier qu'avec une mitrailleuse ». Leur méconnaissance de la chose militaire n'a d'égale que leur conviction d'être de fins stratèges : un général, ancien chef d'état-major de l'armée de l'air, a relaté à l'auteur de ces lignes comment Bernard-Henri Lévy lui avait expliqué la marche à suivre en Libye – ce militaire avait affronté les forces libyennes sur la bande d'Aozou au Tchad !

Contrairement aussi à leurs prédécesseurs, les acteurs du complexe militaro-intellectuel s'emploient moins à populariser leur conception du monde qu'à dénoncer des horreurs : « *Un massacre, un génocide, une violation*

flagrante des droits de l'homme, si nous en sommes alertés, si nous avons les moyens de l'empêcher et si nous n'en faisons rien – alors nous perdons notre âme. C'est ça, l'ingérence » (*L'Express*, 9 novembre 2011). Bernard-Henri Lévy, l'auteur de cette déclaration, a annoncé au moins quatre génocides – au Nigeria, au Kosovo, au Darfour, en Libye. Mais ce souci moral de l'immédiateté prête le flanc aux opérations d'intoxication. Le faux charnier de Timișoara (décembre 1989), lors de la révolution roumaine, montre à quel point les émotions se manipulent pour hâter la chute d'un régime, favoriser un séparatisme, légitimer une intervention. Ainsi la médiatisation d'un massacre (réel ou imaginaire) qui contraint les dirigeants internationaux à agir dans la précipitation est-elle devenue une figure récurrente des guerres modernes : le bombardement du marché de Sarajevo en août 1995 qui déclenche l'intervention aérienne en Bosnie ; la tuerie du marché de Račak au Kosovo en janvier 1999 (probablement une mise en scène) qui précipite la guerre de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) contre la Yougoslavie. À l'inverse, un massacre invisible à la télévision ne révolte pas. Lors de l'invasion américaine du Panamá, contemporaine de la révolution roumaine, l'armée américaine interdit aux journalistes de filmer les scènes de guerre, qui causeront deux fois plus de morts (environ deux mille, civils pour la plupart) que la chute de Nicolae Ceaușescu. Et personne n'a parlé de « génocide panaméen », ni de « charniers » comme ce fut le cas en Roumanie... L'occultation de la guerre saoudienne au Yémen depuis 2015, un conflit non choisi par le complexe militaro-intellectuel comme digne d'engagement, montre bien les limites idéologiques de la posture morale.

À ce pôle le plus visible du complexe militaro-intellectuel dominé par des personnalités bien en vue s'oppose le monde moins visible des boîtes à idées. Le paysage hexagonal des fondations stratégiques (3) est dominé par l'Institut français des relations internationales (IFRI), créé en 1979 par Thierry de Montbrial, économiste libéral et atlantiste. Il publie des plaquettes, l'annuaire Ramses et la revue *Politique étrangère*. De taille inférieure, l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) fut fondé en 1991 par Pascal Boniface, ancien conseiller de ministres socialistes de la défense et de l'intérieur. Il édite *L'Année stratégique* et *La Revue internationale et stratégique* (trimestrielle). Si la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), largement financée par l'État, suit une orientation franchement atlantiste, le seul think tank français ouvertement néoconservateur ne vécut qu'une brève existence : le Cercle de l'Oratoire, créé peu de temps après les attentats du 11 septembre 2001, fit paraître la revue *Le Meilleur des mondes*, qui comptait André Glucksmann, Thérèse Delpech, Pascal Bruckner, Romain Goupil, etc., au nombre de ses auteurs.

Mais, depuis la guerre froide, la prospective stratégique demeure largement américaine. Les États-Unis comptent le plus grand nombre de think tanks, suivis par la Chine (4). Tous les quatre ans, le National Intelligence Council (NIC), qui chapeaute les dix-sept agences de renseignement, produit un rapport sur le monde dans quinze à vingt ans, accueilli avec le plus vif intérêt par la communauté stratégique mondiale.

La « catastroïka » a laissé derrière elle cette énorme machinerie intellectuelle en état d'apesanteur. Désœuvrée, elle se livra à quelques prédictions dramatiques qu'il est intéressant de rappeler trente ans plus tard. Le concept de « choc des civilisations » (5) popularisé par Samuel Huntington en 1996 a donné lieu à un débat planétaire, le livre ayant fait l'objet de trente-cinq traductions. L'auteur fonde ses analyses sur l'existence de grandes aires culturelles et religieuses, et, évidemment, pointe les zones musulmane et asiatique comme structurellement menaçantes. En 2004, le géostratège Thomas Barnett (6) mettait en relation mondialisation et stabilité : toutes les menaces émergeraient d'une sorte de *terra barbaris* formée par les pays non connectés à la mondialisation. Il laissait de côté l'Arabie saoudite, pays allié et membre à part entière de l'économie-monde, dont sont issus les terroristes du 11-Septembre. Les équipes républicaines qui arrivent au pouvoir en 2000 n'accordent d'ailleurs pas une grande importance à la menace d'Al-Qaïda.

Le cœur de métier de ces institutions fut longtemps la soviétologie, austère discipline qui occupa les revues de politique étrangère américaines (7). *Foreign Affairs* (créée en 1922), du Council on Foreign Relations (CFR), prônait une plus grande implication internationale des États-Unis contre la tendance isolationniste triomphante de l'époque. Elle devient rapidement une référence dans la guerre froide à la suite de l'article de 1947 de George Kennan sur l'endiguement (*containment*). À partir de 1970, elle subit la concurrence de *Foreign Policy*, éditée par le Carnegie Endowment for International Peace. *The National Interest*, fondée en 1985 par le néoconservateur Irving Kristol, plaide pour une politique de puissance fondée sur l'intérêt national. La diffusion de *Foreign Affairs* tourne autour de deux cent mille exemplaires, celle de *Foreign Policy* de trente-cinq mille, tandis qu'il se vend entre cinq mille et huit mille numéros du *National Interest*. Leur influence se mesure par la reprise de leurs argumentaires dans les médias grand public.

Tant de prévisions erronées

Cet important appareil de communication et de publication internationale institue les experts d'outre-Atlantique en marchands de stratégie capables de penser le monde pour tout le monde : la RAND, la Carnegie

ou la Brookings disposent de succursales en Europe, dans les pays du Golfe et en Chine, et leurs invitations de chercheurs et de diplomates étrangers sont parfois perçues par les élus comme une forme de sanctification. Ces spécificités américaines ont suscité un fétichisme envers la forme anglo-saxonne du think tank (8). Souvent, les chercheurs européens quêtent l'avis des Américains sur une menace au lieu d'échanger directement avec les pays concernés.

Aux États-Unis comme en Europe, les « experts » jouent un rôle essentiel pour nommer la menace et, grâce à leur prestige social, pour la qualifier « scientifiquement ». Après le 11-Septembre, l'inflation sémantique explose, portée par une génération spontanée d'« experts internationaux », présidents d'observatoire ou de centre divers ou « experts en renseignement », qui prédisent une vague d'attentats chimiques, nucléaires ou bactériologiques. Un an après le 11-Septembre, soixante-neuf titres d'ouvrages en français contenaient le terme « terrorisme » et douze le nom « Ben Laden ». Aux États-Unis, on recensait cent quarante titres dont un paru... dix-neuf jours après les attentats.

L'opération d'Al-Qaida aux États-Unis incita certains experts à une rapide reconversion. Ancienne directrice des affaires stratégiques du Commissariat à l'énergie atomique, la politologue Thérèse Delpech se fait confier, dès 2002, une étude sur « Le terrorisme international et l'Europe (9) » dans laquelle elle envisage, avec le plus grand sérieux, un terrorisme nucléaire dont elle connaît parfaitement les difficultés de mise en œuvre, mais qui présente l'avantage d'attirer l'attention. Elle évoque à peine, en revanche, l'attentat à l'anthrax qui frappe New York peu après le World Trade Center – le poison provenait d'un laboratoire militaire américain. Deux décennies plus tard, ses prévisions sur les risques de prolifération au Proche-Orient arabe se révèlent erronées...

Le conflit en Ukraine démontre une fois de plus le rôle central attribué par les médias au complexe militaro-intellectuel. « Que va faire Poutine ? », « Est-il malade ? » : ces deux questions posées à l'envi à des « experts » qui n'en savent rien alimentent sans relâche le bellicisme de plateau de télévision.

Pierre CONESA (Monde diplomatique)

Ancien haut fonctionnaire, auteur de *Vendre la guerre. Le complexe militaro-intellectuel*, Éditions de l'Aube, La Tour-d'Aigues, à paraître le 5 mai, dont ce texte reprend certains éléments.

(1) Fabrice Weissman (sous la dir. de), *À l'ombre des guerres justes. L'ordre international cannibale et l'action humanitaire*, Flammarion, Paris, 2003.

(2) Lire Sophie Eustache, « Absence d'enquêtes et bagarres de plateau, les recettes de l'information en continu », *Le Monde diplomatique*, avril 2021.

(3) Matthieu Chillaud, *Les Études stratégiques en France sous la Ve République : approche historiographique et analyse prosopographique*, L'Harmattan, Paris, 2020.

(4) Thierry Kellner et Thomas Bondiguel, « Chine : l'impact des think tanks chinois spécialisés en relations internationales sur la politique étrangère de Pékin », *Diploweb*, 9 juin 2010.

(5) Samuel Huntington, *Le Choc des civilisations*, Odile Jacob, Paris, 1996.

(6) Thomas P. M. Barnett, *The Pentagon's New Map : War and Peace in the Twenty-First Century*, G. P. Putnam's Sons, New York, 2004.

(7) Renaud Corbeil, « L'influence des revues spécialisées sur la pensée politique américaine à la fin de la guerre froide : la déconstruction de l'ennemi soviétique, 1987-1993 », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 28, n° 1, Montréal, automne 2019.

(8) Stéphane Cadiou, « Savoirs et action publique : un mariage de raison ? L'expertise en chantier », *Horizons stratégiques*, n° 1, Paris, printemps 2006.

(9) Thérèse Delpech, « Le terrorisme international et l'Europe », *Cahiers de Chaillot*, n° 56, Paris, décembre 2002.

Annie Lacroix-Riz : « Il y a un contexte historique qui explique que la Russie était acculée »



Professeure émérite d'Histoire contemporaine à l'université Paris VII-Denis Diderot, Annie Lacroix-Riz a écrit plusieurs livres sur les deux guerres mondiales et les dominations politiques et économiques. Elle a un oeil avisé sur la situation en Ukraine au regard de l'histoire des impérialismes du début du 20ème siècle et de leur continuation. Ce qui nous est raconté trop souvent dans les médias ne nous permet pas de comprendre le conflit et donc, de chercher une solution pour la paix. Dans cet entretien, elle propose un coup d'oeil dans le rétroviseur utile pour la compréhension des événements et de l'histoire récente de la région.

Dans les médias, on a l'impression que la guerre d'Ukraine est tombée de nulle part. Que pouvez-

vous nous dire sur son contexte historique ?

Tout d'abord, les éléments historiques sont à peu près absents de ce qu'il est difficile de qualifier d'« analyse » de la situation. Or, il y a deux aspects importants à prendre en compte dans les événements actuels. Tout d'abord, il y a une situation générale, à savoir une agression de l'OTAN contre la Russie. Ensuite, il y a une espèce d'obsession contre la Russie – et même contre la Chine. Cette obsession ne date pas d'hier et permet ainsi de relativiser la frénésie anti-Poutine actuelle. L'essentiel de la présumée « Analyse occidentale », c'est que Poutine est un fou paranoïaque et (ou) un nouvel Hitler. Mais la haine contre la Russie et le fait de ne pas supporter que la Russie ait un rôle mondial remontent aussi loin que l'impérialisme américain.

Comment expliquez-vous cette obsession ?

C'est une obsession caractéristique d'un impérialisme dominant qui a été hégémonique pendant la quasi-totalité du 20e siècle. Cet impérialisme ne veut pas perdre son hégémonie, qu'il est pourtant en train de perdre. En effet, aujourd'hui, nous ne sommes plus dans la même conjoncture que dans les années 1950 où les États-Unis représentaient 50 % de la production mondiale. La Chine se rapproche du premier rang mondial et ça ne plaît pas aux États-Unis. Nous sommes parvenus ces dernières années à un moment particulièrement aigu dans l'affrontement, marqué par une série d'agressions ahurissantes.

La Russie est également visée. Nous avons l'impression qu'il y aurait une sorte de rancune contre les bolcheviks, mais il faut savoir que cette russophobie de l'impérialisme américain a commencé à l'ère tsariste et qu'elle s'est poursuivie après, y compris après la dissolution de l'Union soviétique. Les engagements pris par les États-Unis de ne pas avancer militairement dans la zone ex-soviétique ont ainsi été tous violés. De 1991 à février 2022, nous sommes donc arrivés à un moment où la perspective pour la Russie de voir l'Otan à ses portes et l'Ukraine nucléarisée est devenue une réalité immédiate.

Quelle est la place de l'Ukraine dans les affrontements entre puissances impérialistes ?

L'Ukraine est indissociable de l'histoire de la Russie depuis le haut Moyen-Âge. La Russie avec toutes ses richesses naturelles est une caverne d'Ali Baba et l'Ukraine a été son plus beau joyau : c'est une source tout à fait extraordinaire de charbon, de fer et de tant d'autres ressources minérales, et un formidable grenier à blé et autres céréales. Ce qui a attiré les convoitises depuis longtemps.

Pour nous en tenir à la période impérialiste (depuis les années 1880), nous pouvons dire que c'est l'Allemagne qui s'est dans un premier temps intéressée à l'Ukraine. Avant la guerre de 1914, le Reich allemand avait décidé, pour contrôler l'empire russe, de s'assurer la maîtrise de ses « marchés » les plus développés, l'Ukraine et les États baltes. Pendant le conflit, l'Allemagne a fait de ces États et de l'Ukraine un véritable fief militaire, la base de son assaut contre l'empire russe. Durant la Première Guerre mondiale, si l'Allemagne a échoué sur le front occidental dès 1917, on ne peut pas en dire autant du front oriental, qu'elle a dominé jusqu'à sa défaite. Et, alors même que, depuis janvier 1918, la Russie fraîchement soviétique subissait l'agression supplémentaire de toutes les autres puissances impérialistes (14 pays l'ont envahie sans déclaration de guerre), Berlin a réussi à lui à imposer, en mars 1918, le traité de Brest-Litovsk, qui lui confisquait l'Ukraine. La défaite de l'Allemagne à la fin de la Première Guerre mondiale ne la lui a pas rendue, vu la guerre menée

sur son sol par les « Alliés », appuyés sur tous les éléments anti-bolcheviks, russes et ukrainiens.

L'Ukraine a alors connu une courte indépendance...

De 1918 à 1920, il y a en effet eu une courte période d'« indépendance » folklorique, sur fond d'agression des armées blanches (pogromistes) de Denikine, et du pogromiste Petlioura, officiellement « indépendantiste » et allié à la Pologne (qui lorgnait sur toute l'Ukraine occidentale). L'Ukraine demeurait alors la cible du Reich, qui y avait pris la succession de l'empire autrichien, puis « austro-hongrois » des Habsbourg, possesseurs de la Galicie orientale, à l'Ouest de l'Ukraine, depuis les partages de la Pologne. Cette tutelle germanique a offert une base précieuse d'affaiblissement de la Russie et du slavisme orthodoxe, depuis l'époque des Habsbourg, avec pour instrument majeur l'uniatisme, dirigé par le Vatican.

Quel rôle jouait le Vatican ?

L'uniatisme catholique, support idéologique de la conquête germanique, avait séduit une partie des populations de l'Ouest ukrainien, grâce à son apparence formelle très proche de l'orthodoxie. Cet instrument de la conquête autrichienne a été pris en main par l'Allemagne à l'ère impérialiste : le Vatican, comprenant qu'il ne pouvait plus compter sur l'empire catholique moribond, s'est définitivement assujéti au puissant Reich protestant au début du 20^e siècle, y compris en Ukraine.

Dans l'entre-deux-guerres, l'Ukraine a donc tenu un rôle décisif au sein de l'alliance entre l'Allemagne et le Vatican, que Berlin a chargé de l'espionnage militaire, via les clercs uniates. Nous pouvons observer comment s'est organisée alors la tentative de conquête de l'Ukraine, consacrée par la signature du Concordat du Reich de juillet 1933. Un de ses deux articles secrets stipulait que l'Allemagne et le Vatican seraient alliés dans la prise de possession de l'Ukraine, qui était un des principaux buts de la guerre de l'Allemagne, tant durant la Première Guerre mondiale que durant la Deuxième. L'assaut militaire, l'occupation et l'exploitation économique seraient dévolus à l'Allemagne, la « rechristianisation » catholique au Vatican.

Les États-Unis étaient également intéressés...

L'Ukraine est un enjeu majeur en elle-même, mais c'est aussi la voie d'accès vers le Caucase, très riche en pétrole. Les États-Unis se sont associés à l'impérialisme allemand pour pénétrer en Russie et notamment en Ukraine après la fin de la Première Guerre mondiale. En 1930, tous les impérialismes rêvaient de se goinfrer sur la riche Ukraine. Dans mon livre *Aux origines du carcan européen*, j'ai montré comment Roman Dmowski, homme politique polonais d'extrême droite, avait parfaitement analysé, en 1930, « la question ukrainienne ». Il écrivait que les grands impérialismes voulaient tous manger l'Ukraine avec, au sommet, les deux les plus fébrilement attelés à la tâche : l'allemand et l'américain. Il disait aussi que si on arrachait l'Ukraine à la Russie, on ferait d'elle un pays purement « consommateur », obligé d'acheter ses produits industriels ailleurs. Elle ne pourrait jamais supporter une pareille perte, ajoutait-il.

Ça n'a pas fonctionné, l'Ukraine est restée au sein de l'Union soviétique. Mais il y avait tout de même un nationalisme ukrainien, non ?

Le nationalisme ukrainien a d'abord été allemand puis américain (ou plutôt les deux), parce qu'il n'avait aucune capacité réelle d'indépendance : le Reich le finançait avant 1914, et n'a jamais cessé depuis. En fait, ces gens qui clamaient vouloir l'Ukraine « indépendante » (Bandera plus que certains des siens, qui ne faisaient même pas semblant de la réclamer « immédiatement ») appartenaient tous à l'uniatisme qui dans l'entre-deux-guerres, et pendant toute la Deuxième Guerre mondiale, s'est confondu avec le nazisme.

Difficile de ne pas faire le lien avec ces mouvements que l'on trouve aujourd'hui : le bataillon Azov, Pravy Sektor, etc., sont les héritiers directs et revendiqués du mouvement autonomiste ukrainien de l'entre-deux-guerres, qui a vu la création, dès 1929, du mouvement bandériste. Appelé « Organisation des Ukrainiens nationalistes » (OUN), il a été entièrement financé par le Reich de Weimar puis d'Hitler (après que « l'autonomisme » eut été subventionné par le Reich wilhelminien).

Comment ce mouvement s'est-il développé ?

Le mouvement de Stepan Bandera, désormais « héros national » officiel de l'Ukraine étatique, et auquel le bataillon Azov et autres groupements pronazis rendent constamment hommage, s'est déployé à partir de 1929 dans l'Ukraine polonaise et dans l'Ukraine slovaque. Il n'était pas présent dans l'Ukraine soviétique et orthodoxe. Les « bandéristes », comme les autres courants du « nationalisme ukrainien », étaient antijuifs, antirusse, et aussi violemment anti-polonais. Ils s'attaquaient aussi radicalement aux Ukrainiens non-autonomistes et aux Ukrainiens qui étaient restés proches de la Russie.

Ces bandes d'auxiliaires de police des Allemands, dès 1939 en Pologne occupée, puis à partir du 22 juin 1941, dans l'URSS occupée, ont formé une « armée dite d'insurrection », l'UPA. Ces 150 à 200 000 criminels de guerre ont massacré sans distinction des centaines de milliers de leurs « ennemis » : les juifs, les Ukrainiens fidèles au régime soviétique, les Russes et les Polonais, qu'ils haïssaient autant que les autres. Pour ne prendre que l'exemple des Polonais, entre 70 000 et 100 000 civils ont été tués par les milices banderistes durant la guerre. L'argument de propagande en vogue selon lequel l'État polonais a accueilli chaleureusement les Ukrainiens « voisins », sentimentalement si proches, est, à la lumière de cette longue histoire criminelle (commencée avant-guerre), grotesque.

En 1944, lorsque l'Union soviétique a repris le contrôle de l'ensemble de l'Ukraine, Lvov comprise (en juillet), 120 000 de ces criminels de guerre ont fui en Allemagne. Les États-Unis les ont utilisés à leur arrivée au printemps 1945.

Un ouvrage sur la question, accessible en ligne en anglais, *Hitlers Shadow*, a été publié par deux historiens américains. Il est d'autant plus intéressant que ses deux auteurs sont des historiens agréés par le département d'État, avec lequel ils travaillent officiellement sur l'histoire de l'extermination des juifs : Richard Breitman et Norman J.W. Goda. Ils ont montré comment les États-Unis, dès leur arrivée en Allemagne à partir du printemps 1945, avaient récupéré tous les criminels de guerre, allemands ou non. Une partie des banderistes est restée en Allemagne, dans les zones occidentales, essentiellement en zone américaine, avec un gros regroupement à Munich. Une autre a été accueillie à bras ouverts aux États-Unis, via la CIA, au mépris des lois sur l'immigration, et une autre encore est restée en Ukraine occidentale.

Ce dernier groupe, fort de plusieurs dizaines de milliers d'hommes, a mené une guerre inexpiable contre l'Union soviétique : entre l'été 1944 et le début des années 1950, il a assassiné 35 000 fonctionnaires civils et militaires, avec un soutien financier allemand et étasunien, particulièrement marqué depuis 1947-1948. Un excellent historien germano-polonais, Grzegorz Rossolinski-Liebe, a démontré que le banderisme demeurait aujourd'hui un vivier pronazi inextinguible : les nombreux héritiers de Bandera vouent une haine égale aux Polonais, aux Russes, aux juifs et aux Ukrainiens qui ne sont pas fascistes. Inutile de préciser que ce chercheur a eu de gros soucis de censure depuis la révolution orange de 2004, et plus encore à l'ère Maidan, d'autant plus que sa thèse étudiait comment, depuis 1943, les banderistes s'étaient fabriqués une légende de « résistance aux nazis » autant qu'aux rouges et aux juifs. Légende bien utile pour figurer dans le palmarès des groupements « démocratiques » soutenus par Washington.

Quelles ont été les conséquences de cette collusion ?

Parmi les criminels de guerre chaleureusement accueillis aux États-Unis, les intellectuels ont beaucoup compté. Ils ont été recrutés en quantité, depuis 1948, par les universités américaines, celles de l'Ivy League en tête, dont Harvard et Columbia. Dans les « centres de recherche sur la Russie », qui ont proliféré depuis 1946-1947, ils ont participé, avec leurs collègues américains prestigieux, parce que bien-pensants, à une guerre idéologique frénétique contre la Russie. C'est notamment dans ce cadre qu'a été diffusée la légende de « l'Holodomor », dont les péripéties scandent depuis lors les étapes décisives de la conquête de l'Ukraine. Cette « recherche » et cet « enseignement », déployés depuis plus de 70 ans, et répandus en masse, grands médias aidant, au fil des décennies dans l'Europe américaine, ont littéralement « pourri » les connaissances « occidentales » sur l'histoire de l'Ukraine (et, plus largement, sur celle de l'URSS).

Les soutiens politiques de l'Euromaidan, avatar de ces innombrables révolutions colorées des vingt dernières années, ont formé l'épine dorsale de 2014, passant alliance avec des oligarques qui avaient depuis 1991 accaparé toutes les richesses de l'Ukraine. Précisons que ce type de pillage n'est pas propre à la Russie de Poutine, on l'observe dans la quasi-totalité des pays issus de l'Union soviétique. En Ukraine, les oligarques se sont appuyés sur ces éléments héritiers du banderisme. L'État ukrainien de Porochenko et de ses successeurs depuis 2014 s'appuie ouvertement sur ces mouvements nazis que les États-Unis ont chauffés en leur sein, sans répit depuis 1944-1945.

Les États-Unis avaient en effet comme programme explicite, codifié en juin 1948 dans le cadre de la CIA, de liquider purement et simplement, non seulement la zone d'influence soviétique mais l'État soviétique même. C'est sous administration démocrate que s'est mise en place la politique de refoulement ou « roll back » visant à écraser le communisme partout où il était installé (et de l'empêcher de s'installer en tout lieu de la zone d'influence américaine). Comme toute une série de travaux historiques l'ont démontré, y compris des travaux de chercheurs américains très liés à l'appareil d'État et très antisoviétiques, ce programme a été définitivement mis en œuvre avec la CIA dès sa naissance, en juillet 1947.

Nous pouvons en saisir toute l'ampleur à travers le texte de février 1952 d'Armand Béard, diplomate français en poste à Bonn, que je cite in extenso dans *Aux origines du Carcan européen*. Béard prophétisait que la Russie,

si affaiblie par la guerre allemande d'attrition conduite contre elle de 1941 à 1945 (27 à 30 millions de mort, l'URSS dévastée) allait capituler sous les coups de boutoir des États-Unis et de l'Allemagne d'Adenauer, officiellement pardonnée pour ses crimes et réarmée jusqu'aux dents. Moscou finirait par céder toute l'Europe centrale et orientale qui constituait sa « zone d'influence » et qui avait fait l'objet de « changements fondamentaux, de nature en particulier démocratique, qui, depuis 1940, sont intervenus dans l'Est de l'Europe ». Ce sont les mots mêmes de ce diplomate pourtant fort « occidental ». Et la date de 1940 se réfère à la soviétisation d'alors des États baltes et d'une partie de la Roumanie et de la Pologne, tous plus fascistes les uns que les autres.

Il a tout de même fallu attendre quelques années.

Après 1945, ce genre de projet exigeait du temps, le gouvernement soviétique étant moins antipathique à son peuple et aux peuples alentour que l'histoire de propagande « occidentale » ne le clame. Mais il a été mené avec une continuité remarquable et des moyens financiers énormes. Toute la population était visée, mais une attention particulière fut accordée aux élites étatiques et intellectuelles du pays qu'il importait prioritairement de détacher de l'État soviétique. L'effort s'est considérablement accéléré après la victoire américaine de 1989, et avec une efficacité accrue, alors que la Russie connaissait une décennie de décrépitude complète. Il faut rappeler que sous Eltsine, les puissances étrangères, États-Unis au premier chef, y ont fait la loi, l'économie vendue à l'encan s'est effondrée, la population a baissé de 0,5% par an (de façon dramatique en Sibérie et en Extrême-Orient), et l'espérance de vie de la population russe avait en 1994 drastiquement chuté (de près de dix ans pour les hommes).

Pendant ces années, le travail de termites germano-américain que Breitman et Goda ont décrit pour les années 1945-1990 (car les Allemands y ont été étroitement associés) s'est évidemment intensifié. Certes, le National Endowment for Democracy (NED), cher à Victoria Nuland, éminence des administrations de Bush puis de tous ses successeurs démocrates, Biden inclus, vient d'effacer de son site ses dossiers du financement, jusqu'alors publics, au moins en partie, de la sécession de l'Ukraine, puis de son insertion dans l'appareil d'agression contre la Russie. Mais le site du département d'État n'a pas censuré l'aveu du 13 décembre 2013 de la sous-secrétaire d'État Nuland, dame des bonnes œuvres de Maidan, si présente à Kiev en février 2014, devant le Congrès : elle y a fièrement déclaré que depuis la chute de l'URSS (1991), les États-Unis avaient investi plus de 5 milliards de dollars pour assister l'Ukraine. Il s'agissait, certes, d'assurer la mainmise définitive sur le pactole ukrainien, agricole et industriel, objectif final de cette longue croisade. Mais aussi de faire entrer ce pays dans l'Otan, dont sont déjà membres presque tous les pays de l'ancienne zone d'influence soviétique et plusieurs des anciennes républiques soviétiques. L'aveu en a été fait depuis de nombreuses années. Il a été clairement réaffirmé par « La charte de partenariat stratégique États-Unis-Ukraine signée le 10 novembre 2021 par le secrétaire d'État américain Antony Blinken et le ministre ukrainien des affaires étrangères Dmytro Kuleba » : c'est la formulation qu'affiche fièrement le Parlement européen de Strasbourg dans sa « Résolution du 16 décembre 2021 sur la situation à la frontière ukrainienne et dans les territoires de l'Ukraine occupés par la Russie ».

Désormais, il convenait de mettre au plus tôt Moscou à 5 minutes des bombes atomiques entreposées depuis les origines du Pacte atlantique (parfois depuis le début des années 1950) dans les pays membres de l'OTAN. C'était exacerber le contentieux des misères infligées par l'Ukraine de Maidan aux populations du Donbass, en violation caractérisée des accords de Minsk. Sur ces misères et sur cette violation d'accords dont Paris et Berlin se sont portés « garants », la propagande occidentale a été muette de 2014 à février 2022.

La conjoncture historique longue et les développements intervenus depuis 1989, sérieusement aggravés depuis 2014, ont acculé la Russie. Tous les observateurs raisonnables exposent qu'elle a déclenché la guerre contre l'Ukraine, le 24 février 2022, poussée dans ses derniers retranchements. Cette étape rappelle celle que l'Union soviétique a franchie fin 1939.

Que voulez-vous dire par là ?

C'est un élément essentiel. À la fin de l'année 1939, l'Union soviétique a sincèrement tenté de négocier avec la Finlande, présentée par les archives historiques et militaires comme une pure et simple alliée de l'Allemagne nazie. Celle-ci y avait installé depuis 1935 une série d'aérodromes militaires, bases d'attaque de l'URSS de fait cédées à l'Allemagne, et qui ont effectivement servi pendant la guerre à l'agression allemande contre l'URSS. Moscou a discuté en vain pendant des semaines avec la Finlande naguère sise dans l'empire russe, mais devenue en 1918-1919 un pays-clé du « cordon sanitaire » antibolchevique. Les Soviétiques lui demandaient d'échanger une partie de son territoire pour créer une zone tampon de défense solide autour de Leningrad contre un territoire (soviétique) plus vaste. Les discussions ont échoué, sur la pression de l'Allemagne et de

l'ensemble des pays « démocratiques » qui, comme le déclara alors un diplomate fasciste italien, rêvaient d'« une Sainte Alliance » générale contre les Soviétiques.

L'URSS a envahi la Finlande le 30 novembre 1939. Elle a dû affronter une propagande du type de celle actuellement diffusée et des sanctions (dont une éviction de la Société des Nations, acquise à l'unanimité le 14 décembre suivant). Il n'était question que du monstre soviétique contre la pauvre petite Finlande, et le Vatican du pronazi Pie XII fut aussi chaviré que l'actuel pape sur « les fleuves de sang » ukrainiens. La « guerre d'hiver », dans un pays-clé du « cordon sanitaire » où la population avait été « chauffée » à blanc contre le communisme et l'URSS depuis plus de vingt ans, a été terrible.

Péniblement, l'Armée rouge a finalement vaincu la Finlande. Et le 12 mars 1940, l'accord passé a donné à Helsinki ce que Moscou avait déjà proposé en 1939, ni plus ni moins, et a incontestablement protégé Leningrad de l'invasion. Il est significatif que la campagne actuelle de propagande voue aux gémonies la longue période de neutralité que la Finlande d'après-guerre a observée, après que la Finlande pronazie eut, comme prévu, passé la guerre aux côtés de l'Allemagne

Cela vous rappelle donc la situation actuelle en Ukraine ?

Oui, si on s'en tient aux faits historiques et qu'on ne se limite pas à affirmer que nous sommes face à un monstre fou. Je lis aujourd'hui dans des pétitions ou des journaux de référence que Poutine met à feu et à sang une Europe jusqu'alors calme et tranquille. Mais on n'a pas entendu ces intellectuels massivement recrutés par la grande presse et déchaînés contre le « nouvel Hitler » protester et manifester contre les centaines de milliers de morts des bombardements américains et européens en Irak, en Libye, en Afghanistan, en Syrie. Les mêmes qui maudissent Poutine ont trouvé excellents les 78 jours de bombardements contre Belgrade et le « nouvel Hitler » Milosevic. La comparaison, notons-le, a été appliquée à tous les « ennemis » que s'est forgés l'Occident depuis la nationalisation par Nasser du canal de Suez.

Je n'ai pas non plus souvenir de l'indignation sonore de ces nouveaux antinazis à propos des 500 000 enfants morts en Irak, par manque de nourriture et de soins médicaux, conséquence immédiate du blocus anglo-américain, enfants dont le sacrifice « valait la peine » selon l'ancienne secrétaire d'État démocrate Madeleine Albright récemment décédée. Qu'est-ce que ce systématique deux poids, deux mesures, appliqué aussi aux populations martyrisées du Donbass, que Poutine est accusé d'avoir instrumentalisées pendant huit ans contre la si sympathique Ukraine ?

Cette guerre, si regrettable qu'elle soit, était annoncée de longue date, et les voix raisonnables de militaires, de diplomates, d'universitaires, à l'Ouest, qui n'ont accès à aucun grand organe, privé ou étatique dit « d'information », sont catégoriques sur les responsabilités exclusives, et de longue date, des États-Unis dans le déclenchement du conflit qu'ils ont rendu inévitable.

Comment les choses vont-elles selon vous ?

Je ne me prononce pas sur l'avenir, les historiens n'ayant pas à jouer les prévisionnistes, surtout vu l'information, exécration, dont ils disposent actuellement. Mais je suis en droit d'affirmer que les États-Unis sont la puissance impérialiste dont les guerres d'agression ont, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, accumulé des millions de morts. Je recommande d'ailleurs l'ouvrage traduit de William Blum, ancien fonctionnaire de la CIA (ce sont les meilleurs analystes), qui a établi la stricte chronologie des crimes commis par les États-Unis contre une foule d'États qualifiés de « voyous ».

La Russie n'a pas toujours été considérée comme telle par « l'Ouest », du temps de la « Grande alliance » et de « l'oncle Joe » (Joseph Staline). Jusqu'aux dernières décennies de propagande « occidentale » unilatérale sur la libération de l'Europe grâce au seul débarquement américain de juin 1944, il était largement reconnu que seule l'Armée rouge avait vaincu la Wehrmacht, et à quel prix ! Selon des estimations récentes, les États-Unis ont eu à déplorer pendant la Deuxième Guerre mondiale moins de 300 000 morts au total, sur les fronts du Pacifique et d'Europe, tous morts militaires. J'ai rappelé plus haut le bilan monstrueux des pertes soviétiques : 10 millions de victimes militaires, 17 à 20 millions de victimes civiles.

Jusqu'ici, la Russie, soviétique ou pas, n'a pas semé les ruines dans des guerres extérieures. Elle a fait l'objet de l'agression ininterrompue des grandes puissances impérialistes depuis janvier 1918. Je ne dis pas ça parce que je suis un suppôt de Poutine. Tous les documents d'archives vont dans ce sens, les diplomates et les militaires occidentaux sont les premiers à le savoir et à l'admettre dans leur correspondance non destinée à la publication. C'est-à-dire le type de documentation que je dépouille depuis plus de cinquante ans. Je ne fais, via mes travaux et dans le jugement sur la présente conjoncture, que mon métier d'historienne.

Robin DELOBEL, 28 mars 2022

Source : Investig'Action

Stop war



Face aux faiseurs de guerres, à ceux qui relancent la course aux armements, à ceux qui manipulent les opinions pour créer l'ennemi à combattre, aurons-nous la capacité de mobiliser celles et ceux, très nombreux, qui refusent l'issue fatale des confrontations meurtrières ? Car la situation est devenue plus grave encore avec les menaces d'utilisation des armes nucléaires, bactériologiques et chimiques, jusqu'ici prohibées.

Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale et le cataclysme de Hiroshima et Nagasaki, la plupart des guerres se sont déroulées dans l'hémisphère Sud, tantôt contre les puissances coloniales, tantôt contre l'ennemi communiste et, le plus souvent, pour spolier les peuples de leurs ressources. Aujourd'hui, alors que l'économie marchande capitaliste s'est imposée sur l'ensemble de la planète, les nouvelles guerres opposent les détenteurs de la puissance militaire, du contrôle sur les marchés financiers, de l'accès aux richesses naturelles et de la recherche-développement à ceux qui entendent contester cette hégémonie au nom de leur droit à disposer d'eux-mêmes et de leurs ressources. Ces rapports de force sont de moins en moins régulés par les mécanismes mis en place il y a près de 80 ans par l'ONU, les Conventions de Genève et le CICR.

Le mythe de l'économie planétaire heureuse s'est effondré ces deux dernières décennies. Coexistence et coopération, encore célébrées à l'aube de ce millénaire, se sont enlisées. Confrontation et compétition ont pris le relais avec leur cortège de désastres qui plongent inexorablement des peuples entiers dans la misère. Les puissances occidentales, pour assurer la sauvegarde de leurs privilèges, ont relancé la course aux armements la plus irresponsable qui soit car elle nous conduit à nouveau – avec les technologies les plus monstrueuses – au bord du précipice, celui de notre autodestruction. Je ne pense pas avoir besoin de grandes démonstrations chiffrées car l'ensemble des données des catastrophes annoncées sont largement documentées par les institutions onusiennes, le remarquable institut SIPRI de Stockholm et les experts du GIEC.

Ce qui me semble le plus tragique en ces circonstances, c'est d'être confronté à une classe politique incapable de prendre acte des risques pour la paix mondiale et de n'y répondre que par l'accélération insensée des budgets militaires menant à la guerre et à la terreur. Il y a urgence. Les citoyens, les mouvements sociaux, les syndicats doivent se mobiliser pour faire comprendre aux responsables politiques l'urgence de secourir et d'accueillir toutes les victimes de ces conflits et désastres environnementaux. Il leur faut aussi investir plus sérieusement dans le déploiement des moyens humains et techniques – en ce compris les forces d'interposition de l'ONU – permettant de mettre fin aux agressions criminelles et de s'orienter vers la résolution pacifique de ces conflits.

Mobilisons-nous pour clamer et exiger : **STOP WAR !** Pour forcer le choix du bon sens, celui de la désescalade et de la négociation, avant qu'il ne soit trop tard. Car nous ne sommes plus ni en 1914, ni en 1939, aujourd'hui une troisième guerre mondiale sera fatale pour le genre humain. Les discours va-t-en-guerre de nos dirigeants à l'Est comme à l'Ouest sont irresponsables. Forçons-les à s'entourer de personnalités capables de changer de politique pour mettre fin aux guerres meurtrières qui se déroulent sous nos yeux. Il faut mettre fin aux combats, reprendre ou initier des négociations dans le respect des Conventions de Genève et des accords de désarmement contrôlé.

La paix, la coopération pour sauver les vies humaines ainsi que l'environnement et réaliser ainsi le développement durable des Nations, la coexistence pour partager nos richesses et nos savoirs, voilà le

programme indispensable pour vivre libres, égaux et solidaires. Ainsi, nous pourrions mettre en œuvre la DUDH et rendre la plénitude de leur rôle aux Nations Unies revivifiées.

Nous sommes en droit de demander à nos parlementaires de travailler à une architecture du désarmement et de proposer le vote d'un budget pour, avec d'autres pays en Europe et dans le monde, mettre fin à la spirale de la hausse des dépenses d'armement et des recherches dans le domaine de la guerre.

Nous sommes en droit, selon les conventions résultant du droit international humanitaire, de questionner nos autorités sur les mesures qui doivent être prises pour la protection des populations civiles dès l'instant où l'on accepte le déploiement d'armes nucléaires sur notre territoire et devenons de ce fait des cibles potentielles.

Nous devons exiger avec le CICR que les populations civiles soient protégées et ne fassent pas les frais des conflits qui ont aujourd'hui des répercussions, non seulement dans les pays en guerre, mais aussi dans le reste du monde suite aux ruptures de l'acheminement des produits indispensables à leur survie.

Enfin, confrontée aux risques accrus de l'usage des armes N-B-C et celui de l'interdiction de l'usage des armes nucléaires (TIAN), la Belgique se doit de contribuer à la création au sein de l'Union européenne d'un comité d'experts en mesure de relancer et de mettre en œuvre les traités de non-prolifération des armes nucléaires. La Belgique doit à l'instar de l'Allemagne, de la Suède, de la Suisse, du Danemark et de la Finlande, envoyer un ambassadeur à la conférence de Vienne des 21, 22 et 23 juin prochains consacrée au TIAN.

Pierre GALAND
Ancien Sénateur
27 avril 2022
(Investig'Action)

Humour de Kroll



Ukraine, l'engrenage

Longtemps les images de champignons nucléaires renvoyaient à un âge révolu. Elles nourrissent à présent un avenir possible (lire « *La menace d'une guerre nucléaire en Europe* »). Découlant de motivations géopolitiques (« *La casserole russe* »), mémorielles (« *Choc de mémoires et conflit de récits* ») et idéologiques (« *Qui sont les faucons de Moscou ?* »), l'invasion de l'Ukraine, suivie de son cortège de dévastations, de réfugiés (« *Imaginons...* ») et de censures (« *Le Kremlin verrouille la liberté d'expression* »), a précipité le basculement de l'Europe dans un univers guerrier que la plupart des habitants du Vieux Continent avaient oublié. Alors que l'Allemagne annonce procéder à son réarmement (« *Faut-il applaudir le réarmement allemand ?* »), l'Union européenne entend promouvoir une autonomie qui ne dérangerait pas trop son suzerain américain (« *L'Europe face aux dilemmes de la souveraineté* »). De leur côté, les pays asiatiques, Chine en tête, naviguent entre l'allié russe et le client occidental (« *Équilibrisme géopolitique* »).

Les images qui accompagnent ce dossier sont issues des séries « *Kyiv Diary* » (Journal de Kiev), 2013-2014, et « *Pryvyd svobody* » (Le spectre de la liberté), 2018. Vlada Ralko a dessiné quotidiennement pendant le soulèvement proeuropéen de 2013-2014, totalisant plus de 358 planches. Depuis le début de la guerre, elle poste des dessins sur son compte Instagram.

La menace d'une guerre nucléaire en Europe

En annonçant qu'il plaçait sa force de dissuasion en état d'alerte, le président russe Vladimir Poutine a contraint l'ensemble des états-majors à mettre à jour leurs doctrines, le plus souvent héritées de la guerre froide. La certitude de l'annihilation mutuelle – dont l'acronyme en anglais MAD signifie « fou » – ne suffit plus à exclure l'hypothèse de frappes nucléaires tactiques, prétendument limitées. Au risque d'un emballement incontrôlé.

Le ton de la réplique – sec, pour ne pas dire exaspéré – n'a échappé à personne. « *Ne vous racontez pas d'histoires ! Cette idée selon laquelle nous allons envoyer [en Ukraine] des équipements offensifs, des avions et des chars... Vous pouvez dire ce que vous voulez, les uns et les autres, cela s'appellerait la troisième guerre mondiale (1).* » Le 11 mars 2022, en réfutant vigoureusement les suggestions d'élus et d'experts réclamant une implication plus directe des États-Unis dans le conflit, M. Joseph Biden a fermé la porte à une opposition conventionnelle directe entre Washington et Moscou. Dans le même temps, le président américain a affirmé qu'il assumerait une montée éventuelle aux extrêmes si l'offensive russe en venait à s'étendre au territoire d'un des membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN).

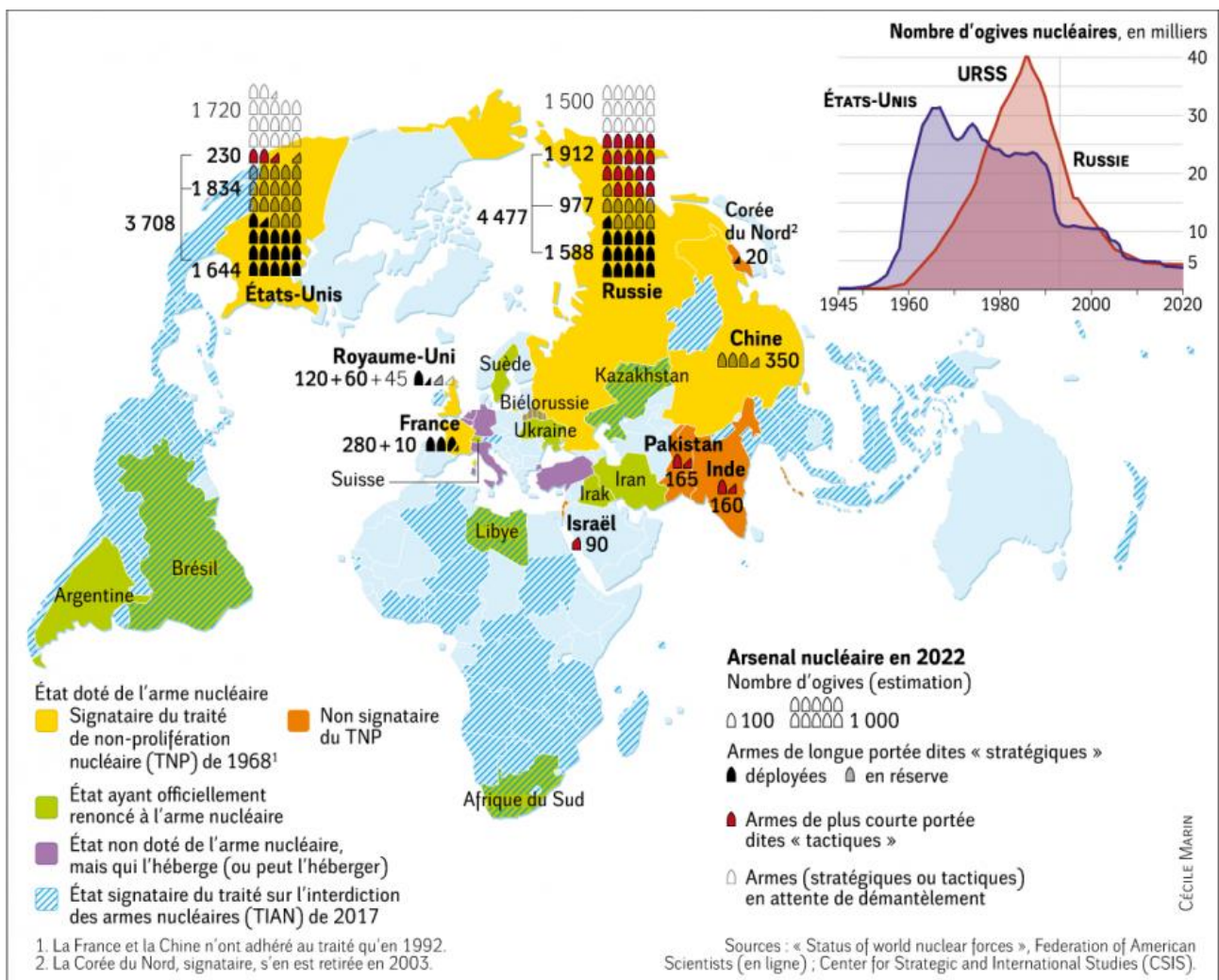
Une distinction est donc établie entre un espace sanctuarisé, celui de l'Alliance atlantique, et un territoire ukrainien relevant d'une catégorisation géostratégique spécifique. Laquelle, selon Washington, imposera une appréhension fine des rapports de forces entre acteurs opposés sur le terrain, une maîtrise des degrés d'implication opérationnelle de la part des soutiens déclarés de l'Ukraine (en particulier concernant la nature des transferts d'armement opérés au bénéfice de Kiev) et surtout une obligation de réévaluer en permanence les limites de la volonté russe. Avec, en guise d'objectif final, la possibilité de ménager une porte de sortie négociée acceptable par les Russes comme par les Ukrainiens.

Certains expliquent cette prudence américaine en faisant référence aux propos de M. Vladimir Poutine le 24 février 2022 : « *Peu importe qui essaie de se mettre en travers de notre chemin ou (...) de créer des menaces pour notre pays et notre peuple, ils doivent savoir que la Russie répondra immédiatement, et les conséquences seront telles que vous n'en avez jamais vu dans toute votre histoire.* » Accompagnés d'une hausse du niveau d'alerte des forces nucléaires russes (« *un régime spécial de service de combat* »), ces mots renvoient à la catégorie du chantage. Et pourraient donc conduire à juger que la réaction du président des États-Unis relève, elle, de la reculade. Dès le 27 janvier, dans le *New York Times*, l'éditorialiste néoconservateur Bret Stephens, appelant à une restauration du concept de « monde libre », avertit : « *Le succès de l'agresseur dépend finalement de la reddition psychologique de sa victime (2).* »

On serait en effet tenté de poser que ce n'est pas audit agresseur de déterminer le niveau d'agressivité « acceptable » de la part de ceux qui, avec l'aide d'alliés, tentent de défendre l'intangibilité de leurs frontières et leur existence nationale. Mais cette remarque pourrait parfaitement s'appliquer à d'autres crises internationales passées, par exemple le cas du Koweït envahi en 1990 par l'Irak. Le problème est que, trente ans plus tard, le territoire agressé est celui de l'Ukraine, aux dimensions incomparables. Et que l'agresseur, la Russie, possède des arguments stratégiques d'une autre nature que ceux de Saddam Hussein.

Pour comprendre les enjeux des relations actuelles entre la Maison Blanche et le Kremlin, ainsi que l'agacement de M. Biden face au maximalisme de certains de ses compatriotes ou alliés, peut-être vaut-il mieux se référer à une autre déclaration, plus ancienne. En l'occurrence celle du ministre des affaires étrangères russe, M. Sergueï Lavrov, affirmant, en 2018, que la doctrine nucléaire russe «*limite clairement la possibilité d'utiliser les armes nucléaires à deux scénarios défensifs : en réponse à une agression contre la Russie ou ses alliés par le biais d'armes nucléaires ou de toute arme de destruction massive, ou en réponse à une agression non nucléaire, mais uniquement si la survie de la Russie est menacée* (3) ». Les doctrines nucléaires sont faites pour être interprétées. Depuis longtemps, le débat fait rage parmi les experts en stratégie spécialistes de la Russie à propos de la lecture correcte de ce type de rappels doctrinaux (4). Le 11 mars, dans le bimestriel *Foreign Affairs*, Olga Oliker, directrice du programme pour l'Europe et l'Asie centrale de l'organisation non gouvernementale International Crisis Group, juge ainsi que «*l'expression de Poutine "un régime spécial de service de combat", bien qu'elle n'ait pas été utilisée auparavant, ne semble pas signaler un changement sérieux dans la posture nucléaire de la Russie* (5) ».

Mais, au moins en matière de perception, ce qu'induit le deuxième cas de figure évoqué en 2018 par M. Lavrov – «*si la survie de la Russie est menacée*» – ne peut être esquivé dans la crise actuelle. Il s'agit bien de savoir si les dirigeants russes considèrent réellement le statut stratégique de l'État de l'Ukraine, et donc son appartenance éventuelle à l'OTAN, comme une question vitale. Si la réponse est positive, cela expliquerait pourquoi, à l'encontre de toute logique formelle, de toute raison politique, en offrant ainsi à l'atlantisme otanien une raison de faire front et en abîmant irrémédiablement le statut international de Moscou, ces dirigeants ont pu juger rationnel d'agresser unilatéralement leur voisin. Et d'opter en sus pour une «*nucléarisation*» sans fard de leur diplomatie de crise afin d'écarter tout autre belligérant étatique de l'affrontement en cours.



Moins d'ogives, plus de danger
 CÉCILE MARIN

Une manœuvre cynique, faisant fond sur les faiblesses et hésitations occidentales, afin de maximiser la liberté d'action russe? L'ancien premier ministre britannique Anthony Blair s'interroge sur son site : «*Est-il raisonnable de (...) dire à l'avance [à M. Poutine] que, quoi qu'il fasse sur le plan militaire, nous excluons toute forme de réponse militaire? Peut-être que c'est notre position et peut-être que c'est la bonne position, mais le signaler continuellement, et enlever le doute dans son esprit, est une tactique étrange (6).*» Cependant, si la dimension manœuvrière est évidente, qui donc – en assumant dès maintenant une responsabilité pour les événements à venir – serait capable d'affirmer aujourd'hui précisément à quel degré ce cynisme tactique russe, qui atteindrait ses objectifs sous la forme d'une sanctuarisation agressive réussie, se mélange avec une part de conviction stratégique, nourrie de frustrations cristallisées? Faut-il sous-estimer l'explosivité de ce mélange si d'aventure le syndrome obsidional russe était « testé » frontalement par les Occidentaux en Ukraine?

Ces questions, d'autres se les sont posées, bien avant M. Biden. Confronté à la « ligne dure » de son état-major dans les premiers jours de la crise des missiles de Cuba, en octobre 1962, John F. Kennedy synthétisa l'enjeu décisionnel de ce moment critique en termes non purement militaires, mais essentiellement perceptuels. Au quatrième jour de la crise, la réunion de l'« Excomm » (comité exécutif du Conseil de sécurité nationale) venait de commencer : «*En premier lieu, débuta le jeune président, laissez-moi préciser, de mon point de vue, (...) la nature du problème. (...) Nous devons avant tout nous demander pourquoi les Russes ont agi de cette manière.*» Les archives déclassifiées de ce moment-clé de l'histoire des relations internationales montrent que Kennedy évoque ensuite la solution d'un blocus, l'importance de laisser une porte de sortie à Nikita Khrouchtchev, la nécessité d'éviter une ascension aux extrêmes nucléaires, tout en préservant la crédibilité internationale américaine. Le visage fermé, le général Curtis LeMay, chef d'état-major de l'US Air Force, lui réplique que «*ce blocus et cette action politique mènent à la guerre*». Avant de lancer, lapidaire : «*C'est presque aussi négatif que l'apaisement [la politique britannique d'apaisement à l'égard du IIIe Reich allemand] qui a précédé Munich.*» L'échange est tendu, agressif. Kennedy, très sec, remercie ses généraux, qui tous lui conseillent une action militaire immédiate. Il fera très exactement le contraire dans les jours qui suivent. «*Ils avaient tort, conclut l'historien Martin J. Sherwin dans un ouvrage récent consacré aux processus décisionnels comparés en période de crise nucléaire. Si le président n'avait pas insisté sur cette notion de blocus, s'il avait accepté les recommandations de l'état-major général, également suivies par la majorité de ses conseillers de l'Excomm, il aurait involontairement précipité une guerre nucléaire (7).*»

La question centrale est bien celle de la valeur des signalements nucléaires dont la Russie « enveloppe » l'agression conventionnelle qu'elle a préméditée et déclenchée. Le président ukrainien Volodymyr Zelensky doute de la résolution réelle de son homologue russe : «*Je pense que la menace d'une guerre nucléaire est un bluff. C'est une chose d'être un meurtrier. C'en est une autre de se suicider. Chaque utilisation d'armes nucléaires signifie la fin pour toutes les parties, pas seulement pour la personne qui les utilise (8).*» En la matière, et au risque de paraître pusillanime, M. Biden semble avoir suspendu son jugement. Il retient pour le moment ses alliés les plus offensifs, comme les Polonais. Et préfère miser sur la force coercitive des sanctions économiques dévastatrices décidées par certains pays à l'encontre de la Russie, plutôt que sur toute initiative qui donnerait l'occasion à M. Poutine de choisir une quelconque forme de fuite en avant dans le haut du spectre de la conflictualité. À commencer par l'emploi d'une arme nucléaire tactique. Les Russes en posséderaient environ deux milliers.

L'arrière-fond atomique est le plus saisissant des aspects structurants du conflit armé

Le président américain a-t-il tort? Le 14 mars 2022, sur la chaîne CBS, le général Hillier, ancien chef d'état-major des armées canadien, juge que l'OTAN devrait créer une zone d'interdiction aérienne au-dessus de l'Ukraine. Pour lui, le signalement nucléaire du président Poutine devrait être considéré comme un bluff. C'est aussi l'avis de M. John Feehery, qui fut directeur de la communication de l'ancien leader de la majorité républicaine à la Chambre des représentants Tom DeLay : «*La faiblesse de Biden sur l'Ukraine, tance-t-il, a favorisé l'invasion russe (...). Lorsque Poutine a laissé entendre qu'il était prêt à utiliser des armes nucléaires pour atteindre ses objectifs, Biden a déclaré que nous n'allions pas utiliser les nôtres, ce qui me semble aller à l'encontre du but recherché par la possession de ces armes. Si nous refusons de les utiliser, pourquoi les avons-nous (9) ?*» Niall Ferguson, historien à Stanford, fait écho à ces critiques : «*Poutine bluffe sur le nucléaire. Nous n'aurions pas dû reculer (10).*» Et de regretter que «*la couverture médiatique soit devenue si sentimentale et ignorante des réalités militaires*».

Mais de quelles « réalités » militaires parle-t-on au juste? Quelle est, en d'autres termes, et comme aurait pu le dire Kennedy, la nature du problème? La possibilité d'emploi par la Russie de l'arme nucléaire en premier dans le cours d'un conflit armé déjà engagé. Nina Tannenwald, auteure d'un ouvrage consacré à la notion de « tabou nucléaire » devenu depuis longtemps central dans la théorie des relations internationales, juge le

risque trop grand et appuie l'attente stratégique choisie pour le moment par Washington : « *Malgré des appels divers aux États-Unis en faveur de la création d'une "zone d'exclusion aérienne" au-dessus de tout ou partie de l'Ukraine, l'administration Biden a sagement résisté. En pratique, cela signifierait abattre des avions russes.* » Sa conclusion est la même que celle du président américain : « *Cela pourrait conduire à la troisième guerre mondiale* » (11).

Parmi les aspects structurants du conflit armé en Ukraine, l'arrière-fond atomique est de fait le plus saisissant. Tout se passe comme si le vocabulaire et les fondamentaux de la stratégie nucléaire, renvoyés pendant longtemps à la boîte à outils dépassée de la guerre froide, faisaient soudain l'objet d'un réapprentissage accéléré. La tendance est claire dans les médias et les lieux de pouvoir occidentaux, à mesure que s'opère une prise de conscience concernant les enchaînements potentiellement destructeurs qui lient les dimensions tactico-opératives et politico-stratégiques de la tragédie en cours. Aux déclarations martiales de certains experts durant la phase initiale de la guerre ont succédé des analyses plus froides. À bien des égards, il n'est que temps. Kharkiv n'est pas Kaboul. En particulier si l'on considère les évolutions inquiétantes du débat nucléaire contemporain.

Offrir des options entre un Armageddon et une défaite sans guerre

Jusqu'à une date relativement récente, une certaine orthodoxie atomique, établie depuis la fin de la guerre froide parallèlement à la réduction concertée des arsenaux stratégiques des Deux ex-Supergrands, avait conduit à cantonner dans une sorte de périphérie doctrinale une partie très spécifique des arsenaux atomiques : les armes nucléaires dites « tactiques » en raison de leur puissance et de leur portée. De 1945 aux années 1960, celles-ci avaient pourtant occupé un rôle central dans les plans de guerre américains, en particulier sur le continent européen. Il s'agissait alors d'opposer à la supériorité conventionnelle soviétique l'effet surcompensateur du nucléaire, censé agir comme moyen d'interdiction sur le champ de bataille. C'est ce qu'implique en 1954 la doctrine Dulles, du nom du secrétaire d'État américain d'alors : « *Les États-Unis, commentera-t-il, disposent de forces navales et aériennes désormais équipées de nouvelles et puissantes armes de précision qui peuvent détruire complètement des cibles militaires sans mettre en danger les centres civils* (12). » Un an plus tard, le président Dwight Eisenhower déclare ne voir « *aucune raison de ne pas les employer de la même manière que l'on utiliserait une balle ou quoi que ce soit d'autre* (13) ».

Mais, à partir des années 1960, l'avènement de la destruction mutuelle assurée va progressivement ôter aux armes nucléaires tactiques (ANT) une grande part de leur employabilité éventuelle, en raison des risques d'escalade qu'elles induisent. Très progressivement, l'expression de « frappe nucléaire limitée » en vient à être considérée comme un dangereux sophisme : quels que soient les arguments de certains spécialistes persuadés qu'il est possible de « gagner » une guerre nucléaire en « graduant » une riposte atomique et en contrôlant les échelles d'escalade (le plus célèbre sera Herman Kahn, du Hudson Institute), une arme nucléaire, même étiquetée « tactique » selon une catégorisation par ailleurs arbitraire, reste en effet liée à un horizon potentiel de destruction absolue. Les travaux de Thomas Schelling, en particulier *The Strategy of Conflict* (1960), suivi de *Strategy and Arms Control* (1961), contribuent à cette prise de conscience.

De ce point de vue, la doctrine française fera progressivement du rejet de la graduation nucléaire l'une de ses particularités essentielles. Tout en conservant la possibilité d'un tir d'avertissement « *unique et non renouvelable* », le président Emmanuel Macron précise ainsi en février 2020 que la France « *a toujours refusé que l'arme nucléaire puisse être considérée comme une arme de bataille* ». Il affirme par ailleurs que Paris « *ne s'engagera jamais dans une bataille nucléaire ou une quelconque riposte graduée* (14) ». Avant les années 2010, on pouvait envisager qu'une position doctrinale de cette nature, couplée à une « stricte suffisance » en matière d'arsenal (moins de 300 têtes du côté français), serait rejointe par d'autres acteurs détenteurs de l'arme atomique. Et on pouvait affirmer qu'en dehors de certains cas particuliers (comme le Pakistan) les armes nucléaires tactiques « *s'étaient étioilées dans l'arrière-plan des rhétoriques comme des planifications militaires et politiques* (15) ».

Or, une inversion de tendance s'est opérée il y a une dizaine d'années. On assiste en effet, dans le monde des études stratégiques, à un retour de ce que l'on dénomme les « théories de la victoire nucléaire ». Les convictions de leurs représentants actuels s'appuient sur des réflexions anciennes. Celles, par exemple, de Henry Kissinger, alors professeur à Harvard, qui s'interrogeait en 1957, dans *Nuclear Weapons and Foreign Policy*, sur la pertinence de la dissuasion américaine élargie à l'Europe, à partir du moment où une menace de destruction totale pesait sur le sanctuaire américain lui-même : « *En nous basant sur la notion de guerre totale comme critère dissuasif majeur, nous savons notre système d'alliances de deux manières : ou bien nos alliés estiment que tout effort militaire de leur part est inutile, ou bien ils acquièrent la conviction que la paix, même en capitulant,*

vaut mieux que la guerre (...). À mesure que l'on connaît mieux la capacité de destruction des armes modernes, il semble de moins en moins raisonnable d'assurer que les États-Unis, et encore plus le Royaume-Uni, seraient prêts au suicide pour refuser une zone, quelle que soit son importance, à un ennemi (16). » L'une des solutions préconisées fut de réintégrer les armes nucléaires tactiques dans la dialectique dissuasive élargie à des territoires alliés, de manière à offrir aux décideurs américains des options intermédiaires entre un Armageddon et une défaite sans guerre. La dissuasion globale était ainsi « restaurée », par la création de « barreaux d'escalade » supplémentaires, censés matérialiser un dialogue dissuasif sub-apocalyptique, avant que la voûte des intérêts vitaux de l'un ou l'autre adversaire majeur ne soit percutée et qu'une ascension aux extrêmes n'en découle. Bien des développements doctrinaux des années 1970 approfondiront plus radicalement cette logique, en particulier ceux de Colin Gray dans un article de 1979 de nouveau en vogue et explicitement titré : « Stratégie nucléaire : plaidoyer pour une théorie de la victoire (17) ».

En 2022, les nouveaux théoriciens de la victoire nucléaire rejettent eux aussi la « paralysie » qu'induirait une vision trop rigide de la dissuasion. Leurs convictions stratégiques ont trouvé une forme de semi-officialisation dans le rapport « Nuclear Posture Review » de l'administration Trump, publié en 2018 (18). Quelle est l'influence de ces théories du côté russe ? Le Kremlin a-t-il opté pour une confusion entre les capacités dissuasives nucléaires et conventionnelles, dans le cadre d'un continuum d'action opérationnelle ? Quoi qu'il en soit, les auteurs qui, par le biais de charges à la puissance réduite ou ultraréduite (« *low-yield or ultra-low-yield weapons* »), défendent l'horizon d'un emploi éventuel du nucléaire sous sa forme « tactique » insistent avant tout sur la nécessité de contrer les adeptes des stratégies hybrides. Attirés par une logique du fait accompli, des États-pirates parieraient en effet de plus en plus sur l'« aversion pour le risque majeur » des États-puissances dotés de l'arme nucléaire, du moins lorsque ces derniers se trouvent confrontés à une crise n'impliquant pas leur propre sanctuaire national.

Un choix pire que les autres : affirmer que le responsable adverse est fou

On voit ici toute l'actualité des développements du Kissinger de 1957 relatifs aux failles intrinsèques à toute dissuasion nucléaire élargie. Or, l'effet d'aubaine dont peut toujours profiter un pirate stratégique non doté d'armes atomiques le serait doublement pour un agresseur disposant lui-même de la dissuasion nucléaire. Un État-puissance se comportant en État-pirate, en somme. C'est très précisément ce que donne à voir aujourd'hui la manœuvre russe en Ukraine. Aux hésitations liées à une riposte occidentale disproportionnée qui pourrait mener à une escalade nucléaire possible s'ajoute la responsabilité qu'assumerait devant l'histoire quiconque – agresseur ou agressé – briserait pour la première fois depuis Hiroshima et Nagasaki le « tabou » de l'emploi du nucléaire militaire. « Cette prudence et ces concessions n'apportent peut-être pas de satisfaction émotionnelle, admet Olga Oliker. Il existe certainement un attrait viscéral pour les propositions visant à ce que les forces de l'OTAN aident directement l'Ukraine. Mais ces propositions augmenteraient considérablement le risque que la guerre se transforme en un conflit plus large, potentiellement nucléaire. Les dirigeants occidentaux devraient donc les rejeter d'emblée. Rien d'autre ne pourrait être plus dangereux. »

Annoncé par diverses crises ces dix dernières années, le troisième âge nucléaire a véritablement commencé en Ukraine. En 2018, l'actuel chef d'état-major de la marine française, l'amiral Pierre Vandier, précisait la définition de ce changement d'époque stratégique, qui prend forme de manière angoissante à la suite de l'agression russe : « Plusieurs indices laissent penser que nous entrons dans une nouvelle ère, un « troisième âge nucléaire » qui fait suite au premier, fondé sur la dissuasion mutuelle entre les Deux Grands, et au deuxième, qui a porté l'espoir d'une élimination totale et définitive des armes nucléaires après la fin de la guerre froide (19). »

Un troisième âge où se poseront de nouvelles questions sur la solidité – et la pertinence – des « règles logiques (...) apprises dans la douleur comme lors de la crise de Cuba (19) » ; où l'on s'interrogera sur la rationalité des nouveaux acteurs dans la mise en œuvre des moyens nucléaires qu'ils détiennent ; où sera appréciée de manière critique la valeur du tabou nucléaire, puisque certains l'agitent désormais comme un totem.

« Si nous refusons de les utiliser, pourquoi les avons-nous ? » : lire des déclarations de ce genre pourrait inciter à penser que la célèbre remarque désabusée d'Albert Einstein en 1964 reste pertinente. « Le pouvoir déchaîné de l'atome, soupirait ce dernier, a tout changé, excepté nos manières de penser. » Pourtant, à l'époque, Einstein avait déjà tort. Des contributions s'acharnant à éclairer les équilibres et déséquilibres du dialogue dissuasif furent rapidement écrites, en quantités gigantesques. Certes, l'utilité actuelle de cette littérature théorique et historique est plus que variable, aboutissant parfois à des conclusions relevant du délire logique. Pourtant, de cette masse inégale émergent encore des analyses éclairant une intelligence critique de la crise nucléaire ukrainienne (21).

L'une de ces œuvres en particulier concerne les défis qu'implique le retour des théories de la victoire nucléaire dans les conditions du « troisième âge atomique ». Décédé le 9 décembre 2021, Robert Jervis,

professeur à Columbia, pionnier de la psychologie politique appliquée aux relations internationales, s'est ainsi attaché à montrer qu'il est possible de sortir du dilemme de sécurité qui fait considérer à chaque acteur ses propres actions comme défensives et celles de son compétiteur comme « naturellement » offensives. Casser la spirale d'insécurité résultant de cette distorsion implique selon lui de développer les échanges de signaux qui permettent de différencier les moyens offensifs des moyens défensifs dans les arsenaux des adversaires. Son application de la théorie des perspectives aux échanges nucléaires recèle par ailleurs des possibilités fécondes d'interprétation du comportement russe, en suggérant par exemple qu'une tactique agressive est plus souvent motivée par une aversion pour les pertes que par un espoir de gains.

Dans une crise à caractère nucléaire, toutes les stratégies sont « sub-optimales ». Il existe cependant un choix pire que tous les autres : affirmer que le responsable adverse est fou, tout en considérant l'affrontement avec lui comme un « jeu du dégonflé » (*chicken game*) où le premier qui cédera perdra. Se persuader de cela mène soit à la destruction mutuelle (je ne cède pas *malgré* la folie de l'adversaire), soit à la défaite sans guerre (je cède *en raison* de sa folie). Ces dernières semaines, certains semblent accepter que cette combinaison, la pire de toutes, puisse mériter le nom de « stratégie ».

Olivier ZAJEC (Monde diplomatique)

Professeur des universités en science politique à la faculté de droit de l'université Jean-Moulin Lyon-III.

- (1) Steven Nelson, « That's called World War III : Biden defends decision not to send jets to Ukraine », *New York Post*, 11 mars 2022.
- (2) Bret Stephens, « Bring back the free world », *The New York Times International Edition*, 27 janvier 2022.
- (3) Jon Queally, « "Bringing humankind closer to annihilation" : world leaders denounce Trump's new nuclear posture », *Common Dreams*, 4 février 2018.
- (4) Kristin Ven Bruusgaard, « The myth of Russia's lowered nuclear threshold », *War on the Rocks*, 22 septembre 2017.
- (5) Olga Oliker, « Putin's nuclear bluff : how the West can make sure Russia's threats stay hollow », *Foreign Affairs*, New York, 11 mars 2022.
- (6) Nadeem Badshah, « Tony Blair : West has fortnight to help end war in Ukraine », *The Guardian*, Londres, 15 mars 2022.
- (7) Martin J. Sherwin, *Gambling with Armageddon : Nuclear Roulette from Hiroshima to the Cuban Missile Crisis*, Knopf Doubleday, New York, 2020.
- (8) Caroline Vakil, « Zelensky calls Putin nuclear threat a "bluff" », *The Hill*, 9 mars 2022.
- (9) John Feehery, « Biden's weakness on Ukraine invited Russian invasion », *The Hill*, 8 mars 2022.
- (10) « Niall Ferguson : "Poutine bluffe sur le nucléaire, nous n'aurions pas dû reculer" », *L'Express*, Paris, 12 mars 2022.
- (11) Nina Tannenwald, « "Limited" tactical nuclear weapons would be catastrophic », *Scientific American*, New York, 10 mars 2022.
- (12) *Department of State Bulletin*, Washington, DC, 21 mars 1955, p. 459-464.
- (13) Andrew Glass, « Eisenhower defends use of nuclear weapons, March 16 1955 », *Politico*, Washington, D.C., 16 mars 2019.
- (14) « Discours du président Emmanuel Macron sur la stratégie de défense et de dissuasion devant les stagiaires de la 27e promotion de l'École de guerre », site de l'Élysée, 7 février 2020.
- (15) Hans M. Kristensen et Matt Korda, « Tactical nuclear weapons, 2019 » (PDF), *Bulletin of the Atomic Scientists*, vol. 75, n° 5, Chicago, 2019.
- (16) Cité dans Lucien Poirier, *Des stratégies nucléaires*, Hachette, Paris, 1977.
- (17) Olga Oliker, « Putin's nuclear bluff », *op. cit.*
- (18) Lire Michael Klare, « Washington relance l'escalade nucléaire », *Le Monde diplomatique*, mars 2018.
- (19) Pierre Vandier, *La Dissuasion au troisième âge nucléaire*, Éditions du Rocher, Paris, 2018.
- (20) *Ibid.*
- (21) Robert Jervis, *The Logic of Images in International Relations*, Columbia University Press, New York, 1969, et plus récemment *How Statesmen Think*, Princeton University Press, 2017.

Équilibrisme géopolitique

Si les dirigeants chinois pensaient avoir un peu de répit, les États-Unis étant occupés en Europe, la charge menée contre Pékin par le conseiller à la sécurité nationale de la Maison Blanche, M. Jake Sullivan, le 14 mars dernier, a dû faire l'effet d'une douche froide. À la veille de sa rencontre avec le plus haut responsable de la diplomatie chinoise, M. Yang Jiechi, le conseiller américain a largement diffusé un câble diplomatique venant des services secrets et censé prouver que les Chinois allaient « *aider militairement* » Moscou. Malgré le démenti des intéressés, l'accusation a été reprise en boucle par les médias du monde entier.

Au début du conflit, les mêmes commentateurs ou presque étaient tout aussi persuadés que Pékin allait profiter du front russo-ukrainien pour envahir Taïwan. Si tant est que la chose fut envisagée, le fiasco militaire russe et l'ampleur des sanctions à l'encontre de Moscou devraient calmer bien des ardeurs. Là ne réside pas l'enjeu immédiat pour les autorités chinoises.

La conséquence la plus grave, soulignée par plusieurs voix en Chine même, est que « *la guerre affaiblira considérablement les forces antioccidentales dans le monde (1)* », comme l'explique Hu Wei, vice-président d'un think tank gouvernemental, le Centre de recherche sur les politiques publiques du Bureau du Conseil d'État, dans un article étonnamment critique envers la politique du pouvoir. Une sombre perspective au moment où le pays aurait besoin d'amis – sinon d'alliés – pour faire face à la volonté américaine d'endiguer sa puissance. Toutefois, la résolution de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU) condamnant l'agression russe, le 2 mars 2022, n'a pas fait l'unanimité. Tant s'en faut. Si une majorité d'États l'ont approuvée, ceux qui s'y sont refusés, le plus souvent en s'abstenant, représentent 53 % de la population mondiale. En Asie, le Japon, qui héberge 55 000 soldats américains, et la Corée du Sud, qui en accueille 28 500, se sont rangés du côté occidental ainsi que les Philippines, le Cambodge, etc. Tokyo en a d'ailleurs profité pour raviver le contentieux datant de 1945, en réclamant les îles Kouriles du Sud (appelées « territoires du Nord » au Japon) « *occupées illégalement (2)* » par Moscou. De son côté, l'ex-premier ministre Abe Shinzo, qui a toujours la haute main sur le Parti libéral-démocrate au pouvoir, a proposé l'installation d'armes nucléaires de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) sur le sol nippon.

Dans le flot des trente-cinq abstentions, celles des géants asiatiques, Inde et Chine, pèsent lourd. Leurs dirigeants ont refusé de s'aligner dans des termes quasiment identiques. New Delhi a fait part de sa « *profonde inquiétude face à la tournure récente des événements en Ukraine* », quand Pékin a « *déploré le retour de la guerre sur le continent européen* ». Et chacun a appelé au « *respect de la souveraineté* » et de l'« *intégrité territoriale selon les principes de la Charte de l'ONU* » (3). Aux yeux des médias occidentaux, la posture indienne tient à son non-alignement historique – ce qui est une forme d'excuse, sinon de compliment – alors que celle de la Chine confirme... son alignement sur Moscou. Non seulement l'abstention indienne passe comme une lettre à la poste, mais les dirigeants américains font preuve d'une rare indulgence. « *Nous savons que l'Inde a des relations avec la Russie qui ne sont pas identiques aux nôtres. C'est OK (4)* », a déclaré le porte-parole du département d'État Edward Price... tandis que le conseiller Sullivan menaçait : « *Si la Chine tend une bouée de sauvetage à Moscou, elle devra en payer les conséquences (5)* ».

Certes, quelques jours avant l'invasion de l'Ukraine, M. Xi Jinping signait une spectaculaire déclaration à portée stratégique avec M. Vladimir Poutine. Il n'en demeure pas moins que New Delhi est lié à Moscou par un « *partenariat stratégique spécial et privilégié* » – c'est son nom – qui organise leur coopération militaire, spatiale, commerciale, etc. Cela permet à l'Inde de participer à des exercices militaires communs et d'y acheter 61 % de son armement (6). En 2018, quatre ans après le début de l'occupation de la Crimée, le premier ministre Narendra Modi a signé un accord pour la fourniture d'un système de défense antimissiles S-400 hypersophistiqué dont les livraisons ont commencé l'an dernier, sans que Washington, d'habitude si prompt à imposer aux autres les embargos qu'il décide, ne bronche. C'est que l'Inde, malgré ses originalités et ses hésitations, se situe dans le bon camp, celui qui veut contenir la puissance chinoise.

Semblant un temps paralysée par ce qu'elle appelait, à l'instar de la Russie, l'« *opération militaire spéciale* » en Ukraine, la Chine refait surface. Même pour complaire à son « *ami Poutine* », le président Xi n'entend pas renoncer à son ambition de modifier l'« *architecture de sécurité et de gouvernance* » de la planète afin qu'elle intègre son statut de deuxième économie mondiale. Il souligne ses liens étroits avec les deux belligérants. Pékin est, en effet, le premier partenaire commercial de l'Ukraine (14,4 % de ses importations totales et 15,3 % de ses exportations), même si le commerce sino-russe pèse sept fois plus (146 milliards de dollars en 2021, contre 20 milliards). En juin 2021, le président Volodymyr Zelensky a signé un « *accord stratégique de coopération* », consacrant le rôle pivot de son pays dans les projets eurasiatiques des nouvelles routes de la soie. Il n'est donc pas question pour Pékin d'abandonner Kiev, qui constitue un pont entre l'Asie et l'Europe. Pas plus que la Chine ne veut – ni ne peut – lâcher Moscou, comme l'exigent les Américains, pour des raisons économiques (blé, armement...) et d'approvisionnement énergétique (*lire pages 16 et 17*), dont il ne faut

cependant pas exagérer l'importance : les échanges avec la Russie ne représentent que 3% de ses importations et 2% de ses exportations. La Chine perdrait infiniment plus à rompre avec les États-Unis et l'Europe.

Ce sont donc essentiellement des raisons géopolitiques qui guident Pékin : pas question de tomber dans le camp américain au moment où l'Occident est contesté dans certains pays africains et asiatiques, comme en témoignent les votes à l'Assemblée générale de l'ONU. La Chine a besoin de montrer que sa stratégie fondée sur les trois « non » – non-alliance, non-ingérence et non-confrontation avec un tiers – peut être efficace. À l'opposé de la politique de confrontation de Washington : « *Lorsque les États-Unis ont conduit cinq vagues d'expansion de l'OTAN vers l'est jusqu'aux portes de la Russie et déployé des armes stratégiques offensives avancées en violation de ses assurances à la Russie, ont-ils jamais pensé aux conséquences d'acculer au mur un grand pays ?* », interrogeait une des porte-parole du ministère des affaires étrangères, Mme Hua Chunying, au début du conflit. Et Pékin ne pense pas seulement à Moscou, au moment où M. Joseph Biden veut renforcer et élargir l'alliance indo-pacifique contre l'empire du Milieu. À la différence de la stratégie de la Maison Blanche qu'elle juge agressive, la Chine propose ses bons offices entre la Russie et l'Ukraine : « *S'il y a un pays qui peut un jour arbitrer efficacement le conflit, assure le ministre des affaires étrangères Wang Yi, ce devrait être un pays avec une réelle neutralité, qui respecte la souveraineté de l'Ukraine (7).* » Suivez mon regard...

Désapprouvant les sanctions, Pékin, qui joue un rôle prépondérant dans la Banque asiatique pour l'investissement dans les infrastructures (BAII), lancée dans le cadre des nouvelles routes de la soie, a néanmoins poussé celle-ci à suspendre ses opérations avec la Russie et la Biélorussie, le 3 mars dernier. Quelques jours plus tard, les journaux économiques ont annoncé que « *la Chine refus[ait] de fournir aux compagnies aériennes russes des pièces détachées (8)* ». Une légère pression politique, plus symbolique pour Moscou que handicapante. Les échanges payés en roubles et en yuans, eux, se poursuivent. Pékin cherche ainsi un équilibre lui permettant de s'imposer comme puissance indispensable à toute résolution du conflit : « *La Chine sera heureuse de voir un dialogue d'égal à égal entre l'Union européenne, la Russie, les États-Unis et l'OTAN* », a même concédé M. Xi lors d'une visioconférence avec MM. Macron et Olaf Scholz (9). Une chance de voir s'élaborer « *une sécurité commune, mondiale, coopérative et durable* » qu'il appelle de ses vœux ? Rien n'est moins sûr. Il est tout aussi prématuré de penser que « *les Chinois sont les grands gagnants de la guerre* » (Le Figaro, 8 mars 2022), comme le craignent aussi les Américains. Pour l'heure, le grand œuvre du président chinois – des routes de la soie tissant leur toile jusqu'à l'Europe via l'Asie centrale – se trouve menacé. Tout comme son espoir de voir les liens se resserrer avec l'Union européenne, en contrepoids aux États-Unis.

En Chine même, l'inquiétude se fait jour et les débats – habituellement feutrés au sein de l'appareil communiste – percent le mur du silence. La proximité de MM. Xi et Poutine paradant aux Jeux olympiques d'hiver, leur déclaration en grande pompe affirmant leur vision commune du monde et la proclamation de l'« *amitié sans limite* » entre les deux pays ont pris une tout autre signification quand, vingt jours plus tard, Moscou a bombardé l'Ukraine. Certes, juste après cette « *amitié sans limite* » pointée partout, la déclaration commune précisait : « *Ce renforcement de la coopération stratégique bilatérale ne peut être dirigé contre des pays tiers* », et donc contre l'Ukraine. Mais les Occidentaux n'ont retenu que la première partie de la phrase.

Plusieurs intellectuels chinois, plaidant l'ouverture et marginalisés ces dernières années, donnent désormais de la voix. Tel Sun Liping, ex-professeur à l'université Tsinghua, connu pour son franc-parler : pour lui, la Chine risque de se laisser marginaliser face à « *une alliance mondiale antirusse qui a d'autres buts [que la Russie dont] la puissance économique est à peine égale à celle de la province du Guangdong (10)* ». De son côté, reflétant l'opinion d'une partie des milieux d'affaires qui voient déjà d'un mauvais œil l'affrontement avec les États-Unis engagé depuis six ans, Hu Wei appelle « *la Chine à renoncer à la neutralité et à choisir la position dominante dans le monde (11)* », c'est-à-dire Washington. Dans cette dénonciation de la politique choisie, pas une seule fois bien sûr le nom de M. Xi n'est prononcé. Sa stratégie d'affirmation sur la scène internationale, parfois brutale, est pourtant mise en cause. Cette guerre russo-ukrainienne tombe mal pour le numéro un chinois, à quelques mois du congrès du Parti communiste chinois (PCC) censé le reconduire pour un troisième mandat – du jamais-vu depuis Mao Zedong – et au moment où la pandémie de Covid-19 reprend de plus belle, ce qui ralentit dangereusement l'économie.

Martine BULARD

(1) Hu Wei, « Possible outcomes of the Russo-Ukrainian war and China's choice », US-China Perception Monitor, 12 mars 2022.

(2) Kazuhiko Togo, « Kishida dumps Russia to back Washington on Ukraine », East Asia Forum, 14 mars 2022.

- (3) Pour l'Inde : Shyam Saran, «Implications of the Russia-Ukraine conflict for India», Asia-Pacific Leadership Network, Séoul, 2 mars 2022; pour la Chine : «Le président Xi Jinping a tenu un sommet en visioconférence avec les dirigeants français et allemand», ministère des affaires étrangères, Pékin, 8 mars 2022.
- (4) Teesta Prakash, «China is key to understanding India's dilemma over Ukraine», *The Interpreter*, Sydney, 9 mars 2022.
- (5) William Mauldin, «US looks to make China pay for close ties to Russia in Ukraine crisis», *The Wall Street Journal*, New York, 27 février 2022.
- (6) Moyenne sur la décennie 2010-2020, Stockholm international peace research Institute (Sipri), mars 2022.
- (7) *Global Times*, Pékin, 27 février.
- (8) *L'Agefi*, Paris, 10 mars 2022.
- (9) «Le président Xi Jinping...», *op. Cit.*
- (10) David Ownby, «Sun Liping, Russia, Ukraine and the big picture», *Reading the China Dream*, 16 mars 2022.
- (11) Hu Wei, «Possible outcomes...», *op. Cit.*

Le Kremlin verrouille la liberté d'expression

Les guerres ne sont jamais propices à la libre circulation de l'information (*lire «Événement total, crash éditorial»*). Le pouvoir russe vient d'en donner une illustration particulièrement sévère. Depuis l'adoption d'un amendement au code pénal, le 4 mars 2022, un citoyen s'expose à trois ans de prison s'il ose «*discréditer l'utilisation des forces armées*», cinq ans s'il relaie un appel à manifester. Signer un article de presse qui s'écarte des communiqués du ministère de la défense peut valoir jusqu'à quinze ans de prison. Avant cela, un décret avait interdit d'utiliser les mots «*guerre*» ou «*agression*» pour désigner l'opération militaire en Ukraine.

En frappant vite et fort, les autorités ont cherché à faire taire les opposants à la guerre, nombreux à prendre la parole au lendemain de l'attaque. Des dizaines de pétitions sont apparues sur la Toile. Celle du défenseur des droits humains en Russie Lev Ponomarev a collecté le nombre record d'un million de signatures. Des associations professionnelles sont sorties de leur habituelle discrétion : architectes, médecins, instituteurs, travailleurs de la culture, humoristes. Le mouvement a gagné des institutions inattendues. Comme ces mille cinq cents étudiants, anciens élèves et collaborateurs de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (MGIMO), un prestigieux lieu de formation des diplomates et des hauts fonctionnaires russes, qui appellent «*à un processus de négociation honnête, sans ultimatum ni demande de capitulation de l'autre partie*».

La crainte des répressions a tari les rassemblements qui ont réuni plusieurs milliers de personnes la première semaine du conflit. Selon le décompte de l'association russe OVD-Info, qui organise une veille sur les répressions, près de quinze mille manifestants avaient déjà été arrêtés à la fin mars. La police a le renfort d'autres institutions pour battre le rappel. Le 6 mars, Cyrille, le patriarche de Moscou, a dénoncé, depuis l'autel de la cathédrale du Christ-Sauveur à Moscou, toute forme de «*capitulation et de faiblesse*» dans le combat contre les «*prétendues valeurs*» occidentales, dont le Donbass serait l'avant-poste. L'opération militaire a également été approuvée par l'Union russe des recteurs et rectrices (RUR), qui appelle à «*s'unir autour [du] président, en renforçant l'esprit optimiste de la jeunesse et la foi dans le pouvoir de la raison, en instillant l'espoir que la paix viendra bientôt*». Quelques jours plus tard, l'université de Saint-Pétersbourg excluait treize étudiants. La lettre ouverte des élèves de l'Institut de physique et de technologie de Moscou a disparu de la Toile. «*Nous craignons pour la sécurité de ceux qui ont laissé leurs signatures sur cette lettre*», indique désormais la page d'accueil.

Sans surprise, le parquet général a demandé le blocage de la télévision en ligne d'opposition Dojd. La décision de suspendre la radio Écho de Moscou a davantage étonné. Bien que possédé par Gazprom, ce média connu pour sa liberté de ton bénéficiait d'une forme d'immunité, grâce à l'autorité morale de son rédacteur en chef, Alexeï Venediktov. «*90% de mon répertoire téléphonique ne répond plus à mes appels*», confiait-il à une consœur (1). Une partie des émissions a migré sur YouTube, en attendant la prochaine censure. Car la guerre informationnelle qu'a déclenchée le conflit en Ukraine laisse peu de solutions de report. La Russie a déjà bloqué Facebook en représailles à la décision du groupe californien d'interdire des médias proches du pouvoir (dont la chaîne RT et le site Sputnik) en Europe. Instagram a connu le même sort, après que la maison mère Meta a assoupli sa politique de modération des messages violents à l'encontre de l'armée ou des dirigeants russes. En dépit de la rétractation partielle du géant américain, un tribunal a reconnu les deux réseaux sociaux comme des organisations extrémistes, Whatsapp échappant pour l'heure à l'interdiction.

La guerre en Ukraine accélère une dégradation entamée au printemps 2021, au moment des protestations en soutien à l'opposant Alexeï Navalny. Le label d'«*agent de l'étranger*», jusqu'alors réservé aux publications financées par le gouvernement américain, avait été accolé à nombre de journaux en ligne. Synonyme de harcèlement administratif, ce statut n'interdisait pas les sites visés de travailler. Avec la guerre contre Kiev,

la pression s'est muée en menace. Si les autorités ont bloqué une centaine de sites d'information, huit médias ont suspendu préventivement leur couverture des combats armés et dix-neuf ont préféré mettre la clé sous la porte (2). Selon le média en ligne Agence, cent cinquante journalistes russes et étrangers auraient quitté le pays seulement dix jours après l'invasion.

Du côté des médias officiels, la volte-face est aussi spectaculaire qu'amnésique. À la veille de l'invasion, les chaînes publiques d'information dénonçaient encore l'«*hystérie occidentale*» sur les prétendus plans du Kremlin visant à envahir l'Ukraine. On s'emploie désormais à présenter ce conflit comme légitime et inéluctable sur les plateaux télévisés. Le 8 mars 2022, la journaliste Katerina Gordeeva, représentative de l'intelligentsia libérale antiguerre qu'on cherche à faire taire, semblait incapable de désarçonner Mme Elena Drapeko, une députée lui déroulant les justifications d'une opération militaire «*préventive*» contre le «*fascisme arrivé [aux] portes*» de la Russie (entendre le gouvernement ukrainien). Arborant au revers de sa veste l'insigne «*Z*» – la lettre peinte sur les tanks russes –, cette parlementaire, qui fut jadis une star du cinéma soviétique, égrène les guerres en Irak, en Afghanistan et en Libye pour suggérer que la Russie était la prochaine cible des Occidentaux et leurs alliés. «*Quand nous aurons chassé les nazis, tout le monde sortira des abris antibombes... (...) nous serons amis, nous ferons des films ensemble*», assure-t-elle. À en croire les instituts de sondage officiels, une majorité de Russes se rendraient à ces arguments diffusés en boucle sur les chaînes de télévision, 68% des personnes interrogées soutenant l'«*opération spéciale en Ukraine*» (3). Jusqu'au retour des cercueils du front ?

Hélène RICHARD

(1) «Skaji Gordeeva», YouTube, 10 mars 2022.

(2) Ovd-info, 23 mars 2022.

(3) Institut FOM, 6 mars 2022.

« RT, ce n'est plus tenable »

Une chaîne d'information faisant de la propagande pour une offensive militaire massive et ignorant les victimes civiles des bombardements d'un État agresseur ? Un média promouvant une désinformation officielle pour mieux justifier l'invasion d'un pays ? Bienvenue sur i24 News et CNN. Lors des «*frappes*» à Gaza en 2014, la chaîne israélienne de M. Patrick Drahi se targuait d'être le «*dôme de fer contre la presse internationale*», en référence au système israélien de défense aérienne (*L'Obs*, 14 août 2014). En 2003, la chaîne américaine du groupe Time Warner reprenait à son compte les mensonges d'État sur la présence d'armes de destruction massive en Irak. Pas plus que CNN, i24 News n'a été censurée en France et en Europe pour sa vision parcellaire et tronquée de la vérité. Distribuée sans encombre par le biais des bouquets et des boîtiers des opérateurs, elle ne fut pas non plus pourchassée sur Internet.

Pour les médias russes, en revanche, le bannissement total vaut pour toute l'Union européenne. On imagine une décision légitimée par le droit, instruite par les instances de régulation au vu de la couverture biaisée réalisée par ces vecteurs d'opinion pendant les premiers jours de la guerre en Ukraine. La réalité est tout autre : le Conseil de l'Union, présidé par M. Emmanuel Macron, n'a pas laissé le temps à l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) d'examiner les possibles manquements à la convention qu'elle avait signée avec eux pour frapper d'interdit les médias russes. En 2017, sitôt élu, M. Emmanuel Macron voyait en RT et Sputnik «*des organes d'influence qui ont produit des contrevérités infamantes sur [sa] personne*» pendant la campagne présidentielle (AFP, 29 mai 2017). Le soutien apporté par ces médias et leurs réseaux sociaux au mouvement des «*gilets jaunes*» a ensuite achevé de convaincre le chef de l'État. En 2018, le Conseil supérieur de l'audiovisuel avait mis en demeure RT pour une traduction erronée concernant les attaques à l'arme chimique en Syrie. Mais il fallait aller plus loin. Quelques heures après le début de l'invasion de l'Ukraine, le 24 février 2022, le sénateur centriste Laurent Lafon demandait la «*suspension*» de RT. Le 26 février, selon *Le Canard enchaîné* (2 mars), M. Macron lâchait : «*Cela fait des mois que je dis qu'il faut agir contre RT France et Sputnik, et on m'explique chaque fois que cela pose des problèmes juridiques. Cette fois, ce n'est plus tenable.*»

Cette fois, en effet, l'exécutif ne s'embête pas à fonder en droit ses décisions. RT a-t-elle porté atteinte à la sécurité ou à la défense nationales ? Sauf à considérer que l'Union est en guerre, c'est difficilement défendable. A-t-elle relayé les discours du Kremlin («*opération militaire spéciale*») et désinformé ? Incontestablement, quand ses invités reprennent les termes de «*génocide*» dans le Donbass et de «*dénazification*» nécessaire de l'Ukraine. Mais d'autres chaînes ont relaté les propos de M. Volodymyr Zelensky qualifiant devant la Knesset israélienne la guerre dans son pays de «*solution finale*» engagée par Moscou (20 mars).

L'Union en est ainsi venue à employer vis-à-vis de RT des méthodes de censure qu'elle condamne en Russie. À l'article 11 de sa charte des droits fondamentaux, elle garantit pourtant la «*liberté de recevoir ou de*

communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontières». Mais au droit elle a préféré l'oukase, comme s'il fallait soustraire une population mineure à l'influence russe, désormais ventilée dans les réseaux sociaux.

Marie BÉNILDE, journaliste.

« Russie historique », garanties, rang, amitié, autoépuration, raison d'être...

« Où sont les garanties ? »

Lors de la conférence sur la sécurité de Munich du 10 février 2007, le président russe Vladimir Poutine s'exprime sans détour, en présence du secrétaire à la défense américain Robert Gates et de la chancelière allemande Angela Merkel. « Profitant de mon séjour en Allemagne, je tiens à évoquer la crise que traverse le traité sur les forces armées conventionnelles en Europe. Signé en 1999, ce traité était adapté à une nouvelle réalité géopolitique : le démantèlement du pacte de Varsovie. Sept ans se sont écoulés depuis, mais il n'a été ratifié que par quatre pays, dont la Fédération de Russie. Les pays de l'OTAN [Organisation du traité de l'Atlantique nord] ont ouvertement déclaré qu'ils ne ratifieraient pas le traité. (...) L'élargissement de l'OTAN n'a rien à voir avec la modernisation de l'Alliance, ni avec la sécurité en Europe. Au contraire, c'est un facteur représentant une provocation sérieuse et abaissant le niveau de la confiance mutuelle. Nous sommes légitimement en droit de demander ouvertement contre qui cet élargissement est opéré. Que sont devenues les assurances données par nos partenaires occidentaux après la dissolution du pacte de Varsovie ? Où sont ces assurances ? On l'a oublié.

Néanmoins, je me permettrai de rappeler aux personnes présentes dans cette salle ce qui a été dit. Je tiens à citer des paroles tirées du discours de M. Wörner, alors secrétaire général de l'OTAN, prononcé à Bruxelles le 17 mai 1990 : "Que nous soyons prêts à ne pas déployer les troupes de l'OTAN à l'extérieur du territoire de la RFA, cela donne à l'Union soviétique des garanties sûres de sécurité".

Où sont aujourd'hui ces garanties ? Les blocs de béton et les pierres du mur de Berlin sont depuis longtemps des souvenirs. (...) Or, maintenant, on s'efforce de nous imposer de nouvelles lignes de démarcation et de nouveaux murs. Même s'ils sont virtuels, ils ne manquent pas de diviser, de compartimenter notre continent. »

Rang

Dans ses Mémoires, l'ancien président américain Barack Obama présente une Russie en décalage avec les ambitions de ses dirigeants politiques.

« Je me suis mis à prendre avec méfiance l'idée que le bien résiderait uniquement de notre côté, et le mal du leur, ou qu'un peuple qui avait donné naissance à Tolstoï et Tchaïkovski était intrinsèquement différent de nous. (...) [Quand j'étais président], le pouvoir de Vladimir Poutine ne tenait pas qu'à la coercition. C'était un homme véritablement populaire (...) qui remportait l'adhésion par un nationalisme à l'ancienne, la promesse de ramener la mère Russie à sa gloire passée. (...) Un seul problème subsistait : la Russie avait perdu le rang de superpuissance. En dépit de son arsenal nucléaire qui n'était devancé que par le nôtre, le vaste réseau d'alliances et de bases, qui permettait aux États-Unis de faire planer leur puissance militaire aux quatre coins du globe faisait défaut à la Russie. (...) Rares sont les jeunes Africains, Asiatiques ou Sud-Américains qui ont pris la Russie comme source d'inspiration dans leur combat pour réformer leur société, ont senti leur imagination attisée par les films et la musique russes, ou ont rêvé d'y étudier ; encore moins d'y immigrer. »
Source : Barack Obama, A Promised Land, Crown, New York, 2020.

Amitié (presque) sans limite...

En marge des Jeux olympiques d'hiver de Pékin, MM. Xi Jinping et Vladimir Poutine ont rendu public, le 4 février 2022, un long texte commun.

« Certains acteurs, qui ne représentent qu'une minorité à l'échelle internationale, continuent de préconiser des approches unilatérales pour traiter les questions internationales et de recourir à la force ; ils s'immiscent dans les affaires intérieures d'autres États, portant atteinte à leurs droits et intérêts légitimes, et incitent aux contradictions, aux différences et à la confrontation, entravant ainsi le développement et le progrès de l'humanité. (...) [Les parties signataires] s'opposent à la formation de structures de blocs fermés et de camps opposés dans la région Asie-Pacifique et restent très vigilantes quant à l'impact négatif de la stratégie indo-pacifique des États-Unis sur la paix et la stabilité dans la région. (...) Elles réaffirment que les nouvelles relations interétatiques entre la Russie et la Chine sont supérieures aux alliances politiques et militaires de l'époque de la guerre froide. L'amitié entre les deux États n'a pas de limites, il n'y a pas de domaines de coopération "interdits", le renforcement de la coopération stratégique bilatérale n'est pas dirigé contre des pays tiers. »

Autoépuration

Dans un discours prononcé le 16 mars 2022, le président russe Vladimir Poutine appelle les oligarques à choisir leur camp.

« Ils [les Occidentaux] comptent sur l'existence de ce qu'on appelle une "cinquième colonne", les traîtres à la nation qui gagnent de l'argent ici et "vivent" là-bas. (...) Je ne juge pas ceux qui ont une villa à Miami ou sur la Riviera française, ceux qui ne peuvent pas se passer de foie gras, d'huîtres et de jouir de ce qu'on appelle la "liberté de genre". Le problème n'est pas là. Le problème, c'est que beaucoup de ces gens, dans leur essence, dans leur mentalité se trouvent là-bas. Pas ici, pas avec leur peuple, pas avec la Russie. D'après eux, ils appartiennent à une caste supérieure. (...) [Le peuple russe] recrachera [les traîtres] comme une mouche qui serait tombée accidentellement dans [sa] bouche. Cette autoépuration naturelle et nécessaire ne fera que renforcer notre pays, notre cohésion et notre capacité à répondre à tout défi. »

Raison d'être

En 2017, l'américain Oliver Stone a réalisé un documentaire basé sur des entretiens avec le président russe. M. Vladimir Poutine y évoque la question de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), puis de l'annexion de la Crimée en 2014 (Conversations avec Poutine, Albin Michel, 2017).

« Je me souviens d'une de mes dernières rencontres avec le président [William] Clinton. Je lui ai dit que je n'excluais pas la possibilité que la Russie rejoigne l'OTAN et Clinton m'avait répondu : "Pourquoi pas ?" Mais cette idée semblait avoir rendu la délégation américaine très nerveuse. Pourquoi ? Parce qu'ils avaient besoin d'un ennemi extérieur, et si la Russie rejoignait l'OTAN, alors il n'y avait plus d'ennemi extérieur, et l'OTAN perdait sa raison d'être. »

« Aujourd'hui, je n'entends que des voix proclamant que nos actions vis-à-vis de la Crimée n'étaient pas correctes, que les autorités centrales de l'Ukraine n'étaient pas d'accord. Mais laissez-moi vous rappeler que lorsqu'une décision a été prise sur l'indépendance du Kosovo la Cour internationale de justice des Nations unies a décidé que, sur les problèmes liés à l'indépendance et à l'autodétermination, aucun consentement des autorités centrales de tel ou tel pays n'était requis. En outre, [dans sa lettre] adressée au Conseil de sécurité des Nations unies à ce sujet, [le département d'État] déclarait soutenir de tout cœur la décision du Kosovo sur l'indépendance. D'autres pays européens ont parlé de la même manière. Donc, à cet égard, je ne comprends pas pourquoi les Kosovars auraient ces droits, alors que les Russes, les Ukrainiens, et les Tatars criméens qui habitent en Crimée, dans une situation similaire, ne les ont pas. Je pense que c'est absolument inacceptable. C'est ce qu'on appelle le "deux poids, deux mesures". »

« Russie historique »

Le 21 février 2022, soit trois jours avant l'invasion de l'Ukraine, le président Vladimir Poutine prononce un discours dans lequel il suggère que l'Ukraine appartient à ce qu'il nomme la « Russie historique ».

« Je tiens à souligner à nouveau que l'Ukraine n'est pas seulement un pays voisin pour nous. C'est une partie inaliénable de notre propre histoire, de notre culture et de notre espace spirituel. Ce sont nos camarades, ceux qui nous sont les plus chers – non seulement des collègues, des amis et des personnes qui ont servi ensemble, mais aussi des parents, des personnes liées par le sang, par des liens familiaux.

Depuis des temps immémoriaux, les personnes vivant dans le sud-ouest de ce qui a été historiquement la terre russe se sont appelées elles-mêmes Russes et chrétiens orthodoxes. (...) L'Ukraine moderne a été entièrement créée par la Russie ou, pour être plus précis, par la Russie bolchevique et communiste. Ce processus a commencé pratiquement tout de suite après la révolution de 1917, et Lénine et ses associés l'ont fait d'une manière extrêmement dure pour la Russie – en séparant, en coupant ce qui est historiquement une terre russe. Personne n'a demandé aux millions de gens qui vivaient là ce qu'ils pensaient. (...)

Même deux ans avant l'effondrement de l'URSS, son destin était en fait prédéterminé. C'est maintenant que les radicaux et les nationalistes, y compris et surtout ceux d'Ukraine, s'attribuent le mérite d'avoir gagné l'indépendance. Comme nous pouvons le constater, c'est absolument faux. La désintégration de notre pays uni a été provoquée par les erreurs historiques et stratégiques des dirigeants bolcheviques et de la direction du PCUS [Parti communiste de l'Union soviétique], des erreurs commises à différents moments dans la construction de l'État et dans les politiques économiques et ethniques. L'effondrement de la Russie historique connue sous le nom d'URSS est sur leur conscience. (...)

Dans le même temps, les autorités ukrainiennes ont commencé par construire leur État sur la négation de tout ce qui nous unissait, en essayant de déformer la mentalité et la mémoire historique de millions de personnes, de générations entières vivant en Ukraine. »

Occasion manquée

L'ancien conseiller diplomatique du président français Jacques Chirac, M. Maurice Gourdault-Montagne, raconte au micro d'Europe 1, le 24 mars 2022, comment les Américains ont sabordé une proposition de « neutralisation » de l'Ukraine faite par la France en 2006.

« Jacques Chirac m'a envoyé à Moscou (...) voir le conseiller diplomatique du président russe, qui s'appelait Sergueï Prikhodko. J'ai proposé une esquisse de plan (...) : une protection croisée de l'Ukraine par la Russie d'un côté, et l'OTAN de l'autre. Qui aurait été gérée par le Conseil OTAN-Russie qui avait été créé au début des années 2000. C'était une manière de neutraliser [l'Ukraine] tout en la protégeant, dans son intégrité territoriale et dans sa souveraineté. Le président Chirac avait considéré qu'il y avait dans l'Union européenne déjà six pays neutres : l'Autriche, la Finlande, l'Irlande, Malte, Chypre, la Suède. Donc la position de neutralité en Europe n'est pas une position aberrante, bien au contraire. Mon collègue russe m'avait (...) dit : "C'est intéressant pour nous, parce que ça nous règle la question de la Crimée". La flotte de Sébastopol restait où elle était, et la Crimée pouvait rester ukrainienne. "– En as-tu parlé aux Américains? – Pas encore, lui ai-je dit, je voulais d'abord vous sonder..." »

Je suis allé voir ensuite les Américains, Condoleezza Rice à Washington, secrétaire d'État à l'époque, (...) dont je connaissais, je dirais, la dureté mais aussi la lucidité. Elle m'a dit, contre toute attente... (...) : "Les Français, ça commence à bien faire : vous nous avez bloqué pendant un certain temps l'adhésion de la première vague de pays de l'Europe centrale à l'OTAN, vous n'allez pas bloquer la deuxième vague". C'est là que nous avons compris que l'intention américaine était d'intégrer à terme l'Ukraine dans l'OTAN. »

Même les médailles !

Pour le député Oleg Matveïtchev (Russie unie), la victoire militaire sur l'Ukraine est à portée de main. Sur le plateau de la célèbre émission de Vladimir Soloviev (« Un soir avec Soloviev »), il préconisait, le 14 mars 2022, les buts de guerre les plus ambitieux.

Oleg Matveïtchev (OM) – Je voudrais parler de ce qui sera sur la table après notre victoire, dont je ne doute pas. (...) Après la démilitarisation de l'Ukraine (...), il faudra faire monter les enchères. Le retrait des sanctions (...), la dissolution de l'OTAN [Organisation du traité de l'Atlantique nord], parce que la présence de l'OTAN dans certains pays nous dérange. L'extradition de tous les criminels de guerre comme Guerachenko [ex-adjoint du ministre de l'intérieur ukrainien], [le président ukrainien] Zelensky, [son prédécesseur] Porochenko. (...)

Vladimir Soloviev – Vous incluez dans votre liste l'Alaska et Fort Ross ?

OM – C'était mon prochain point. Ainsi que l'Antarctique. Nous l'avons découvert, donc il nous appartient. (...) Et aussi, la restitution de toutes les médailles qui ont été confisquées illégalement à nos sportifs pendant les Jeux olympiques. (...) Vous ne vouliez pas discuter avec nous d'une petite chose comme la neutralité de l'Ukraine, voilà ce que vous avez à la place.

Une suggestion erronée

Un an après le débarquement de la baie des Cochons de 1961 (une tentative d'invasion militaire de Cuba sous l'égide de Washington), le premier secrétaire du Parti communiste soviétique Nikita Khrouchtchev déploie trente-six missiles nucléaires sur l'île. La tension entre Washington et Moscou précipite le monde au bord du conflit thermonucléaire. Alors que le dirigeant cubain Fidel Castro vient de lui adresser un courrier lui enjoignant d'utiliser ses armes, Khrouchtchev lui répond, le 30 octobre 1962 :

Dans votre message télex, vous suggérez que nous aurions dû être les premiers à frapper d'une attaque nucléaire le pays de l'ennemi. Vous vous rendez naturellement compte des conséquences d'une telle décision. Il ne se serait pas agi d'une simple attaque, mais du prélude à une guerre thermonucléaire mondiale. Cher camarade Fidel, j'estime votre suggestion erronée, bien que je comprenne vos motivations. (...) Les États-Unis auraient sans aucun doute essuyé de lourdes pertes, mais l'Union soviétique et l'ensemble du bloc socialiste en auraient pâti eux aussi. (...) Par-dessus tout, Cuba aurait été la première à brûler sous les feux de la guerre. (...) Nous n'engageons pas le combat contre l'impérialisme dans l'optique de mourir, mais pour faire plein usage des possibilités qui s'offrent à nous, de sorte à gagner davantage dans cette lutte que nous y perdons, et à faire triompher le communisme. Cité par Volker Skierka, Fidel Castro. A Biography, Polity Press, Cambridge (Royaume-Uni), 2004.

L'Europe face aux dilemmes de la souveraineté

La « boussole stratégique » dont se sont dotés les Vingt-Sept le 21 mars dernier fixe des objectifs de sécurité et des moyens pour les atteindre. Mais, loin d'affirmer la « souveraineté européenne » chère à M. Emmanuel Macron, elle se veut complémentaire de l'Alliance atlantique sans contredire ses priorités.

Image spectaculaire : le vendredi 10 mars 2022, dans la galerie des Batailles du château de Versailles, les présidents du Conseil européen (le Belge Charles Michel), de la République française (Emmanuel Macron), de la Commission européenne (l'Allemande Ursula von der Leyen) rendent compte à la presse des décisions prises par les vingt-sept chefs d'État et de gouvernement concernant la guerre en Ukraine. Aucune annonce renversante ce jour-là, mais une volonté de marquer les esprits en ringardisant les antagonismes historiques entre deux tableaux à la gloire des victoires militaires de la France. *« C'est un tournant pour nos sociétés, nos peuples et notre projet européen »,* affirme M. Macron, visiblement satisfait.

Rarement les Vingt-Sept ont-ils affiché une telle unité sur un sujet géopolitique majeur : en quelques jours, des trains de sanctions sévères ont été adoptés contre Moscou et – geste inédit – des livraisons d'armes à un pays en guerre, l'Ukraine, décidées. La toute nouvelle facilité européenne pour la paix (FEP), créée en 2021, fait ici une entrée fracassante dans l'histoire de l'unification continentale : grâce à elle, l'Union peut désormais livrer des engins militaires sur un théâtre d'opérations. Auparavant, son action internationale devait demeurer dans le cadre strict de l'aide au développement et des missions de paix.

Ce pas de géant renvoie aux oubliettes l'impuissance européenne face à la décomposition sanglante de la Yougoslavie au début des années 1990. C'est Washington qui avait mis un terme à une guerre civile dévastatrice *« à deux heures de Paris »* par les accords de Dayton (1995). Amère, la leçon avait favorisé l'essor de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), lancée par le traité de Maastricht en 1992, et son développement constant jusqu'au traité de Lisbonne (2007), qui la dote d'une branche opérationnelle : la politique de sécurité et de défense commune (PSDC). L'Union dispose dorénavant d'un corps diplomatique, d'une agence d'armement, de bataillons transnationaux, etc.

Ce tableau impressionnant laisse des questions en suspens. Tout d'abord, quel projet entend servir cette nouvelle armurerie ? Le président français fixe avec constance le cap d'une *« souveraineté européenne »* depuis son discours de la Sorbonne, le 26 septembre 2017. Il la définit très largement : sécurité et lutte contre le terrorisme, défense, contrôle des flux migratoires, développement durable, coopération numérique, agriculture, santé, énergie, etc. À Versailles, emporté par son élan, il a même évoqué l'alimentation et une mystérieuse *« souveraineté protéinique »*. Ses principaux partenaires préfèrent l'expression, moins engageante, d'*« autonomie stratégique »*.

Longtemps, dans le sillage du général de Gaulle, Paris s'est fait l'avocat d'une « Europe puissance », définissant des objectifs distincts de ceux des États-Unis. Les autres États, au premier rang desquels l'Allemagne, ne l'ont jamais entendu de cette oreille, en partie par méfiance vis-à-vis d'une France jugée envahissante et pour le confort que leur procure le parapluie américain. *« Une Union forte et plus capable dans le domaine de la sécurité et de la défense contribuera positivement à la sécurité globale et transatlantique, confirmeront avec force les Vingt-Sept à la fin du sommet de Versailles, et est complémentaire de l'OTAN [Organisation du traité de l'Atlantique nord], qui reste le fondement de la défense collective de ses États membres. »* Est-ce l'enterrement en grande pompe de l'« Europe européenne » chère au général de Gaulle ?

Dans les milieux diplomatiques français, on explique qu'il ne faut pas accorder aux mots plus d'importance qu'ils n'en ont : souveraineté et autonomie seraient équivalentes. Pourtant, la première correspond à l'émergence de l'État-nation au XVIIIe siècle. M. Macron n'ignore pas la portée d'un vocable qui résonne avec les grandes heures de l'histoire de France. L'utilisation appuyée qu'il en fait peut traduire une ambition fédéraliste. Le programme du nouveau gouvernement allemand et sa décision d'élever le budget national de défense à 2 % du produit intérieur brut (PIB) ouvrent une voie inédite à un tel projet.

Mais en précisant le cadre de leur défense commune, leur « boussole stratégique », le 21 mars 2022, les Vingt-Sept n'évoquent aucune « souveraineté européenne » mais une « stratégie » face à des « menaces » (terrorisme, cyberattaques, armes de destruction massive, changement climatique, etc.). Ils rappellent que les *« États-Unis sont leur plus important et plus loyal partenaire stratégique, une puissance globale qui contribue à la paix, la sécurité, la stabilité et la démocratie sur notre continent »*. Ils se dotent de nouveaux outils militaires et diplomatiques sans s'émanciper des tropismes géopolitiques de Washington.

Comment concilier « autonomie stratégique » et promotion du libre-échange ?

Il leur faudrait, pour s'embarquer durablement et solidairement sur les flots agités de la nouvelle géopolitique mondiale, concevoir une vision commune et réaliste du monde, solidifiée par la définition d'« intérêts

communs». à cet égard, l'invocation insistante de la « démocratie » et de la défense des « valeurs européennes », pour justifier le soutien apporté à l'Ukraine, laisse songeur quand on connaît la corruption et la prédation qui gangrènent Kiev. Comme si l'appui à la lutte légitime d'un peuple injustement agressé ne suffisait pas. Ce discours déconnecté des réalités, comme la « rivalité systémique » revendiquée face à la Russie et la Chine, confirme que l'Union se pense aussi comme une puissance « morale » défendant un système de valeurs.

Cette posture « justicière » cadre-t-elle avec les nécessités, souvent plus prosaïques voire cyniques, de toute politique étrangère ? Si le tranchant des sanctions infligées à Moscou traduit la gravité des crimes commis, il coïncide opportunément avec la vision américaine du monde impliquant l'endiguement de la Russie, quand les Européens pourraient au contraire – géographie oblige – avoir intérêt à trouver des arrangements avec un puissant voisin impossible à effacer du continent. La passe d'armes feutrée entre Paris, hostile à une adhésion accélérée de l'Ukraine à l'Union, et la Commission européenne, militante d'un tel geste mais aussi d'une ouverture rapide de la porte à la Géorgie et à la Moldavie, rappelle que les limites géographiques de l'Europe ne sont même pas fixées. La candidature de Tbilissi – comme celle d'Ankara, toujours en suspens – souligne par ailleurs l'indétermination des frontières qui séparent l'Union de l'Asie. De quels territoires et de quelles populations – pour ne pas utiliser le mot « peuples » – s'agit-il donc d'exprimer la « souveraineté » ? Quelle vision du monde s'agit-il de défendre ? « *L'Ukraine appartient à la famille européenne* », ont martelé en chœur Mme Von der Leyen et MM. Macron et Michel en clôture du sommet de Versailles, parce qu'elle « *se bat pour la démocratie et les valeurs qui nous sont chères* ». Un critère somme toute assez vague et qui n'exprime aucune réflexion géopolitique.

Plusieurs points restent aveugles. Comment concilier l'« autonomie stratégique » et la promotion du libre-échange ? Cette dernière a conduit, par exemple, à démanteler la préférence communautaire qui protégeait l'agriculture européenne d'une concurrence dévastatrice. Pour faire face aux conséquences agricoles de la guerre en Ukraine, la Commission évoque désormais des « mesures de crise ». Sa réflexion stratégique globale inclut des accords commerciaux notamment avec l'Asie et l'Afrique (1).

Jusqu'où ira la solidarité affichée face à Moscou et survivra-t-elle à la guerre ? Déjà, la Hongrie, qui a voté les sanctions sans pour une fois barguigner, se distingue en refusant – officiellement pour des questions de sécurité – que les armes transitent par son territoire. Dans le cadre du « partage nucléaire » avec les États-Unis, l'Allemagne est contrainte d'acquiescer des chasseurs-bombardiers américains F-35, seuls agréés par Washington pour cette mission, plutôt que des Rafale ou des Eurofighters, avouant au passage que l'« autonomie stratégique européenne » s'arrête aux portes de l'OTAN. Ce qui n'empêche pas Paris de pousser les feux : « *Nous ne distinguons pas l'indépendance de la France et l'indépendance de l'Europe* », affirme ainsi le premier ministre Jean Castex en déplacement dans le Jura, le 11 mars 2022.

Notons que, malgré la mise en scène soignée de la galerie des Batailles, la politique étrangère et de défense commune demeure dans les mains des gouvernements souverains : décidée à l'unanimité des Vingt-Sept, elle n'accorde à la Commission, au Parlement européen et à la Cour de justice de Luxembourg qu'un rôle marginal. Le budget de la FEP est établi et géré de manière intergouvernementale, hors des procédures fédéralisées dominantes dans le marché commun ou la zone euro. Les maîtres-mots « coopérer » et « partenariat » illustrent cette approche plus participative que coercitive qui permet toujours à un État de se tenir à l'écart ou de bloquer une décision. Il ne s'agit pas de ressusciter la Communauté européenne de défense (CED), mort-née en 1954, avec son armée européenne sous l'autorité d'un Commissariat à la défense (dont l'engagement aurait nécessité l'accord de l'OTAN). Inédit, l'envoi d'armes létales en Ukraine entrebâille toutefois la porte d'une fédéralisation à plus ou moins long terme dans la mesure où il est désormais question de vie et de mort, enjeux éminemment sensibles et, de ce fait, traditionnellement régaliens.

Quelle est la légitimité de cette européanisation ? Le président Macron brandit le trident « souveraineté-unité-démocratie (2) » pour faire accepter aux Vingt-Sept ce qui n'est pas une « *fantaisie française* » mais un « *impératif* », à savoir la « souveraineté européenne ». Or, aucun mandat ne lui a été, à ce stade, confié par les électeurs pour enclencher une telle entreprise. Le troisième terme relève donc du simple slogan. Les observateurs se divisent ici en deux camps : d'une part, ceux pour qui la légitimité (celle conférée par les électeurs ou leurs représentants) n'est pas un préalable à de nouveaux transferts de souveraineté, mais le couronnement d'un processus et, d'autre part, ceux qui estiment qu'elle est, au contraire, une condition sine qua non, sauf à accepter des faits accomplis (3). Avec sa force de frappe nucléaire, le troisième réseau diplomatique mondial, un siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies, la France – première puissance militaire de l'Union – est sans doute l'un des pays qui met le plus en jeu dans cette aspiration des compétences vers Bruxelles. Les transferts de souveraineté (4) créent-ils automatiquement un projet politique commun, qui les justifierait, en attendant qu'on veuille bien demander leur avis aux peuples ?

- (1) «Stratégie “Global Gateway”», site de la Commission européenne.
 (2) Discours d'Athènes, site de l'Élysée, 11 septembre 2017.
 (3) Cf. le débat entre l'économiste François Meunier et le politiste Nicolas Leron, du Centre d'études européennes de Sciences Po, consultable sur le site de Telos, www.telos-eu.com
 (4) Cf. Philippe Grasset, «L'Europe de la défense et la confusion de la souveraineté», 18 octobre 2005.

La casserole russe

Quand on pose une casserole d'eau froide sur le feu, dans un premier temps rien ne se passe. Ou plutôt, rien ne semble se passer. Les molécules montent en température sans manifester de réaction, jusqu'à atteindre 99 degrés Celsius. Et puis, soudain, tout bascule, des bulles apparaissent : un changement de degré a conduit à un changement d'état. Le monde vient de connaître un moment similaire.

Depuis le 24 février et l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les relations internationales ont muté : elles viennent d'entrer dans une « nouvelle ère », selon le chancelier allemand Olaf Scholz (27 février), de connaître un « changement d'époque », d'après le président français Emmanuel Macron (2 mars). Il y a quelques mois encore, convoquer le souvenir de la crise des missiles soviétiques installés à Cuba (*lire « La menace d'une guerre nucléaire en Europe »*) permettait d'illustrer la dissipation de la menace nucléaire militaire au XX^e siècle ; voici que la Russie, première puissance mondiale dans ce domaine, annonce mettre ses sous-marins lanceurs d'engins en alerte.

Si le monde a basculé, expliquent certains, c'est que le président de la Fédération de Russie, M. Vladimir Poutine, vient de le faire chavirer dans la folie : ses motivations militaires ne seraient plus à rechercher dans les manuels de géopolitique, mais dans les précis de psychanalyse. « On peine à se dire qu'il n'a pas perdu le sens de la raison », diagnostique le *Financial Times* (4 mars) cependant que le *Washington Post* interroge : « Poutine est-il instable ? » (6 mars), une grille d'analyse identique à celle de l'opposant russe Alexeï Navalny, qui qualifie M. Poutine de « fou à lier » (Reuters, 2 mars). L'avantage des aliénés, c'est qu'ils ne sont pas guidés par des revendications, mais par des bouffées délirantes. Entendre ce qu'ils ont à dire expose au risque de sombrer soi-même dans la déraison.

L'invasion de l'Ukraine est contraire au droit international et rien ne justifie les crimes de guerre qui y sont commis. Aucun argument ne saurait légitimer la transformation de Kiev en monnaie d'échange entre grandes puissances ou l'engrenage militaire dans lequel Moscou vient de plonger le monde. Mais imagine-t-on sortir du conflit en n'en recherchant pas les racines ? En se convainquant qu'il résulte « simplement » d'un basculement soudain dans l'univers de la démence ? Avec les conflits géopolitiques comme avec les casseroles d'eau qui bout, chercher à comprendre le basculement d'un état à l'autre implique au contraire de détourner son regard des bulles qui se forment et de poser la question : d'où viennent les flammes ? Or, depuis longtemps, de nombreuses voix alertaient sur le feu qui couvait.

« Je pense que c'est le début d'une nouvelle guerre froide », estime George F. Kennan, le père de la doctrine de l'« endiguement » face à l'URSS, dans un entretien de 1998 où on l'interroge sur l'élargissement de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) à l'est (1). « Cela témoigne d'une telle ignorance quant à l'histoire russe et soviétique. Évidemment, cela va produire une réaction hostile de la part de la Russie et [les thuriféraires de l'expansion de l'OTAN] en profiteront pour dire : “Nous vous avons bien dit que les Russes étaient comme ça.” »

En 2008, l'actuel directeur de la Central Intelligence Agency (CIA), M. William J. Burns, écrit à la secrétaire d'État Condoleezza Rice (dont il est alors le sous-secrétaire d'État) : « L'entrée de l'Ukraine au sein de l'OTAN constitue la plus vive des “lignes rouges” [pour la Russie]. (...) Je n'ai pas rencontré une seule personne qui lise ce projet comme autre chose qu'un défi direct lancé aux intérêts russes (2). »

Dans un article du 15 février 2022, l'ambassadeur des États-Unis en URSS de 1987 à 1991, M. Jack F. Matlock, rappelle sa position lors des discussions au Sénat américain en vue de cette extension de l'OTAN. « La recommandation de l'administration américaine d'accueillir de nouveaux membres au sein de l'OTAN est erronée. Si elle était approuvée par le Sénat, il se pourrait qu'on s'en souvienne comme de la plus grande erreur stratégique depuis la fin de la guerre froide. Loin d'améliorer la sécurité des États-Unis, de ses alliés et des nations qui souhaitent rejoindre l'Alliance, elle pourrait provoquer une réaction en chaîne conduisant aux pires menaces pour notre sécurité depuis l'effondrement de l'Union soviétique », exposait-il alors. Avant d'ajouter aujourd'hui : « Essayer d'arracher l'Ukraine à l'influence russe – l'objectif affiché par les partisans des “révolutions colorées” – était une démarche stupide et dangereuse (3). »

On pourrait poursuivre la liste des déclarations, de l'ancien candidat républicain à la présidence américaine Patrick Buchanan – « *en amenant l'OTAN aux portes de la Russie, nous avons jeté les bases d'une confrontation au XXI^e siècle (4)* » – au linguiste Noam Chomsky – « *l'idée que l'Ukraine rejoigne une alliance militaire occidentale serait parfaitement inacceptable aux yeux de n'importe quel dirigeant russe (5)* ».

Toutes soulignent l'« erreur » occidentale. Alors, pourquoi une telle maladresse ? L'ancien ambassadeur britannique en Russie (2000-2004) sir Roderic Lyne avance une explication : « *Si vous voulez déclencher une guerre avec la Russie, c'est le meilleur moyen d'y parvenir (6)* ».

L'existence d'un impérialisme occidental n'invalide pas celle d'un impérialisme russe. Mais le monde perd deux fois lorsque la manifestation du premier encourage le second à se déployer. L'Occident semble avoir préféré contempler l'eau frémir, plutôt qu'empêcher le « *changement d'époque* » qu'il précipitait.

Renaud LAMBERT

(1) Thomas L. Friedman, « Foreign affairs, now a word from X », *The New York Times*, 2 mai 1998.

(2) William J. Burns, *The Back Channel. A Memoir of American Diplomacy and the Case for its Renewal*, Random House, New York, 2019.

(3) Jack F. Matlock, Jr., « I was there : NATO and the origins of the Ukraine crisis », Responsible Statecraft, 15 février 2022.

(4) Patrick Buchanan, *A Republic, Not an Empire. Reclaiming America's Destiny*, Regnery Publishing, Washington, DC, 1999.

(5) « Chomsky : any Russian leader would have to react to Ukraine joining Nato », entretien avec Noam Chomsky de 2015, disponible sur YouTube.

(6) Entretien accordé à Nikita Gryazin pour l'University Consortium, 17 décembre 2020.

La neutralité, une arme pour la paix

Les dirigeants ukrainiens pourraient renoncer à rejoindre l'Alliance atlantique afin d'obtenir le retrait des troupes russes. Désormais au cœur des négociations, le statut de pays neutre peut apparaître précaire, mais présente aussi plusieurs avantages.

« À moins que le monde ne roule vers la catastrophe, seul un règlement politique pourrait rétablir la paix. (...) L'accord aurait pour objet d'établir et de garantir la neutralité des peuples de l'Indochine, et leur droit de disposer d'eux-mêmes tels qu'ils sont effectivement, et chacun étant responsable entièrement de ses propres affaires. » Dans son discours de Phnom Penh contre l'intervention américaine au Vietnam (1^{er} septembre 1966), le général de Gaulle avait esquissé une solution qui aurait sans doute évité neuf années supplémentaires de combats.

Après la guerre du Dniestr, opposant l'État central aux forces de Transnistrie soutenues par l'armée russe durant le printemps 1992, la Moldavie opta pour cette solution. L'ancienne république soviétique décida d'inscrire la « *neutralité permanente* » dans sa Constitution, adoptée en juillet 1994. Elle s'y tient en dépit des alternances politiques, alors que les changements de majorité ont conduit l'Ukraine voisine à tergiverser sur la question de ses alliances depuis la fin de l'URSS.

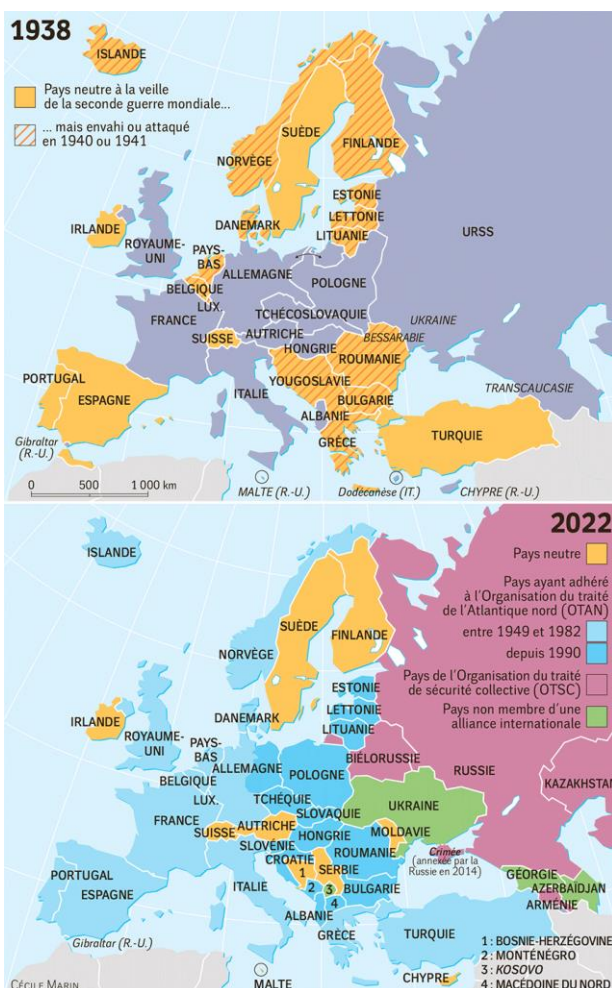
Le 5 mai 1992, devant faire face à une première déclaration d'indépendance de la Crimée – qui se conclut alors par un compromis institutionnel –, Kiev refuse d'adhérer au traité de sécurité collective signé dix jours plus tard à Tachkent entre la Russie, le Kazakhstan, l'Arménie, le Tadjikistan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan. En 1997, Géorgie, Ukraine, Azerbaïdjan et Moldavie fondent l'Organisation pour la démocratie et le développement (ou GUAM, reprenant l'initiale de chaque pays) avec l'ambition de se rapprocher de l'Union européenne. Après la « révolution des roses » de novembre 2003 en Géorgie et la « révolution orange » de novembre 2004 contre l'élection de M. Viktor Ianoukovitch en Ukraine, ces deux pays demandent leur rattachement à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Mais la France et l'Allemagne s'opposent à la fixation d'un calendrier pour cette adhésion.

De retour au pouvoir en février 2010, M. Ianoukovitch fait adopter une loi sur la neutralité, interdisant au contraire toute participation de son pays à une alliance militaire. Après son renversement en 2014, le Parlement élu annule la loi sur la neutralité, puis adopte en juin 2017 un autre texte faisant de l'adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN un « *cap stratégique* » de la politique étrangère et de sécurité. Cet objectif figure dans la Constitution amendée en 2019. C'est l'un des éléments-clés ayant nourri l'agitation obsidionale de Moscou, alors que la neutralité aurait probablement évité l'escalade et cette invasion contraire à tous les engagements internationaux de la Russie. Y revenir nécessiterait de trouver une majorité qualifiée au Parlement, ce qui ne sera guère plus facile que le choix d'une forte décentralisation incluant un statut spécial pour les régions du Donbass.

Au cours de l'histoire, la neutralité fut souvent associée à la situation d'États tampons, qui représentaient autant de « champs de bataille » entre puissances européennes. Après les guerres napoléoniennes, le traité de Paris du 20 novembre 1815 apportait aussi une « reconnaissance formelle et authentique de la neutralité perpétuelle de la Suisse », lui ouvrant deux siècles de non-belligérance. Lors de son accession à l'indépendance, la Belgique s'est ainsi vu imposer par les traités de Londres de 1831 et 1839 « un État indépendant et perpétuellement neutre ». En introduisant cette clause, les cours d'Autriche, de France, de Grande-Bretagne, de Prusse et de Russie permirent au royaume de connaître huit décennies de paix, lui épargnant notamment d'être partie prenante de la guerre franco-allemande de 1870.

Jusqu'au XXe siècle, le droit de la neutralité relevait de la coutume. Il a trouvé un cadre juridique protecteur pour les petits pays dans les conventions de La Haye du 18 octobre 1907. Un État neutre s'engage à ne pas participer militairement à un conflit avec d'autres États, en contrepartie du respect de son intégrité territoriale. Il s'engage à ne pas soutenir les belligérants par des moyens humains, matériels, ou en mettant à disposition son territoire – y compris son espace aérien. Cela l'oblige ainsi à se doter des capacités de se défendre militairement contre toute attaque. Cet instrument de politique étrangère peut être temporaire – à l'occasion d'un conflit particulier – ou permanent.

La neutralité se distingue du non-alignement, qui résultait à l'origine de la volonté de nombreux États du Sud d'échapper durant la guerre froide à la logique et à l'influence des deux blocs : américain et soviétique. Issu de la déclaration commune de Gamal Abdel Nasser, Josip Broz, dit Tito, et Jawaharlal Nehru en 1956, le mouvement des non-alignés (MNA) existe toujours, mais il n'engage guère ses adhérents et compte très peu de pays neutres. Seul pays européen actuellement membre, la Biélorussie fait aussi paradoxalement partie de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC). Cette structure de défense commune reste sous la coupe de la Russie, dont les troupes ont utilisé le sol biélorusse pour rouler vers Kiev... Malte et Chypre ont quitté le MNA en entrant dans l'Union européenne, mais sont restés neutres. L'Ukraine, la Bosnie-Herzégovine et la Serbie en demeurent observatrices. Ce dernier pays a opté pour la neutralité en 2007, après le conflit du Kosovo.



Le principal défi pour les pays neutres consiste à obtenir les garanties du respect de leur statut, souvent bafoué par le passé. En 1798, les troupes françaises du Directoire envahirent la Suisse sans tenir compte de sa tradition déjà séculaire. Le 2 août 1914, l'Allemagne adressa un ultimatum à la Belgique exigeant un droit de passage. Deux jours après, les troupes de Guillaume II déferlaient sur le plat pays, violant également la neutralité du Luxembourg. Garante du traité de 1831, la Grande-Bretagne entra en guerre pour soutenir Bruxelles. Durant la seconde guerre mondiale, l'Allemagne nazie ne se gêna point pour envahir plusieurs pays neutres : Norvège, Pays-Bas, Belgique, Danemark, ainsi que la Yougoslavie et la Grèce avec son allié italien. L'Union soviétique fit de même dans les pays baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie), en Bessarabie roumaine, et tenta de prendre la Finlande. Le Royaume-Uni envahit l'Islande. Bulgarie et Turquie renoncèrent d'elles-mêmes à leur neutralité temporaire. En 1969 encore, les États-Unis bombardèrent le Laos et le Cambodge, entraînant ces deux États neutres dans le conflit vietnamien avec les dégâts que l'on connaît.

Toutefois, plusieurs pays ont su préserver leur neutralité dans des périodes extrêmement difficiles – non sans quelques accommodements avec leurs principes démocratiques. Ce fut notamment le cas de la Suède et de la Suisse durant les deux guerres mondiales. Outre un moindre intérêt stratégique – comme pour l'Irlande sortie meurtrie de sa guerre civile –, ces deux pays ont su se donner les moyens militaires de défendre leur territoire. L'armée de milice de la Confédération helvétique représente une dissuasion non négligeable. La Suède a rétabli la conscription en 2017, après l'avoir supprimée en 2010, et entretient à grands frais une production d'armes. États tampons durant la guerre froide, la Finlande et l'Autriche ont obtenu, dans les années 1950, des garanties venant des deux blocs pour le respect de leur neutralité, armée elle aussi.

Approche réaliste pour un petit pays en matière de politique étrangère, la neutralité confère à certains de ces États un rôle diplomatique sans commune mesure avec leur poids dans la démographie ou l'économie mondiale. Essentiels à l'équilibre des forces et à la coexistence pacifique en éloignant les menaces, ils ont apporté à de nombreuses reprises la possibilité d'un dialogue, et pas seulement entre les Deux grands. Ce fut notamment le cas avec la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), qui eut lieu de juillet 1973 à août 1975 à Helsinki et Genève. Point d'orgue de la détente, l'Acte final d'Helsinki jeta les bases d'une paix durable en Europe dans le respect de la souveraineté et des droits des peuples, de l'intégrité territoriale des États, mais aussi des droits de la personne et des libertés fondamentales. Autant de proclamations pas toujours suivies d'effets, mais qui pourraient dessiner aujourd'hui le cadre d'une sortie de crise.

À la suite de l'effondrement de l'Union soviétique en décembre 1991, la CSCE permit notamment d'obtenir de la Biélorussie, du Kazakhstan et de l'Ukraine l'abandon des armes nucléaires implantées sur leur sol et leur transfert vers la Russie. En échange de l'adhésion de ces trois pays au traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP), le mémorandum signé à Budapest le 5 décembre 1994 engageait la Russie, le Royaume-Uni et les États-Unis à respecter l'indépendance, la souveraineté et les frontières de l'Ukraine. On comprend pourquoi Kiev demande aujourd'hui des garanties de sécurité beaucoup plus robustes... Une neutralité durable apparaît difficilement compatible avec la démilitarisation également réclamée par la Russie.

Choisi depuis la fin de la guerre froide par le Turkménistan, la Mongolie, la Moldavie ou la Serbie, le statut de pays neutre demeure méconnu, voire méprisé. Strictement militaire, il s'accompagne pourtant d'une grande latitude en matière politique. Il n'a pas empêché par exemple la Suède, l'Autriche et la Finlande de devenir membres de l'Union européenne en 1995. Il n'interdit pas les partenariats pour des exercices conjoints, avec l'OTAN pour la Suède et la Finlande, l'OTAN et l'OTSC pour la Serbie. Il n'interdit pas non plus de s'associer à des missions de maintien de la paix, voire à des mesures militaires coercitives, à condition que celles-ci émanent de la seule instance légitime en droit international : le Conseil de sécurité des Nations unies.

Depuis l'écrasement du « printemps de Prague », en 1968, jamais la crainte d'un expansionnisme russe n'aura marqué autant les Européens. L'invasion de l'Ukraine a déclenché une réaction réflexe en faveur de l'OTAN, pourtant impuissante. Les enquêtes d'opinion ont enregistré une poussée de fièvre chez les Suédois et les Finlandais, traditionnellement opposés à une adhésion au pacte atlantique, et devenant brusquement favorables à celle-ci. Le président conservateur de la Finlande, M. Sauli Niinistö, a toutefois appelé ses concitoyens à garder la « tête froide ». Première ministre de Suède, la sociale-démocrate Magdalena Andersson a également tempéré les ardeurs des va-t-en-guerre de l'opposition : « Si la Suède demandait son adhésion à l'OTAN dans la situation actuelle, cela déstabiliserait davantage encore cette région de l'Europe et accroîtrait les tensions. » Ces deux pays coopèrent toutefois militairement de plus en plus étroitement avec les États-Unis.

On ne peut exclure que cette coopération comporte un volet secret d'assistance en cas de péril imminent ressemblant à celui liant la France et la Suisse en 1940, qui fut révélé par hasard aux Allemands.

Peu avant l'invasion de l'Ukraine, une ancienne présidente de la Confédération helvétique et du Conseil de l'Europe, Mme Micheline Calmy-Rey, avait fait une proposition audacieuse en ces temps belliqueux : pour être à la hauteur des valeurs qu'elle proclame et gagner une autonomie stratégique, l'Union européenne devrait devenir une puissance « neutre et non alignée », « indépendante et non agressive entre les blocs » (1). Une neutralité active serait aux yeux de Mme Calmy-Rey l'instrument idéal pour la difficile convergence des intérêts de l'ensemble des États membres, comme ce fut le cas pour les cantons suisses : « Devenir une puissance politique et militaire lui permettrait de ne pas se soumettre à un bloc ou à un autre, explique-t-elle, de mieux résister aux pressions, de ne pas subir, de ne pas sombrer dans les communiqués lénifiants aux seuls effets de mots, à ne pas se cantonner dans une posture de passivité et d'immobilisme. » Cela permettrait de satisfaire plus facilement la volonté de l'Ukraine d'entrer dans l'Union, voire une candidature de la Suisse...

Philippe DESCAMPS

(1) Micheline Calmy-Rey, *Pour une neutralité active. De la Suisse à l'Europe*, Savoir suisse, Lausanne, 2021.

Chamboule-tout sur le marché des hydrocarbures

Se passer de gaz et de pétrole russes est un objectif plus aisé à atteindre pour les États-Unis que pour l'Europe. Peu désireux de s'aliéner Moscou, nombre de pays exportateurs rechignent à se substituer à la Russie.

Cibler la « principale artère de l'économie russe » en interdisant les importations de pétrole, de gaz naturel et d'autres produits énergétiques en provenance de Russie : telle est la stratégie adoptée, le 6 mars, par les États-Unis pour punir Moscou après l'invasion militaire de l'Ukraine (1). « Nous ne participerons pas au financement de la guerre de [Vladimir] Poutine », a déclaré le président Joseph Biden avant de préciser que les importateurs américains avaient quarante-cinq jours pour résilier leurs contrats d'achat. Les Européens, l'Allemagne en tête, n'ont pas totalement suivi cette voie même s'ils ont annoncé vouloir se défaire de leur dépendance à l'égard des livraisons russes. « Nous ne pouvons pas dépendre d'un fournisseur qui nous menace explicitement », a déclaré Mme Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne (8 mars) (2). Dans les deux cas, l'intention est la même : l'embargo sur le pétrole et le gaz naturel russes sera, à terme, considérable et appelé à durer, même si Berlin espère qu'un rapide retour à la paix en Ukraine permettra de revenir à la situation qui prévalait avant l'invasion. C'est donc une grande réorganisation du commerce mondial des hydrocarbures qui se profile, avec la nécessité, pour les Occidentaux, de trouver de nouveaux fournisseurs et, pour Moscou, de nouveaux clients.

Le défi est particulièrement compliqué pour l'Europe, dont 62 % des importations en provenance de Russie concernent l'énergie. En moyenne, le Vieux Continent achète à Moscou 20 % de ses besoins en pétrole, 40 % en gaz naturel et 50 % en charbon. Principale puissance économique de la région, l'Allemagne est encore plus dépendante puisque 55 % du gaz naturel qu'elle consomme est russe (42 % pour le pétrole et 45 % pour le charbon). Berlin a décidé de couper ses approvisionnements en pétrole et en charbon importés de Russie d'ici à la fin de l'année, mais ne pourra pas en faire de même, à court terme, avec le gaz naturel, sauf à adopter des mesures drastiques (coupures de chauffage, baisse de l'éclairage public, limitation des activités économiques, etc.) susceptibles de provoquer une importante crise énergéico-économique. La France est quant à elle moins exposée puisque le brut qu'elle achète à la Russie compte pour 8,7 % de ses importations de pétrole (17 % pour le gaz naturel).

Cette volonté européenne de se détourner de Moscou se heurte néanmoins à un panorama pétrolier et gazier figé qui aura du mal à changer aussi rapidement que l'exige la mise en place d'un embargo plus ou moins immédiat. Par exemple, la Norvège, qui livre actuellement 20 % de la consommation gazière européenne, fait figure de recours idéal, notamment sur le plan politique. Mais le royaume peinera à répondre à une demande supplémentaire. « Le gouvernement est en contact avec les entreprises chargées de la production et des exportations via les gazoducs, et elles livrent du gaz au maximum de leurs capacités », avertit à ce sujet le premier ministre norvégien Jonas Gahr Støre (8 mars) (3). Selon les estimations des spécialistes, il faudrait, au mieux, un délai de neuf mois pour que la production norvégienne puisse augmenter de manière importante. La situation est identique aux Pays-Bas, l'autre producteur en mer du Nord.

D'autres fournisseurs de l'Europe sont, eux aussi, dans l'incapacité d'augmenter durablement leur production d'hydrocarbures et sont donc dans une position de vendeurs d'appoint plutôt que de substitués sur le long terme à la Russie. C'est le cas de l'Algérie, qui peine déjà à produire la totalité de son quota au sein de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), et dont la production gazière est au taquet. Certes,

Alger, troisième fournisseur de gaz de l'Union européenne (7,6 % de ses importations), dispose d'une capacité supplémentaire de 10 à 15 milliards de mètres cubes par an. Mais deux facteurs limitent le recours à cette réserve.

Énergie, armement, matières premières : un enchevêtrement de dépendances mutuelles

D'abord, la consommation énergétique intérieure augmente à un rythme annuel de 5 % depuis une décennie, et une part croissante du gaz naturel produit sert à alimenter le marché algérien. Ensuite, dans un contexte de tension avec le voisin marocain, les autorités algériennes n'entendent pas s'aliéner la Russie, qui est leur principal fournisseur d'armement. Cette prévention d'ordre géopolitique vaut aussi pour l'Égypte, puissance gazière en développement (elle figure au seizième rang mondial avec 2 000 milliards de mètres cubes de réserves), mais qui dépend à 90 % de la Russie et de l'Ukraine pour ses importations de céréales.

Contrairement à l'Algérie, qui s'est abstenue, Le Caire a voté en faveur de la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies condamnant l'intervention militaire russe en Ukraine (2 mars). Mais la sécurité alimentaire de ce pays, premier importateur mondial de blé, l'oblige à la prudence à l'égard de Moscou. Quant à la Libye, pays coupé en deux avec une faction soutenue militairement par la Russie, ses champs pétrolifères sont régulièrement à l'arrêt en raison de combats ou de grèves, et l'absence de toute solution politique à la guerre civile empêche une normalisation du secteur. Enfin, la situation géographique éloignée d'autres producteurs comme le Nigeria ou l'Angola, doublée d'une vétusté plus ou moins importante de leurs installations, les empêche de figurer au rang de remplaçants fiables de la Russie.

« Substituer les approvisionnements en hydrocarbures russes n'est pas chose impossible, nous confie un négociant en matières premières installé à Genève, ville où sont traitées 80 % des transactions sur le pétrole et le gaz russes. Mais cela exige une démarche coordonnée entre Européens voire une centralisation des besoins. Or cela va à l'encontre de toute la politique de libéralisation du secteur imposée par Bruxelles depuis au moins trois décennies. » En attendant, la Commission européenne veut obliger ses membres à faire en sorte que leurs réserves stratégiques soient alimentées à 90 % de leurs capacités au 1er octobre de chaque année.

La marge de manœuvre est plus large pour les États-Unis. Dans le détail, les exportations russes ne comptent que pour 8 % des importations énergétiques américaines. En termes de diversification des approvisionnements, Washington peut compter sur le Canada, son principal partenaire énergétique, pour compenser l'arrêt de ses achats à la Russie. De nombreux champs en Alberta et dans le Saskatchewan tournaient au ralenti au cours de ces dernières années, et la hausse des cours du brut les rend plus rentables à exploiter. Pour autant, l'administration Biden n'envisage pas – pour l'instant – de revenir sur sa décision d'interdire la mise en service de l'oléoduc Keystone XL, qui devait relier l'Ouest canadien aux raffineries du golfe du Mexique. Les États-Unis peuvent aussi mobiliser une multitude de petits producteurs privés, notamment au Texas, qui ne reviennent sur le marché que quand les cours sont attractifs comme c'est le cas actuellement, avec un prix du baril qui flirte avec son record de juillet 2008 (140 dollars à l'époque).

Surtout, Washington a aussi repris langue avec le Venezuela. Ces retrouvailles, après plusieurs années de mise au ban du régime de M. Nicolás Maduro, s'inscrivent dans la perspective d'une levée partielle des sanctions et de la reprise des livraisons de brut vénézuélien interrompues depuis 2019, alors qu'elles atteignaient un million de barils par jour au début de la décennie 2010. Toutefois, il faudra plusieurs mois, et des investissements importants, avant que les installations vétustes de Caracas ne soient remises en état (*lire l'article pages 4 et 5*).

La crise ukrainienne et la réaction de Washington mettent en relief trois priorités de la politique énergétique et industrielle américaine. La première consiste à assurer au pays une sécurité en matière d'approvisionnement de façon pérenne, d'où le rapprochement, pour ce qui est du pétrole, avec le Venezuela et des producteurs d'Afrique de l'Ouest. La deuxième est d'empêcher une pénurie ou une raréfaction d'hydrocarbures sur les marchés mondiaux pour éviter un emballement des cours du brut et des prix à la pompe.

Arroser l'Europe de gaz américain liquéfié : la guerre est une bonne affaire

Dans ce domaine, la tâche de Washington sera plus ardue. Les monarchies du Golfe – Arabie saoudite et Qatar en tête – rechignent à ouvrir les vannes et, surtout, à rompre leur coopération avec la Russie dans le cadre de l'OPEP+ (4). L'accord avec l'Iran sur le nucléaire en échange de la levée des sanctions pourrait permettre à Téhéran d'exporter plus de brut et de gaz naturel, mais la République islamique ne veut pas entrer en confrontation avec son partenaire russe avec qui elle intervient militairement en Syrie. De son côté, Moscou suspend son acceptation de l'accord à la garantie que ses relations commerciales avec l'Iran ne

seront pas affectées par les sanctions occidentales à son encontre. De quoi pousser les Occidentaux, jusque-là peu pressés de conclure mais soudainement attentifs au bien-être du peuple iranien, à dénoncer les risques d'un « effondrement de l'accord ».

Enfin, la troisième priorité de Washington est d'agir pour garantir aux producteurs américains de pétrole et de gaz des débouchés à l'international. Avec cette crise, une opportunité de taille se dessine pour ces derniers afin de remplacer le gaz russe sur le marché européen. À charge pour certains pays, comme l'Allemagne, d'investir pour accueillir des quantités importantes de gaz naturel liquéfié.

Quant aux exportations russes d'hydrocarbures, leur avenir passe par la Chine, qui en absorbe déjà 32,8%. En février, Pékin et Moscou ont signé un contrat de fourniture de 10 milliards de mètres cubes de gaz naturel et ont prolongé de dix ans un accord de livraison de 200 000 barils de pétrole brut par jour (5). Longtemps soucieux de diversifier ses clients, le Kremlin est poussé à augmenter ses ventes à son puissant voisin.

Akram BELKAÏD

(1) « Biden bans oil imports from Russia, calling it a “blow to Putin’s war machine” », *The New York Times*, 8 mars 2022.

(2) « Gaz russe : la (chère) bataille des Européens pour le gaz naturel liquéfié », *L'Express*, Paris, 10 mars 2022.

(3) « Norwegian prime minister : we are cranking out gas at maximum capacity », *EnergyWatch*, 9 mars 2022.

(4) Lire Sadek Boussena, « Pétrole, accord et désaccords », *Le Monde diplomatique*, juin 2020.

(5) « Russia signs oil and gas deals with China », *Energy Intelligence*, 4 février 2022.

Événement total, crash éditorial

« Journalistes, animateurs, chroniqueurs, reporters, que ce soit sur le terrain de la guerre ou à Paris, au cœur de l'actualité, tous unis et tous solidaires pour l'Ukraine. » Cette annonce de France Télévisions du 4 mars 2022 résume la médiatisation en France des deux premières semaines de la guerre conduite par la Russie en Ukraine. Il ne s'agit plus d'informer, mais de mobiliser. Face à un conflit international, les médias doivent souvent trancher une alternative : détourner les yeux, comme au Yémen, en Palestine, au Donbass, au Tigré, ou mettre en scène les armées occidentales volant au secours d'un peuple opprimé, comme au Kosovo ou en Irak. Cette fois, les acteurs diffèrent.

Et le spectacle a saisi la société tout entière. Du stade Vélodrome de Marseille à la porte de Brandebourg à Berlin, les monuments arborent les couleurs du drapeau ukrainien, tout comme l'application « TousAntiCovid » (le 25 février) et le survêtement des tennismen français qui affrontent l'Équateur à Pau (4 et 5 mars). Le service de VTC Bolt prévient : « Nous reversons 5% du montant de vos trajets en soutien à l'Ukraine » (2 mars); McDonald's cesse de vendre des hamburgers place Pouchkine à Moscou; le Comité international paralympique interdit aux handicapés russes de participer aux Jeux d'hiver de Pékin. À Berlin, le club techno Berghain offre la recette de sa première nuit de réouverture post-Covid « à des organisations qui s'occupent notamment des personnes queer en Ukraine » (*Berliner Zeitung*, 4 mars) et, à Milan, l'université de Bicocca supprime un cours sur Fiodor Dostoïevski afin d'« éviter toute forme de polémique » (*Le Figaro*, 9 mars); aux États-Unis, Facebook autorise à titre exceptionnel la publication par des usagers est-européens de menaces de mort contre les Russes (Reuters, 10 mars); enfin, le *Washington Post* (3 mars) révèle que « La Fédération internationale des chats bannit les félins russes de toutes les compétitions », jugeant impossible d'« être témoin de ces atrocités et de ne rien faire ».

Ce vibrionisme porte à son paroxysme une mécanique mise en mouvement il y a trente ans, lors de la première guerre du Golfe : celle de l'« événement total ». Elle procède comme une réaction en chaîne. La détonation initiale ? Une nouvelle de grande importance suscite une mobilisation telle qu'elle sort du strict domaine de l'information et gagne l'ensemble des moyens de communication instantanée, des chaînes d'information aux réseaux sociaux. Puis s'emballe lorsque les responsables d'institutions les plus diverses, persuadés à l'instar de la Fédération internationale des chats qu'ils ne peuvent demeurer sans rien faire, rivalisent de déclarations fracassantes.

Comme au moment des attentats de janvier et novembre 2015, comme lors du premier confinement sanitaire en mars-avril 2020, le traitement médiatique de l'invasion russe sort du cadre journalistique habituel. Si l'actualité ordinaire se compartimente en rubriques, l'événement total irradie tout l'espace rédactionnel. À l'image du quotidien *Le Monde*, dont chacune des « unes » du 26 février au 14 mars porte la mention « édition spéciale », radios et télévisions « bousculent leur grille ». Du bulletin météo qui célèbre les « belles couleurs jaune et bleu » (France Inter, 28 février) à la « soirée de solidarité “Unis pour l'Ukraine” » avec concert exceptionnel et collecte de dons (France Télévisions et Radio France, 8 mars) en passant par la veillée de

lectures ukrainiennes de France Culture (4 mars), chaque programme doit sonner comme un éditorial. La distinction entre audiovisuels public et privé, information et spectacle s'estompe : « *Les antennes du groupe Altice Media, dont RMC, s'associent au Secours populaire pour un appel aux dons pour aider les populations qui fuient l'Ukraine* », annonce, le 2 mars, le conglomérat contrôlé par M. Patrick Drahi.

Concrètement, basculer en « édition spéciale » signifie multiplier les « contenus » dans un temps restreint, et donc garnir les plateaux d'experts. « *Je ne veux pas être alarmiste et je n'ai pas d'information*, expose la journaliste de *L'Express* Marion Van Renterghem, *mais je trouve que tous les signes sont réunis pour une troisième guerre mondiale* » (« C dans l'air », France 5, 6 mars). Déjà malmenées par la pression du chronomètre et de l'audience, les procédures de sélection et de vérification se relâchent. Images et témoignages propres à susciter l'émotion (réfugiés, enfants en pleurs) forment le gros d'une production journalistique à laquelle les intervenants sont appelés à « réagir ».

Sur cette vague de sollicitude – moins dévorante en 1999 et en 2003, lorsque les avions occidentaux bombardaient les populations serbe et irakienne –, certains surfeurs cathodiques exécutent d'improbables figures. Le 1er mars, l'animateur de CNews Pascal Praud propose à ses invités « *une séquence émouvante au milieu des drames* » qui lui « *a mis les larmes aux yeux. Regardez, écoutez* » : une petite fille ukrainienne chantonne l'air des *Choristes* pendant cinquante et une secondes. Après un bref silence, Bernard-Henri Lévy intervient, la voix chargée d'émotion, mais le réflexe de l'autopromotion intact : « *Écoutez, ça me met les larmes aux yeux, c'est bouleversant. Et je vous invite, ainsi que ceux qui nous écoutent d'ailleurs, venez tout à l'heure, nous organisons un rassemblement de soutien à cette petite fille... et à ces civils ukrainiens, à Paris au Théâtre Antoine, à 5 heures.* » S'y coudoieront un ancien président de la République (M. François Hollande), deux candidates à ce poste (Mmes Valérie Pécresse et Anne Hidalgo), un ancien premier ministre (M. Bernard Cazeneuve), flanqués de journalistes, d'essayistes, d'artistes et, par écrans interposés, d'un ancien directeur de la Central Intelligence Agency (CIA), pour rejouer sur les planches d'un théâtre parisien la pièce du militarisme humanitaire.

Ce mélange des genres illustre un phénomène crucial : en conjoncture de crise, les frontières entre des secteurs sociaux autonomes deviennent soudain plus poreuses ou s'effritent. Politique, diplomatie, entreprises, institutions publiques obéissent habituellement chacune à leur logique, à leur rythme et à leur registre spécifiques. Le souffle d'un événement total tend à les synchroniser (1) sur la même pulsation fondamentale – celle de l'information en continu –, sur le même registre – celui de la réaction à l'emporte-pièce – et sur la même règle de fonctionnement – la surenchère. Or, certains domaines se sont précisément construits contre l'urgence, les gesticulations et les attentes immédiates du grand public. Au printemps 2020, l'événement total du Covid-19 avait aligné sur le tempo médiatico-politique les champs scientifique et médical. La crédibilité des savants n'en était pas sortie grandie. C'est cette fois la diplomatie, autre activité de temps long fondée sur la discrétion et le respect des protocoles, que parasite la course aux déclarations bravaches. « *Nous allons livrer une guerre économique et financière totale à la Russie* », déclare le 1er mars le ministre de l'économie Bruno Le Maire, bon connaisseur des usages diplomatiques, puisqu'il conseilla M. Dominique de Villepin au Quai d'Orsay en 2002. « *Nous allons provoquer l'effondrement de l'économie russe.* » Chapitré par le président de la République, M. Le Maire doit se dédire. Sur BFM TV, le 14 mars, la présentatrice Apolline de Malherbe tente d'arracher une autre sortie de route au ministre des affaires européennes Clément Beaune : « *Ils bombardent des maternités et finalement nous, qu'est-ce qu'on fait ? On garde des yachts à quai et on ferme les McDo ?* »

Assurément, le caractère primitif de la propagande russe, l'interdiction faite à la presse de nommer la guerre par son nom sous peine de prison et la politique d'élimination physique des journalistes gênants menée par le Kremlin depuis deux décennies offraient aux médias occidentaux l'occasion d'exposer les vertus de leur contre-modèle. Mais l'événement total ne laisse d'espace ni au regard extérieur, ni au pluralisme : les directions éditoriales ont choisi leur camp, au point d'entériner sans protestation l'interdiction de RT et Sputnik. Deux figures imposées jalonnent le parcours du combattant journalistique : invectiver le dirigeant russe, comme si cela pouvait aider les Ukrainiens, et relayer sans vérification la communication de Kiev.

À M. Volodymyr Zelensky, « *héros de la liberté* », les éditorialistes opposent un « *paranoïaque* », « *avec ce visage rechapé au Botox qui lui donne une fixité inquiétante et cette phobie proprement hitléroïde des microbes et des virus* » (Jacques Julliard, *Marianne*, 3 mars). Même souci de la mesure dans les colonnes de *L'Obs* : « *une anomalie neurologique* » et « *des modifications du lobe frontal* » induiraient chez le président russe un comportement proprement aberrant au regard des critères de santé mentale de l'hebdomadaire : « *Poutine aurait tendance à examiner méticuleusement tous les aspects d'un problème, avant de trancher* » (3 mars).

« *Dans la guerre de l'image et de la communication, le maître du Kremlin, bientôt 70 ans, chauve, boursoufflé, ne fait pas le poids face au sémillant président ukrainien, 44 ans* », poursuit le magazine fondé par Jean Daniel. Faute de

pouvoir peser sur l'issue militaire du conflit, les journalistes célèbrent une victoire qui est un peu la leur : « L'Ukraine domine la guerre informationnelle » (*La Croix*, 7 mars). Et pour cause : les directions éditoriales ratifient par défaut les annonces des autorités ukrainiennes et manifestent la plus grande indulgence vis-à-vis des *fake news* disséminées par Kiev. Les défenseurs de l'île des Serpents, morts « héroïquement » selon M. Zelensky, après avoir rétorqué à l'assaillant « *Navire russe, va te faire foutre* » ? Ils « *auraient en fait survécu, mais peu importe : ces mots sont devenus un hymne à la résistance contre la Russie* », explique *La Croix*, plein de miséricorde. Cette fausse information fut pourtant maintes fois reprise, y compris dans le *Washington Post* (25 février), qui paraphrasait les « éléments de langage » du président Zelensky. Le « fantôme de Kiev », ce chevalier du ciel ukrainien qui, le 24 février, aurait abattu à lui seul six chasseurs russes ? Une invention, certes, mais « *ce mythique pilote donne tout simplement de l'espoir* » à une population « *en quête de héros* » (*L'Express*, 25 février). Un peu esseulée au sein de sa profession, la journaliste de l'AFP Daphné Rousseau mettait en garde, après trois semaines passées sur place : « *J'ai entendu des confrères avoir l'impression d'être là pour défendre l'Europe, la liberté, leur famille. Il faut faire attention à ne pas se faire happer par cette stratégie de communication ukrainienne qui est redoutable* » (*France 5*, 13 mars). Peine perdue. D'ailleurs, avons-nous vraiment le choix ? L'éditorialiste David Brooks (*New York Times*, 3 mars) a tiré de cette crise la leçon essentielle. Elle rythme déjà la campagne électorale française : « *Les universitaires de gauche et de droite ont critiqué le libéralisme. Cette semaine, nous avons une vision plus claire de ce que serait l'alternative. Elle ressemble à Vladimir Poutine.* »

Pierre RIMBERT

(1) Cf. Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1986, et Pierre Bourdieu, *Homo academicus*, Éditions de Minuit, Paris, 1984.

Les faux de la propagande anti-Russie



Le *New York Times* a publié le 4 avril une photo satellite, datée du 19 mars, qui montre une route de la ville ukrainienne de Boutcha parsemée de cadavres. La photo, diffusée aux médias dominants à échelle mondiale, a été présentée comme preuve d'un « crime de guerre commis par les troupes russes en Ukraine ». Un examen technique démontre que la photo satellite n'a pas été prise le 19 mars, quand les troupes russes se trouvaient à Boutcha, mais le 1^{er} avril, deux jours

après qu'elles avaient quitté la ville. La date et l'heure exacte de l'image ont été calculées par le programme SunCalc sur la base de l'inclinaison du soleil au-dessus de l'horizon et donc de la direction des ombres. Dans l'image satellite publiée par le NYT, l'angle du Soleil est de 42 degrés. Cela signifie que la photo satellite a été faite à 11h57 GMT le 1^{er} avril.



En outre, l'examen des photos des cadavres effectué par un expert médecin-légiste découvre divers indices d'une mise en scène. D'autres doutes fondés à propos de la narration officielle du « massacre de Boutcha » émergent de la chronologie même des événements : le 30 mars les soldats russes quittent Boutcha, le 31 mars le Maire de Boutcha le confirme et ne parle pas de morts, le 31 mars les néo-nazis du Bataillon Azov entrent dans Boutcha, le 4 avril est publiée la photo satellite avec les cadavres dans les rues. De plus, au lieu de conserver les corps pour pouvoir les examiner et établir les causes de la mort, ils vont être enterrés précipitamment dans une fosse commune où ils restent plusieurs jours. Ils sont ensuite exhumés pour ouvrir une « enquête » et accuser la Russie de « crime de guerre ».

D'autres preuves techniques montrent la fausseté de la narration officielle du massacre de Kramatorsk, attribué aux troupes russes. Le numéro de série du missile Tochka-U qui a frappé la gare ferroviaire, le 8 avril 2022, est Ш91579 (en russe). Ce numéro de série marque le stock de missiles Tochka-U possédé par l'armée ukrainienne. Seules les Forces armées ukrainiennes ont des missiles Tochka-U. La Russie n'en a pas depuis 2019 : ils ont tous été désactivés. Les Républiques Populaires de Donetsk et Lugansk n'ont pas et n'ont jamais eu des Tochka-U.



La direction du cône et l'empennage du missile qui a atterri sur le terrain proche de la gare ferroviaire de Kramatorsk montre clairement qu'il été tiré par la 19^{eme} Brigade de Missiles Ukrainienne, basée à côté de Dobropoliè à 45 km de Kramatorsk. Auparavant les Forces armées Ukrainiennes ont utilisé des missiles Tochka-U de la même série Ш915611 lancés sur Berdyansk et Ш915516 lancé sur Melitopol. Les mêmes missiles ont été utilisés contre Donetsk et Lugansk. Le 10 avril, deux jours après le massacre de Kramatorsk, l'Armée ukrainienne a lancé deux missiles à fragmentation du même type Tochka-U : un contre Donetsk et un contre Novoaydar (République Populaire de Lugansk).

Manlio DINUCCI
Mondialisation.ca, 17 avril 2022

Publié samedi 16 avril 2022 par *Grandangolo* (chaîne italienne 262 Byoblu)
Vidéo sur le site : <https://www.byoblu.com/category/grandangolo-pangea/>
Version écrite traduite de l'italien par Marie-Ange Patrizio
La source originale de cet article est byoblu.com.
Copyright © Manlio Dinucci, byoblu.com, 2022

OTAN : quand la Finlande déclare la guerre

En compagnie de la Suède, la Finlande a fait acte de candidature auprès de l'OTAN pour intégrer l'Alliance Atlantique. Cette démarche acte une rupture de la neutralité finlandaise issue de la Seconde Guerre mondiale et interroge sur les motivations réelles d'Helsinki ainsi que sur les conséquences de cette décision. Notre incollable historien militaire Sylvain Ferreira décrit le cadre et les enjeux de ce qui constitue une résiliation unilatérale de plusieurs traités internationaux.

Je ne sais pas pourquoi, mais cela me fait irrésistiblement penser à un jeu de mon enfance, une espèce de jeu de marelle, où l'on traçait le nom de pays à la craie et on déclarait la guerre aux autres. Sauf que ces guerres-là ne faisaient pas de morts.

Un lourd héritage historique

Entre 1939 et 1944, la Finlande a été par deux fois en guerre contre son voisin soviétique. Tout d'abord, le 30 novembre 1939, l'URSS de Staline a agressé la Finlande – *guerre d'hiver* – car elle refusait un ajustement de ses frontières en faveur des Soviétiques. Après une résistance héroïque de sa modeste armée ¹, Helsinki finit par céder face à l'Armée rouge. C'est le traité de Moscou, signé le 13 mars 1940, qui règle une première fois la situation entre les deux pays en faveur de l'URSS qui occupe alors près de 10% du territoire finlandais au nord de Leningrad. Quinze mois plus tard, le régime autoritaire finlandais se rapproche du IIIe Reich pour participer activement à l'opération « Barbarossa » afin de récupérer les territoires perdus à partir du 25 juin 1941.

Pour la Finlande commence alors la guerre dite *de continuation*. L'engagement de l'armée finlandaise va être déterminant lors du terrible siège de Leningrad en fermant l'accès nord à la capitale de la révolution bolchevique. Ce siège de 872 jours, voulu par les Allemands pour affamer la population, fera plus d'un million de morts de faim parmi les civils. Il restera comme l'un des épisodes les plus emblématiques de la guerre d'anéantissement orchestrée par l'Allemagne contre les peuples d'Union soviétique. À la fin de l'hiver 1944, la situation sur le front change radicalement en faveur de l'Armée rouge et la Finlande comprend qu'elle risque de perdre beaucoup plus de territoires qu'en 1940, voire carrément de disparaître, si elle se maintient dans son alliance avec Hitler. Lors des offensives d'été de l'Armée rouge, les Soviétiques occupent Vyborg le 4 juillet. En août, le gouvernement finlandais comprend qu'il n'a pas d'autre choix que de signer un armistice avec l'URSS pour éviter une cuisante défaite. Celui-ci est signé le 19 septembre à Moscou, avec, comme préalable, la rupture de l'alliance germano-finlandaise. Il faut attendre 1947 et le traité de Paris pour officialiser les gains territoriaux soviétiques relativement limités. En 1948, le traité YYA acte la neutralisation du pays sous la forme d'un accord d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle qui garantit à l'URSS la sécurité de sa frontière nord vis-à-vis de l'OTAN. Joseph Staline n'avait pas pour habitude de faire des cadeaux, et celui-ci en était incontestablement un. La disparition de l'URSS n'a rien modifié à la validité de ces traités internationaux qui lient Moscou à Helsinki confirmés en 1992. Qui ont permis aux finlandais de vivre pendant près de 80 ans une neutralité confortable.

La candidature finlandaise à l'OTAN

À la suite de l'intervention russe en Ukraine le 14 février dernier, un vent de panique pour le moins artificiel souffle sur les chancelleries occidentales pour nous faire accroire l'idée qu'après l'Ukraine, Poutine serait prêt à attaquer qui les pays baltes, qui la Pologne ou encore la Finlande pour reconstituer l'ancien empire des tsars. Au-delà du caractère totalement délirant de cette affirmation, elle ne se fonde sur aucune déclaration ou écrit officiel du Kremlin avant ou après le déclenchement de « l'opération militaire spéciale ».

Néanmoins, cela permet d'une part à l'OTAN de resserrer des rangs bien distendus depuis plusieurs années et d'autre part d'officialiser – enfin – la neutralité relative de la Suède depuis des années. Jusque-là, rien de très surprenant malgré l'assise fragile de l'argumentaire déployé depuis Mons et Bruxelles pour justifier son discours. Mais le 15 mai dernier, nous avons été pour le moins surpris par l'annonce officielle du gouvernement social-démocrate dirigé par Mme Sanna Marin – *membre des Global Young Leaders fondé par Klaus Schwab* – quant à sa volonté de rejoindre officiellement l'OTAN pour se préserver d'une très hypothétique menace russe. Cette annonce a d'ailleurs été faite conjointement par madame Marin et le président finlandais Sauli Niinisto qui a déclaré qu'il s'agissait « d'un jour historique » et « du début d'une nouvelle ère » ². La demande d'adhésion a été largement validée par le parlement finlandais le 16 mai alors

qu'une délégation de sénateurs américains emmenés par le leader des Républicains Mitch McConnell était en visite à Helsinki ³.

Cette annonce a bien sûr fait réagir Moscou qui a qualifié cette initiative de « changement radical dans la politique étrangère finlandaise » et que la « Russie devra prendre des mesures de rétorsion, à la fois sur le plan technico-militaire et sur d'autres plans, afin de stopper les nouvelles menaces sur sa sécurité nationale »⁴. La première mesure prise côté russe a été de nature économique puisque le fournisseur d'électricité ROA Nordic a annoncé la fin de ses livraisons à la Finlande, car celle-ci, comme la Pologne pour le gaz, ne payait pas ses factures. Immédiatement, Helsinki a annoncé qu'elle se fournirait en Suède et qu'elle augmenterait sa production nationale ⁵. Sur le plan diplomatique, Vladimir Poutine a précisé que les mesures de rétorsion russes ne menaceraient pas la sécurité de la Finlande, à condition bien sûr que l'adhésion à l'OTAN ne débouche pas sur l'installation de bases américaines dans le pays ⁶. Par ailleurs, malgré l'assentiment du parlement finlandais et la volonté de l'OTAN d'accueillir la Finlande, l'adhésion d'un nouveau membre n'est pas un processus automatique et elle est soumise à l'approbation unanime des membres. C'est là qu'entre en scène le président turc Erdogan qui a annoncé le 16 mai qu'il opposera son veto à l'entrée de la Finlande – et aussi de la Suède – dans l'OTAN lorsque le vote formel qui exige l'unanimité aura lieu ⁷. Erdogan reproche en fait l'absence de condamnation du PKK par les deux pays candidats.

Une nouvelle provocation ?

Devant ce blocage diplomatique, on peut donc légitimement s'interroger sur les motivations profondes d'Helsinki pour annoncer un tel basculement diplomatique alors que l'URSS puis la Russie n'ont jamais remis en cause les traités signés il y a 75 ans. La rupture unilatérale des traités par la Finlande est en effet plus qu'un *casus belli* lancé à Moscou, puisque par un enchaînement juridique, Helsinki revient la situation de belligérance antérieure au 19 septembre 1944. À l'initiative de la partie finlandaise !

Pourtant, comment un pays de 5 millions d'âmes pourrait-il faire face à une intervention militaire russe, d'autant que la majorité de ses centres névralgiques se trouvent à un jet de pierre de la frontière russe ? La présence de sénateurs américains à Helsinki et l'empressement du secrétaire-général de l'OTAN Stoltenberg à accepter cette candidature ne constituent-ils pas une nouvelle tentative pour provoquer Vladimir Poutine et le forcer à ouvrir un nouveau front pour tendre encore un plus les capacités économiques et militaires de la Russie ? S'il est probable que la réponse reste encore longtemps impossible à formuler, cela ne relèvera pas d'un problème d'accès aux archives diplomatiques, mais étonnant paradoxe, à la posture raisonnable d'un homme : Recep Tayyip Erdoğan.

Sylvain FERREIRA
Réseau International
21 mai 2022

Sources

1. Ferreira, Sylvain, Un carnage en deux actes : la bataille de Suomussalmi, Batailles & Blindés n°77, Caraktère, 2017
2. Ferreira, Sylvain, Un carnage en deux actes : la bataille de la route de Raate, Batailles & Blindés n°80, Caraktère, 2017
3. <https://www.npr.org/2022/05/15/ukraine-war-finland-sweden-nato>
4. <https://www.france24.com/2022/05/16/swedish-finnish-mps-debate-nato-membership>
5. <https://www.cnn.com/2022/05/12/russia-threatens-retaliatory-steps-if-finland-joins-nato>
6. <https://www.rfi.fr/2022/05/14/russia-cuts-electricity-supply-to-finland-as-country-edges-near-nato-membership-war-ukraine>
7. <https://www.ft.com/bd98c7cd19d4>
7. <https://english.alarabiya.net/2022/05/16/Turkey-s-Erdogan-says-will-not-approve-Sweden-and-Finland-joining-NATO>

<https://fr.sott.net/article/40046-OTAN-quand-la-Finlande-declare-la-guerre>

Robots tueurs : ces nouvelles armes développées sans contrôle



Le Blowfish A3, un drone parmi de nombreux autres fabriqués par des industriels. Il peut être équipé de 15 kg d'armement (mini-roquettes, obus de 60 mm, grenades, dispositifs antiémeutes). Décollage et atterrissage automatisés, vol programmable, possibilité d'identifier des cibles en mouvement et de poursuivre sa mission, même en cas de rupture de signal avec la station de contrôle. | © AFP.

Certaines armes dopées par l'intelligence artificielle sont de plus en plus autonomes. De nombreuses organisations de la société civile réclament leur interdiction. « Il n'est pas acceptable qu'une machine décide de tuer des humains », insiste Jonathan Bannenberg, chercheur au GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité), à Bruxelles.

Paris Match. Dans le jargon militaire, les robots tueurs sont désignés par le terme « SALA ». Que recouvre-t-il ?

Jonathan Bannenberg. L'acronyme « SALA » désigne les Systèmes d'Armes Létaux Autonomes. Ces robots tueurs intègrent une intelligence artificielle suffisamment élaborée pour chercher des cibles, les sélectionner et les attaquer (ce qu'on appelle « l'engagement ») sans intervention humaine.

De telles armes existent-elles déjà ou, à ce stade, ne s'agit-il que de prototypes, voire de fantasmes inspirés par la science-fiction ?

Il n'est pas question de fantasmes, mais d'une réalité de plus en plus palpable. En mars 2021, un rapport du groupe d'experts de l'ONU sur la Libye révélait que des munitions rôdeuses avaient été utilisées contre des troupes affiliées à Haftar par les forces du gouvernement d'entente nationale. Il s'agissait de Kargu-2, soit des drones quadricoptères employant des algorithmes d'apprentissage qui peuvent leur conférer une autonomie totale. Néanmoins, le fabricant turc de ces SALA, la société STM, a allégué que, sur le théâtre d'opérations libyen, l'autonomie des Kargu avait été limitée à la navigation et à l'identification des cibles, tandis que l'engagement – le choix ultime d'attaquer – était demeuré sous contrôle humain. Un doute subsiste : on ne sait pas si, à l'occasion de ce conflit, pour la première fois, des robots tueurs ont pris seuls la décision de tuer

des humains. Quoi qu'il en soit, ce qu'il faut retenir, c'est que la possibilité de supprimer l'ultime approbation humaine est techniquement possible.

On peut prendre un autre exemple, celui du SGR-AI sud-coréen ?

Tout à fait. Ce robot-sentinelle mitrailleur fabriqué par Samsung est utilisé dans la zone démilitarisée qui se trouve entre les deux Corée. Actuellement, il est encore exploité par des humains via des liaisons caméra, mais techniquement, cette arme pourrait très bien être commutée en mode autonome.



Jonathan Bannenberg, chercheur au GRIP : « La tendance est très claire : on se dirige vers une autonomisation toujours plus grande de tous les systèmes d'armes. » © Doc

faux, il s'agit d'un discours qui néglige les risques. D'autres défendent ces « avancées » en plaidant qu'elles autorisent des frappes plus précises, impliquant moins de dégâts collatéraux. Qu'en outre, les SALA permettent de limiter les pertes militaires : on peut faire la guerre avec moins de soldats. Et puis, il y a l'argument classique de la course à l'armement : si on ne suit pas le mouvement, on sera dépassé par les autres. Mais il convient d'avoir un regard critique sur ces narratifs qui semblent présenter des évidences, alors qu'ils sont aussi le prolongement du lobbying des industriels.

La contre-argumentation ?

En premier lieu, il y a la question de la déshumanisation numérique : il n'est pas acceptable qu'une machine décide de tuer des humains. Pour l'intelligence artificielle, les cibles, qu'elles soient des personnes ou des choses, ne sont que des données à traiter, des alignements de 0 et de 1. Elle ne fait pas la différence entre un « qui » et un « quoi ». Comment un robot tueur ferait-il le tri entre un soldat qui combat et un soldat qui se rend ? Voire entre un soldat et un civil ? La machine est conditionnée par sa programmation initiale, qui peut impliquer des biais. Dans un environnement changeant, on peut s'interroger sur sa capacité à prendre des décisions adaptées. Une solution serait le « machine learning » : ces logiciels améliorent leurs performances sur la base des données qu'ils récoltent, ce qui les conduit à effectuer des nouvelles tâches qui n'avaient pas été initialement programmées, mais les mêmes biais risquent de se répliquer. De plus, des roboticiens admettent qu'en la matière, il y a encore une grande part d'inconnu. Cela accroît le questionnement sur la transparence de la chaîne de commandement et sur la possibilité qu'ont les utilisateurs de se cacher derrière la machine pour n'avoir pas à répondre de dérapages éventuels. En cas d'erreur, qui est légalement responsable ? Le concepteur de l'intelligence artificielle, l'organisation qui y a eu recours ? Sans parler des risques de piratage, de la possibilité que de tels systèmes d'armes nécessitant l'engagement de peu de personnel tombent entre les mains d'entités non étatiques ou de groupes terroristes.

Des SALA sont-ils utilisés dans le cadre de la guerre en Ukraine ?

Selon certains échos, les Russes auraient eu recours à des munitions rôdeuses KUB. Toutefois, comme en Libye, l'homme serait resté dans la boucle. Il y a une barrière éthique, morale, voire stratégique qui semble encore subsister... Mais pour combien de temps ? D'une manière générale, la tendance est très claire : on se dirige vers une autonomisation toujours plus grande de tous les systèmes d'armes. On pourrait encore citer moult exemples, relativement à des navires, des engins terrestres divers... L'industrie de l'armement travaille au développement de SALA dans de nombreux pays.

Quel est l'argumentaire des militaristes qui défendent cette « évolution » ?

Certains d'entre eux crient à l'exagération : l'autonomie totale, on n'y serait pas encore. Ceux-là soulignent aussi que les militaires eux-mêmes n'y seraient pas forcément favorables. Même si ce dernier point n'est pas tout à fait

« Si la communauté internationale ne réagit pas rapidement, on risque d'être dans une situation de fait accompli, sans qu'aucun cadre normatif ne fixe de ligne rouge »

Par ailleurs, la possibilité de faire la guerre en limitant les pertes militaires n'abaisse-t-elle pas le seuil d'engagement dans des conflits armés ?

C'est en effet une objection majeure. Le développement des SALA augure d'un monde qui pourrait devenir encore plus conflictuel. On peut faire le lien avec ce qui se passe en Ukraine : que se passerait-il si les Russes utilisaient des essaims de robots tueurs permettant de limiter leurs pertes humaines ?

On a le sentiment d'être à un tournant dans l'histoire de l'armement ?

Un moment charnière, oui. Il y a eu trois révolutions dans le domaine de la guerre : la poudre à canon, le nucléaire et maintenant l'intelligence artificielle, dans laquelle l'industrie de l'armement investit beaucoup. Si la communauté internationale ne réagit pas rapidement, on risque d'être dans une situation de fait accompli, sans qu'aucun cadre normatif ne fixe de ligne rouge. Ce n'est pas que des signaux d'alerte n'auraient pas été activés depuis plusieurs années : de nombreuses voix se sont déjà élevées dans la société civile pour demander l'interdiction de telles armes, ou à tout le moins une réglementation garantissant qu'elles feront toujours l'objet d'un contrôle humain significatif. Ce qui manque, c'est une réelle volonté politique au niveau mondial.

N'en débat-on pas à l'international ?

Si, bien entendu. Le sujet est discuté dans le cadre onusien depuis plus de huit ans. Il s'agit d'échanges diplomatiques qui ont lieu au sein de la Convention sur certaines armes classiques (CCAC). Mais il se fait que celle-ci fonctionne par consensus, et que des États hautement militarisés et investis dans le développement de ces armes, dont les États-Unis et la Russie, bloquent l'avancée des débats en transformant le consensus en droit de veto. Ils prétextent que ce débat est prématuré, alors que de nombreuses organisations de la société civile, l'opinion publique internationale et des scientifiques invitent à agir préventivement. En matière de contrôle des armements, on revit d'une certaine manière le scénario de la bombe nucléaire : il n'avait pas fallu attendre Hiroshima pour que des voix s'élèvent contre les risques que posait l'arme atomique.

« La Belgique souffle le chaud et le froid. C'est décevant, alors que notre pays a autrefois joué un rôle de pionnier dans les processus qui ont conduit aux traités d'interdiction des mines antipersonnel et des armes à sous-munitions »

Que peut faire la Belgique pour peser un tant soit peu dans ce débat ?

Notre pays a présidé le groupe d'experts gouvernementaux dans le cadre de la CCAC en 2021 et n'a pas ménagé ses efforts pour tenter de relancer les discussions sur un traité international d'interdiction des robots tueurs. En mars dernier, après un nouvel échec des discussions dans le cadre de l'ONU, la Belgique a signé une déclaration commune avec 22 autres États exprimant une « profonde déception ». Ce texte rappelle que ce ne sont pas des machines, seulement des hommes, qui devraient décider de l'usage de la force létale. Mais, dans le même temps, la guerre en Ukraine a fortement resserré les liens au niveau de l'Otan, dominée par les États-Unis, soit un pays opposé à un traité d'interdiction et ne préconisant que l'élaboration de règles de bonne conduite. On ne peut affirmer avec certitude que ceci explique cela, mais il faut bien constater que la position du gouvernement belge s'est tout récemment profilée comme plus attentiste : une proposition de résolution parlementaire affirmant que notre pays doit chercher à jouer un rôle plus actif sur la scène internationale pour arriver à une interdiction des robots tueurs devait être votée, il y a quelques semaines, en commission de la Défense nationale. Avec surprise, on a appris que ce point ne figurait plus à l'agenda. Il semblerait y avoir une certaine réticence au niveau du gouvernement fédéral.

Pourquoi ?

L'exécutif souhaite désormais une concertation préalable sur la question des robots tueurs au sein de l'Otan. En d'autres termes, la Belgique souffle le chaud et le froid. C'est décevant, alors que notre pays a autrefois joué un rôle de pionnier dans les processus qui ont conduit aux traités d'interdiction des mines antipersonnel et des armes à sous-munitions. Il devrait en faire de même dans ce débat sur les robots tueurs, quitte à rejoindre d'autres États dans un forum alternatif à celui de la CCAC, pour espérer créer la masse critique suffisante qui ferait enfin bouger les lignes.

Michel BOUFFIUX, publié le 30 avril 2022

<https://parismatch.be/actualites/societe/556627/robots-tueurs-ces-nouvelles-armes-developpees-sans-controle>

Ventes d'armes : le silence et la honte

Alors que le Parc des expositions de Paris-Nord accueillera la semaine prochaine le Mondial de la Défense et de la Sécurité terrestres et aéroterrestres, coup d'oeil sur le marché des armes. Un marché particulièrement nébuleux qui viole tous les beaux principes affichés par nos gouvernements à l'abri du regard de la société civile. (IGA)

Dans quelques jours, se tient le salon de l'armement Eurosatory au Parc des expositions de Villepinte (Seine St Denis). Il réunira plus de 1 000 exposants venant de 60 pays. La tenue de ce supermarché international de la mort coïncide avec la publication d'un numéro spécial de la revue *Alternatives Non-Violentes*, « Vendre des armes et après ? ». C'est l'occasion de regarder en face la réalité de ce commerce honteux qui comporte de nombreuses zones d'ombre. À l'heure où les Occidentaux fournissent quantité d'armes à la résistance ukrainienne et où la course aux armements repart de plus belle, il est temps de se pencher sur ce commerce morbide, de le dénoncer et de s'y opposer.

La France vend des armes à l'Arabie Saoudite, l'Égypte, l'Inde, le Qatar, le Brésil et les Émirats arabes unis, des pays « qui ont une renommée douteuse en matière de violations des droits humains », explique Alice Privey, chargée de recherche pour l'association *Stop Fuelling War* (Cesser d'alimenter la guerre). Dans son article, on apprend que les exportations d'armes françaises ont bondi de 59 % depuis 2012. Elle rappelle les processus d'autorisation des ventes d'armes à l'étranger, tout en soulignant leur manque de transparence et l'absence de contrôle du Parlement. Officiellement, l'exportation d'armes et de matériel de guerre est prohibée en France... Pour être autorisées, ces ventes doivent passer par le filtre d'une commission appelée la CIEEMG (la Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre), composée de plusieurs représentants de ministères et des services du Premier ministre. Ni le Parlement, ni la société civile n'ont accès aux informations et aux décisions de cette commission.

Elle rappelle que le Traité sur le commerce des armes (2014), adopté grâce à la mobilisation de la société civile mondiale, n'est pas appliqué en France. L'État investit des sommes faramineuses pour les programmes d'armement qui ont besoin de trouver des débouchés à l'étranger pour être rentabilisés. Tout cela se fait au détriment d'autres priorités comme la transition énergétique et les besoins sociaux et dans l'indifférence de l'opinion publique tenue à l'écart de ces décisions.

Amnesty International mène un combat depuis de longues années pour dénoncer la complicité de la France dans la vente d'armes à des pays qui violent le droit international. Aymeric Alluin, chargé de mission à Amnesty International, précise que l'opacité qui règne autour des décisions concernant les ventes d'armes de la France rend impossible de vérifier si la France respecte le Traité sur le commerce des armes (TCA). Il rappelle qu'« un État a l'interdiction d'autoriser un transfert s'il a connaissance que les armes en question pourraient servir pour commettre des crimes de guerre ». Au mois de février, l'organisation de défense des droits de l'homme a remis une pétition de 146 000 signatures à l'Élysée : « Ventes d'armes : stop à la complicité de la France ». En novembre 2021, un rapport parlementaire issu d'une mission d'information sur le contrôle des exportations d'armement soulignait « le besoin urgent d'un véritable contrôle parlementaire des ventes d'armes françaises », reprenant ainsi une revendication ancienne de nombreuses ONG. Pour quel effet ? Aucun à ce jour.

Le numéro d'*Alternatives Non-Violentes* ne se contente pas de traiter des ventes d'armes de la France. Claude Serfati, membre du conseil scientifique d'Attac, élargit la focale à la question de la « mondialisation armée », autrement dit la militarisation de la planète. Les dépenses militaires mondiales sont toujours en augmentation. Elles représentent près de 2 000 milliards de dollars en 2020 selon le SIPRI (Institut international de recherche sur la paix de Stockholm), « soit une augmentation de près de 80 % depuis 1995 ».

La chute de l'URSS en 1990 a accentué les rivalités économiques et a renforcé les capacités militaires des États impérialistes. L'OTAN accentue son emprise vers l'Est de l'Europe accompagnant ainsi le développement de l'économie de marché dans les pays de l'ex Union Soviétique. Claude Serfati, au terme de son analyse, estime probable « l'aggravation des antagonismes, entre le bloc transatlantique (États-Unis et Europe) et les pays d'Asie et du Pacifique ». Il estime que « la période ouverte par la guerre en Ukraine va accélérer la croissance des dépenses militaires, qui à leur tour nourriront de nouveaux conflits à la plus grande satisfaction des systèmes militaro-industriels ». Les peuples resteront les victimes de cet engrenage décidé par les États militarisés et nucléarisés.

Plus que jamais se pose la question de la reconversion des industries d'armement. François Vaillant, directeur de la revue *Alternatives Non-Violentes*, rappelle les efforts réalisés en France dans les années 1970 par certains syndicats et mouvements non-violents pour penser une autre politique de défense. Malgré les espoirs

soulevés par l'arrivée de la gauche au pouvoir, celle-ci tournera le dos à ses engagements de campagne concernant « la moralisation des ventes d'armes ». Le commerce des armes repartira de plus belle sous la houlette de Charles Hernu et la France deviendra le troisième marchand de canons au monde. Le Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN) poursuivra seul les réflexions sur le « transarmement », période de transition permettant de passer de l'actuel système de défense militarisé à un autre système de défense, la défense populaire non-violente. Pour le MAN, à cette époque, le transarmement se conjugue avec le contrôle de l'industrie de l'armement par les travailleurs, rendant ainsi possible la reconversion de cette même industrie vers des productions socialement utiles.

Patrice Bouveret, co-fondateur de l'Observatoire des armements, fait remarquer que la reconversion de l'industrie de l'armement « pourrait être facilitée du fait qu'il s'agit d'un secteur de très haute compétence et technicité ». La reconversion n'est pas un problème technique, il doit résulter avant tout d'une « volonté politique ». Patrice Bouveret rappelle également que « la Charte de l'ONU doit rester notre boussole ». Signée en juin 1945, elle précise que la paix n'est possible qu' « en ne détournant vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde ». Or, les cinq membres permanents de l'ONU, dont la France, représentent à eux seuls plus de 60 % des dépenses militaires et environ 77 % des exportations d'armes dans le monde. L'ONU est bien verrouillé par un club d'États militarisés qui dominent outrageusement la planète et font peser sur son avenir un péril mortel.

Les questions de sécurité et de défense sont des dossiers trop sérieux pour être confiés uniquement aux militaires et aux politiques. Les citoyens doivent se réappropriier ces questions trop souvent confinées dans des cercles de spécialistes. L'une des leçons de la guerre en Ukraine, souligne Étienne Godinot, « est que les sociétés civiles auront de plus en plus un rôle déterminant à jouer pour résister à l'oppression et combattre contre la guerre ». Les menaces qui pèsent sur nos « démocraties » ne sont d'ailleurs pas que militaires, elles sont d'ordre écologique, économique, alimentaire, idéologique. « Face à ces diverses menaces, souligne-t-il, augmenter le volume d'armes conventionnelles ou brandir l'arme nucléaire est totalement inopérant ». Il plaide pour une politique de désarmement qui développe une alternative à la défense armée. C'est ainsi qu'il peut préciser les fondements et les méthodes d'une défense civile non-violente, une réflexion que les mouvements non-violents ont mis de côté depuis la chute du mur de Berlin.

À la veille du salon Eurosatory, ce numéro d'*Alternatives Non-Violentes* tombe à pic pour rappeler que les armes ne sont pas des marchandises comme les autres. Ce ne sont pas des biens de consommation, mais des biens de destruction. Vendre des armes n'est rien d'autre qu'exporter la guerre et accroître les menaces de guerre aux quatre coins du monde. C'est alimenter, indéfiniment, les conflits régionaux avec des armes toujours plus sophistiquées au détriment des véritables besoins des peuples qui sont les premières victimes de ces exportations d'armement. Jusqu'à quand les citoyens français resteront silencieux face à ce commerce de la honte réalisé en leur nom ?

Toutes les informations pour se procurer ce numéro sur le site d'*Alternatives Non-Violentes*.

Alain REFALO, 08 Juin 2022

Sources : Non-violence, Ecologie et Résistances et Investig'Action

Photo: Teddy Wade, U.S. Army CC via Wikimedia Commons

Armes et milliards pour la guerre



Le champ de bataille ukrainien est le plus subventionné au monde à la fois par les États-Unis, par le Royaume-Uni et par l'Union européenne. Cet investissement massif vise à soutenir non pas les Ukrainiens, mais les bandéristes, en totale contradiction avec les buts de l'Alliance durant la Seconde Guerre mondiale. Cet argent est prélevé dans les programmes sociaux des pays donateurs, c'est-à-dire qu'il manque aux populations pauvres occidentales.

Le président Joe Biden, recevant le Premier ministre Mario Draghi à la Maison Blanche, a déclaré : « La chose que j'apprécie le plus chez vous est l'effort dès le début pour amener l'Otan et l'UE en syntonie dans

l'aide à l'Ukraine ». Compliments mérités : alors que le Congrès US approuve l'allocation de 40 nouveaux milliards de dollars pour armer les forces de Kiev dans la guerre contre la Russie, qui s'ajoutent aux 14 déjà attribués en mars, Draghi s'est employé à ouvrir en Europe un canal analogue de financement de la guerre à travers un « Fonds fiduciaire de solidarité de l'Union européenne pour l'Ukraine » et un « paquet résilience » d'une valeur initiale de 2 milliards fourni à Kiev par la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement (Berd).

En même temps Mario Draghi et les autres leaders du G7 (dont font partie l'Allemagne, le Canada, les États-Unis, la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni) ont alloué 24 milliards de dollars pour soutenir l'Ukraine dans la guerre contre la Russie. Important est aussi le rôle de Draghi dans les financements à Kiev décidés par la Banque mondiale et par le Fonds monétaire international, se montant initialement à environ 5 milliards de dollars.

Grâce à ces financements, dans les mois précédant et suivant la guerre, les États-Unis et leurs alliés ont fourni aux forces de Kiev 85 000 missiles, plus de 50 millions de munitions de tous calibres y compris pour des obusiers de longue portée, drones et autres systèmes avancés d'arme. Les forces de Kiev, notamment celles du régiment Azov et autres formations néo-nazies, sont non seulement armées mais dirigées par l'Otan.

La colossale dépense pour la guerre contre la Russie, destinée à augmenter et devenir permanente, se trouve payée par les citoyens européens à travers les coupes dans les dépenses sociales. S'ajoute à celles-ci la dépense croissante dérivant de la directive UE d'accueillir et de garder tous les Ukrainiens qui arrivent – sans besoin de visa – en Italie et dans d'autres pays européens.

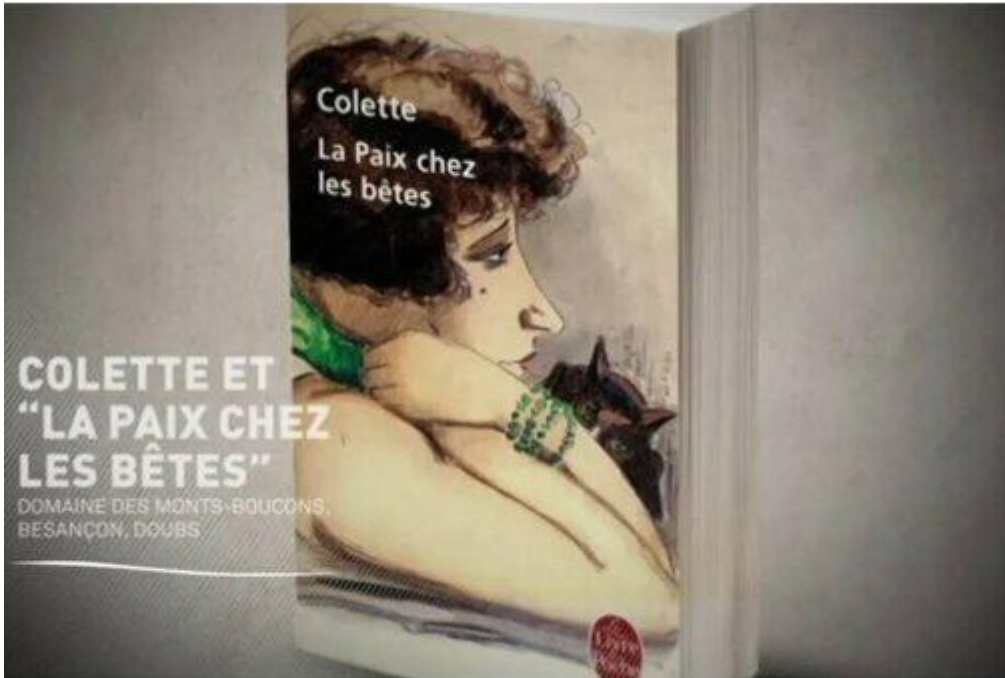
Manlio DINUCCI, *voltairenet.org*, 19 mai 2022

Traduction : Marie-Ange Patrizio

<https://fr.sott.net/article/40020-Armes-et-milliards-pour-la-guerre>

À lire : Colette et La Paix chez les Bêtes

En 1916, année des batailles de la Somme et Verdun, Colette, l'écrivain, publie « La paix chez les bêtes ». Une ode à la faune domestique et sauvage, mais aussi à la nature débarrassée de toute violence, où l'homme serait enfin libéré du fer et de la mitraille.



La bête innocente a le droit, – elle seule, – d'ignorer la guerre. »

Poum le chat diabolique, la chienne Bull, les couleuvres captives, les papillons citron... sont les héros de ces saynètes. Colette les a rencontrés en partie avant-guerre au domaine des Monts-Boucons, la maison sur les hauteurs de Besançon que lui a offert son mari, l'auteur boulevardier Henry Gauthier-Villard. Elle dit : « J'ai rassemblé des bêtes dans ce livre comme dans un enclos où je veux qu'il n'y ait pas la guerre (...) ».

Mais le sort du militaire n'est pas exclu du récit

Mais le sort du militaire n'est pas exclu de ce récit. Ainsi dans « Conte pour les petits enfants des poilus », Colette imagine un soldat transi de froid dans sa tranchée que viennent visiter des animaux. Ours blanc, chèvre, poulain, loutre... Tour à tour, ils lui proposent leur fourrure. L'homme choisit la parure d'une chatte blanche pour découvrir à son réveil que c'est la neige qui l'a recouvert.

« Je dédie ce livre, écrit-elle, à n'importe quel soldat inconnu que le printemps pourra revoir, sanguinaire, doux et rêveur comme le Premier Homme de la planète (...) ».

La paix chez les bêtes ne sera pas le seul ouvrage de Colette pendant la guerre. Elle rejoint en effet clandestinement à plusieurs reprises à Verdun, Henry de Jouvenel qu'elle a épousé en secondes noces. Elle en tirera des articles pour les journaux et un recueil « *Les heures longues* ». Chronique de la vie à l'arrière, mélangeant les hôpitaux militaires, les dames nobles appauvries s'adonnant à la couture, les aléas du marché noir... Ce n'est pas un récit engagé, ni antimilitariste.

Colette gardera pendant la guerre, comme durant toute sa vie, une distance, une désinvolture et une crudité, consciente depuis sa prime jeunesse de la vacuité de la vie humaine.

France3
24 mai 2022

<https://fr.sott.net/article/40071-A-lire-Colette-et-La-Paix-chez-les-Betes>